



Cahiers de formation marxiste n°3

Textes de formation et de débats sur :

La stratégie révolutionnaire aujourd'hui



Edité par la Formation Léon Lesoil
Ligue Communiste Révolutionnaire
Section belge de la IVe Internationale



Cahiers de formation marxiste n°3

Les Cahiers de formation marxiste sont des anthologies de textes d'analyse produits avant tout - mais pas seulement - par notre courant : la LCR (ex-POS) et la IVe Internationale. Ils constituent ainsi des outils pour la formation marxiste, collective ou individuelle et s'adressent donc avant tout aux membres et aux sympathisant/es de notre organisation, mais sont également mis à la disposition de toute personne intéressée par les questions traitées et nos positions.

Textes de formation et de débats sur :

La stratégie révolutionnaire aujourd'hui

Sommaire :

- > Quelques éléments clés sur la stratégie révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés. Par François Sabado
- > Sur le retour de la question politico-stratégique. Par Daniel Bensaïd
- > Stratégie révolutionnaire : résurgences et cours nouveaux... Par Francis Sitel
- > Quelques réflexions sur la stratégie révolutionnaire. Par Guillaume Liégard
- > Mélanges stratégiques. Par Samy Joshua
- > Pour une hégémonie émancipatrice. Vers les crises stratégiques du 21e siècle. Par Alain Mathia
- > Stratégie et parti, ne pas abuser des mélanges... Par Joséphine Simplon et Côme Pierron



Edité par la Formation Léon Lesoil

Ligue Communiste Révolutionnaire

Section belge de la IVe Internationale

Quelques éléments clés sur la stratégie révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés

François Sabbado

Cet article est une mise en forme d'un rapport fait à un stage de responsables nationaux de la LCR. Il s'agit d'une actualisation de certains éléments clé d'une stratégie révolutionnaire dans un pays capitaliste avancé. Plusieurs pistes de travail sont soumises à la discussion. Parmi celles-ci, certaines questions méritent d'être approfondies. D'autres resteront en chantier...

Même si les rapports de forces à l'échelle mondiale restent largement défavorables au monde du travail, une série de facteurs remettent à l'ordre du jour une nouvelle discussion sur des questions stratégiques : telles que la crise du néolibéralisme, la guerre en Irak et les menaces guerrières dans d'autres régions du monde, le remodelage social-libéral du mouvement ouvrier et ses contradictions, la discussion au sein de la gauche sur les questions gouvernementales, la profondeur de la crise sociale et politique en Amérique latine, les processus révolutionnaires au Venezuela et en Bolivie, la discussion impulsée par Chavez sur le socialisme du XXIe siècle. Il y a un retour des questions stratégiques.

1) Remarques sur l'histoire de nos débats sur les questions stratégiques.

L'histoire des discussions sur les questions stratégiques dans la LCR est marquée par deux étapes, la première, dans l'après Mai et jusqu'à la fin des années 70, à la faveur des situations pré-révolutionnaires de l'Europe du Sud, la deuxième se caractérisant plutôt par une absence de discussion. Dans cette première phase, les débats des années vingt dans l'Internationale communiste mais aussi une série de discussions autour d'expériences révolutionnaires furent revisités. Mai 68 avait été analysé comme une répétition générale, à l'instar des rapports entre les révolutions de 1905 et 1917 mais notre analyse ne s'est jamais réduite aux problèmes russes. Nous avons, dès les années 70, distingué les spécificités de la révolution russe de celles des révolutions en Europe et en Amérique latine. Les stages de cadres de la Ligue, notamment sous l'impulsion d'Ernest Mandel, étaient centrés sur l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Chili.

Ces discussions stratégiques étaient en rapport direct avec une analyse de la période marquée, selon nous à l'époque, par une nouvelle actualité conjoncturelle de la révolution. Des

situations pré-révolutionnaires étaient annoncées dans les quatre-cinq ans à venir en Europe. La stratégie de lutte armée était décidée en Amérique latine dans une perspective de conquête du pouvoir à court terme, dans des pays comme la Bolivie ou l'Argentine. Pour certains mêmes, « l'histoire nous mordait la nuque ». Le retournement de période de la fin des années 70-début des années 80, avec un éloignement des perspectives révolutionnaires, ont stoppé ces discussions sauf quelques incursions dans les stages de cadres des années 86-87.

Le Manifeste [de la LCR] de l'année 1992 fait, par exemple, l'impasse sur ces questions. « Chute du Mur oblige », il fallait revisiter notre histoire - celle de la révolution russe et de la dégénérescence stalinienne - et actualiser nos fondamentaux. Question de priorité. Mais nous perdions le fil de la discussion stratégique. La différence est nette entre le Manifeste de 1992 et le Manifeste de 2005 reprise, même de manière modeste, quelques pistes stratégiques. Cela pose une première question. Les problèmes stratégiques ne peuvent évidemment pas être traités à l'identique selon les périodes, de montée révolutionnaire ou de reflux. Les discussions stratégiques des années vingt - montées révolutionnaires après la révolution russe - et celle des années trente - réactions révolutionnaires face à la montée du fascisme - sont différentes.

L'approche des problèmes stratégiques lors du court siècle - 1914-/1991 - n'est pas la même que dans la période actuelle. Les marxistes révolutionnaires, au-delà des caractérisations et des concepts recouvrant le phénomène stalinien, ont modifié bien de leurs approches stratégiques après la contre-révolution bureaucratique. Les rapports de forces entre les classes, les changements du capitalisme et les modifications internes de la classe ouvrière, l'effondrement du stalinisme, l'évolution social-libérale de la social-démocratie, l'émergence de nouveaux mouvements sociaux comme le mouvement altermondialiste,

tout cela modifie le cadre et l'approche des questions stratégiques.

Cette discussion doit-elle être réservée aux seules périodes de montée des luttes de classes ou aux situations prérévolutionnaire ou révolutionnaire, comme on l'a un peu pensé, implicitement, dans la Ligue ? Nous ne le croyons pas. Au-delà des difficultés ou des interrogations, la question de la révolution et les problèmes qui y sont liés doivent demeurer au centre de nos préoccupations. N'oublions pas que Léon Trotsky, même s'il pensait que la Seconde Guerre mondiale se transformerait en révolution, a écrit le Programme de transition en septembre 1938, après la défaite du prolétariat allemand en 1933, la défaite du prolétariat catalan en 1937 - date clé de la guerre d'Espagne - et en plein reflux du mouvement ouvrier français après les trahisons du Front populaire avant la défaite de la grève générale de novembre 1938.

2) Discussion sur la notion d'«actualité de la révolution»

La notion d'« actualité de la révolution » a une double fonctionnalité : conjoncturelle mais aussi historique. Elle a été fonctionnelle dans la période post-révolution russe et dans toutes les périodes révolutionnaires de 1918-1923 en Allemagne, de 1934 à 1936 en France, en 1936-1937 en Espagne, les situations révolutionnaires de l'après guerre et celle des années 60 et 70 et les révolutions coloniales. Elle est utile pour caractériser des périodes historiques de montée de luttes de classes plus longues qui ont encadré des situations pré-révolutionnaires ou révolutionnaires.

Mais lors qu'on se replonge dans certains textes de Marx ou certains documents de Trotsky, après la période révolutionnaire des années 20, la question des perspectives révolutionnaires est présentée de manière plus ample. Rappelons ce passage de Marx dans les Grundrisse : « À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. Des formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports deviennent des entraves. Alors s'ouvre une période de révolution sociale».

Ernest Mandel donne, à son tour, l'explication suivante de ce passage dans ses notes sur le Troisième Age du capitalisme. « Lorsqu'on évoque l'époque des révolutions, cela ne signifie pas du tout qu'aucun développement ultérieur des forces productives ne serait plus possible sans la chute de ce mode de

production. Cela signifie seulement que, de ce point de vue, les forces productives qui continuent à se développer entrent en rébellion de plus en plus ouverte avec le mode de production existant et concourent à sa perte ».

L'horizon ou les perspectives révolutionnaires sont liées au caractère réactionnaire du capitalisme, à ses contradictions internes, au coût social du système de propriété capitaliste, à l'écart entre les possibilités de développement technologique, culturel, social de la société et les obstacles dressés par la course au profit capitaliste. C'est aussi pour cette raison que l'époque de l'actualité des révolutions ou du socialisme est mis en relation avec la phase impérialiste du capitalisme.

Mandel rejette toute interprétation mécanique et catastrophistes des formules de Marx. Ce que Trotsky, reprenant Lénine, allait développer dans l'IC en 1926 : « La bourgeoisie peut-elle s'assurer une nouvelle époque de croissance capitaliste ? Nier une telle possibilité, compter sur une "situation sans issue" du capitalisme serait simplement du verbalisme révolutionnaire ». Et, il précise qu'il faut mettre en rapport les développements de l'économie capitaliste et les cycles de la lutte de classes : « Les reculs ou les défaites permettent aussi de nouvelles phases de stabilisation ou de relance du capitalisme », écrit-il dans l'Internationale communiste après Lénine.

Il nous semble utile d'avoir une telle approche, qui tient compte de l'analyse spécifique de chaque période tout en les intégrant dans une histoire qui reste celle du capitalisme, de ses contradictions, et de ses possibles révolutions. Banalité, peut-être mais rappel nécessaire dans une situation caractérisée par l'absence de révolutions en Europe capitaliste sur une longue période : 23 ans séparent la montée révolutionnaire en 1944-45 de celle de Mai 68 ; et il y a déjà presque 38 ans entre Mai 68 et 2006. De tels espaces-temps expliquent que se perde le fil d'une discussion stratégique sur la révolution. Aussi est-il utile de revenir sur ces problèmes de périodisation.

Les « périodes de révolution sociale » résultent, donc avant tout, « d'un temps marqué par les contradictions fondamentales du capital ». Nos perspectives de transformation révolutionnaire renvoient à ces contradictions fondamentales. Elles tiennent compte de l'analyse spécifique de chaque période historique. Elles s'accroissent et s'aiguisent lors de situations où la question du pouvoir est vraiment posée. Mais ce cap doit être conservé, quels que soient les cycles, longs ou courts, de la lutte de classes.

3) Qu'est-ce qu'une stratégie révolutionnaire ?

La question centrale de toute stratégie révolutionnaire reste la conquête du pouvoir politique. Si nous avons abordé les questions stratégiques au travers de l'étude des crises révolutionnaires - ce qui était correct -, la Ligue a eu tendance à réduire la stratégie au seul moment de la crise révolutionnaire,

voire même aux modalités politico-militaires de conquête de pouvoir, en particulier par l'étude des divers modèles - grève générale insurrectionnelle, guerre prolongée, guerres de guérilla, débats sur les modèles chinois, vietnamien, cubain - etc. S'il était correct de travailler ces questions, notre tendance a toutefois souvent consisté à réduire les problèmes stratégiques à un débat de modèles, alors que la stratégie englobe bien des dimensions dans la construction du sujet révolutionnaire. Cette tendance à la modélisation nous a d'ailleurs conduits à commettre des erreurs, en particulier en Amérique latine, en nous adaptant aux généralisations du modèle cubain, par les courants castristes.

Trotsky donne une définition plus générale des problèmes stratégiques dans la critique du projet de programme du VI^e congrès de l'IC : « Avant la guerre, nous ne parlions que de la tactique du parti prolétarien, et cette conception correspondait exactement aux méthodes parlementaires et syndicales qui prédominaient alors et qui ne dépassaient pas le cadre des revendications et des tâches courantes. La tactique se limite à un problème particulier. La stratégie révolutionnaire couvre tout un système combiné d'actions qui, dans leur liaison et leur succession, comme dans le développement, doivent amener le prolétariat à la conquête du pouvoir. »

Un « système combiné d'actions » et la « conquête du pouvoir », c'est cette tension qui fait la stratégie révolutionnaire. Nous ne travaillons pas assez ce « système combiné d'actions » et son rapport aux questions gouvernementales.

Nous devons tenir les deux bouts de la chaîne: les modalités concrètes de formation d'une conscience anticapitaliste, d'une conscience socialiste à partir des expériences clé de la lutte de classe, et, de l'autre, une tension permanente vers le but final, le programme et la stratégie pour l'atteindre, en partant des spécificités de la révolution socialiste. Nous ne connaissons pas les formes des révolutions du XXI^e siècle, mais nous sommes toujours confrontés à cette particularité de la révolution prolétarienne : Comment, de « rien », devenir « tout » ?

Les classes populaires peuvent conquérir des positions, obtenir des réformes partielles, « des germes de démocratie ouvrière dans la démocratie bourgeoise », mais ces conquêtes ne peuvent être pérennisées sans remplacer le pouvoir de la bourgeoisie par le pouvoir des travailleurs et de la majorité de la société. D'où la place stratégique centrale des crises révolutionnaires, où se nouent les ruptures qui modifient durablement les rapports de forces et le processus de formation d'une conscience socialiste. À la différence des révolutions bourgeoises, où la bourgeoisie était devenue classe dominante avant la révolution, le prolétariat ne peut devenir classe dominante qu'après la conquête du pouvoir politique.

Lénine avait à l'époque apporté de premières indications : les fameuses conditions d'une crise révolutionnaire développées

dans *La Maladie infantile du communisme*, le gauchisme : « Ceux d'en haut ne peuvent plus, ceux d'en bas ne veulent plus, les couches ou classes du milieu basculent du côté de ceux d'en bas, et il y a une direction révolutionnaire - au sens direction, parti, et conscience de la classe, ajouterions-nous - pour conduire le processus ». Et il ajoutait avec Trotsky et les dirigeants de l'IC dans les pays capitalistes d'Europe : « Il sera beaucoup plus difficile de conquérir le pouvoir [par rapport à la Russie] et plus facile de le garder. » Il parlait du niveau socio-économique plus développé de ces pays par rapport à la Russie tsariste.

C'est dans ce sens, sans construire de modèles, qu'Ernest Mandel essaiera d'esquisser une typologie des révolutions futures, dans les notes de son livre *Le Troisième Age du capitalisme*: « La typologie future des révolutions socialistes dans les États fortement industrialisés se rapprochera vraisemblablement plus de celle des crises révolutionnaires d'Espagne des années 1930, de France de 1936 et 1968, d'Italie en 1948 et 1966-70, de Belgique en 1960-61 que des crises d'effondrement après la Première Guerre mondiale. »

Ces révolutions futures auront des connexions beaucoup plus fortes sur le plan continental et international. Les rapports entre un processus révolutionnaire qui commence sur le terrain national et sa projection sur l'arène mondiale sont aujourd'hui beaucoup plus forts que par le passé. Le contenu international - du moins dans les pays capitalistes avancés - des révolutions est plus marqué. En Europe, cela pose la question d'une stratégie ou au moins d'un programme européen.

Enfin, il nous incombe d'incorporer dans les grandes lignes d'une stratégie révolutionnaire moderne les leçons des révolutions du siècle dernier. Nous expliquons souvent que nous œuvrons à des révolutions « majoritaires » et « conscientes ». Majoritaires: ce qui implique des processus « révolutionnaires démocratiques »... donc avec de fortes tensions entre le chaos révolutionnaire et « les mécanismes de décisions démocratiques ». Conscientes : ce qui exige la préparation de la rupture révolutionnaire par une série de confrontations où les masses font l'expérience de la supériorité - même partielle - des solutions socialistes par rapport au capitalisme. Nous ne sommes jamais tombés dans une vision de la révolution comme l'œuvre « du grand soir », mais tant la complexification des sociétés que les leçons des expériences révolutionnaires doivent nous conduire à nous débarrasser de toute trace ou reste de ce type de conception.

Ces révolutions majoritaires et conscientes résultent aussi d'une réorganisation de l'ensemble du mouvement ouvrier. Nous pouvons sur ce point nous appuyer sur certaines des intuitions de Trotsky, avancées dans une discussion sur le programme de transition avec les dirigeants du SWP américain en 1938. Celui-ci expliquait qu'il y a trois conditions pour une nouvelle société :

- a) « que les forces productives soient suffisamment développées et qu'elles entrent en contradiction avec les rapports de production » ;
- b) « une classe progressive suffisamment forte socialement » [le salariat]
- c) « la troisième condition, c'est la conscience politique ».

Nous sommes confrontés à une double difficulté, objective et subjective. Objective, car il y a en même temps, extension du prolétariat à l'échelle mondiale, mais aussi augmentation des différenciations internes au salariat - techniques, statutaires, de genre, de nationalités... celle de la conscience de classe, percutée par ces nouvelles différenciations du salariat mais aussi par le bilan du siècle, des révolutions, les effets du stalinisme. Il faut reconstruire de plus loin...

La question à la quelle nous sommes confrontés n'est pas seulement « la crise de direction », comme le présentait Trotsky dans le Programme de transition, mais une crise d'ensemble de direction, d'organisation, de conscience, d'où la nécessité de réorganiser, de reconstruire le mouvement ouvrier.

Il ne s'agit pas, comme dans les années 20 et 30, de substituer à la direction réformiste, centriste ou stalinienne, une direction révolutionnaire. Toutes ces substitutions étaient possibles parce que cela se faisait dans le cadre d'une même culture, dans un climat marqué par la dynamique révolutionnaire.

Le facteur subjectif ne se réduit pas, aujourd'hui, à la construction d'une direction révolutionnaire, voire à la construction du seul parti révolutionnaire. Il y a des problèmes d'expériences, d'organisation, de conscience du mouvement de masses. Il y a la nécessité de discuter des médiations, des tactiques pour avancer vers de larges partis anticapitalistes tout en se situant dans chaque pays sur le terrain de l'unité et de l'indépendance de classe pour construire dans les meilleures conditions la future direction révolutionnaire.

Aujourd'hui, sans repartir de zéro, en partant de la réalité actuelle du mouvement ouvrier, il faut donc reconstruire les pratiques, les organisations, les projets de transformation révolutionnaire de la société, mais sur la base d'une série de repères stratégiques décrits plus hauts.

4) La démarche transitoire

C'est un point faible dans l'histoire du mouvement ouvrier français dominé par le jacobinisme - la pression étatiste - et le stalinisme - la négation de l'autoémancipation. Mais c'est aussi un point faible dans l'histoire de la LCR depuis Mai 68. Faiblesse que nous reprochait souvent Ernest Mandel, et qui était peut-être, aussi liée, à une approche trop centrée sur le moment même de la crise révolutionnaire, au détriment des préparatifs.

C'est au travers d'une démarche transitoire que doit se redéployer notre problématique stratégique. Elle intègre les revendications immédiates - compatibles avec la logique capitaliste - et les revendications intermédiaires, contradictoires avec cette logique. Elle combine les formes de lutte quotidienne, qui respectent la légalité bourgeoise, et les actions de masses anti-capitalistes, qui transgressent la légalité. Elle rejette la séparation entre programme minimum et programme maximum. Une stratégie révolutionnaire est simultanément stratégie d'usure et d'affrontement. Elle comporte des périodes offensives et défensives, des phases de repli et d'assaut, en fonction de la lutte de classes.

Voici comment Trotsky définissait la problématique transitoire: «Il faut aider les masses dans le processus de leur lutte quotidienne à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.»

Tous les mots ont leur importance: «quotidienne» «revendications actuelles», «conscience actuelle». Le point de départ, ce sont les revendications immédiates des classes populaires. «Système de revendications transitoires» : Trotsky souligne le caractère combiné des revendications. «Conquête du pouvoir politique». La conclusion du processus, c'est la rupture révolutionnaire.

Les actions de masse ont en général pour objectif la satisfaction immédiate des besoins. Il est donc important que la stratégie révolutionnaire lie à ces besoins des revendications qui ne puissent être intégrées à l'ordre socio-économique capitaliste mais au contraire, déclenchent une dynamique anti-capitaliste, qui conduise à l'épreuve de force entre les deux classes déterminantes de la société. La conscience des masses ne peut se développer dans un sens révolutionnaire que si celles-ci accumulent des expériences de lutte qui ne se limitent pas aux revendications partielles réalisables dans le cadre du système capitaliste. Elle résulte aussi des revendications qui partent de besoins immédiats et posent la question du pouvoir ou de la propriété.

Les exemples suivants peuvent illustrer comment avancer des revendications qui répondent aux besoins immédiats des masses et posent la question du pouvoir ou de la propriété :

- La question de l'eau et du gaz dans certains pays d'Amérique latine, tels que la Bolivie, ou celle du pétrole au Venezuela, posent tous les problèmes de la souveraineté nationale, du contrôle et de la gestion populaire.

- La question des occupations de terre dans les pays où la réforme agraire est un enjeu central : C'est aujourd'hui, par exemple, le cas du Brésil. Ces occupations de terre ne sont pas, en général, incompatibles avec le système, mais, dans le cadre de l'économie capitaliste mondialisée, elles sont incontestablement des points de déséquilibre, des points de rupture.

- La remise en marche par les travailleurs de certaines entreprises condamnées à la faillite par leurs patrons. Ces expériences sont partielles et indiquent qu'un autre fonctionnement de l'économie est possible avec une gestion ouvrière ou sociale. Ces expériences, sont liées à des expériences exceptionnelles de montée du mouvement des masses : c'est le cas des usines abandonnées ou fermées au Venezuela avec une co-gestion mixte entre les salariés et l'administration publique. Ces expériences d'occupation, de contrôle de cogestion et, dans certaines conditions, de coopératives ont été l'une des expressions de la situation pré-révolutionnaire en Argentine en 2001-2002. Le problème s'est posé, de manière limitée au travers de certaines expériences de contrôle ou de gestion dans les années 70 en Italie et en France. Il effleure dans les mobilisations de Nestlé ou dans la chaussure à Romans.

La démarche transitoire que nous devons construire se cristallise aussi au travers d'une série de revendications avancées dans un plan de mesures d'urgence social et démocratique : des mesures réelles, sérieuses, immédiates mais aussi visant une redistribution des richesses et des propositions de réorganisation de l'économie en fonction des besoins sociaux et non de l'économie capitaliste.

La question de l'interdiction des licenciements, sous la forme d'un ensemble de propositions ou de lois qui remettent en cause le pouvoir, l'arbitraire patronal, est une des principales revendications transitoires. Elle part du refus élémentaire du licenciement et débouche sur l'idée de la nécessaire incursion dans la propriété capitaliste pour réaliser la revendication.

Le refus des privatisations implique non seulement le retour dans le giron du secteur public de tout ce qui a été privatisé par la droite et la gauche, mais aussi une réorganisation de l'appropriation publique de secteurs clé de l'économie. Cette démarche doit avoir un prolongement européen...

Le point de départ de ces revendications se situe dans le refus de la contre-réforme libérale et de ses mesures. Leur débouché et leur efficacité impliquent l'affrontement avec les classes dominantes et le système capitaliste. Il y a un lien organique entre anti-libéralisme et anticapitalisme. Et quand on sépare l'anti-libéralisme de l'anticapitalisme, on limite la portée même de la revendication anti-libérale : c'est ce qui se produit avec les programmes qui ne s'attaquent qu'aux excès de la « financiarisation » ou de la « marchandisation » sans prendre en

compte la logique d'ensemble des rapports sociaux capitalistes. Pour être anti-libéral conséquent, il faut s'attaquer à la propriété capitaliste et poser les problèmes d'appropriation publique et sociale. Cette démarche d'ensemble n'est pas ultimatiste. Elle peut se concrétiser sur quelques revendications qui peuvent servir de points clés, par exemple, pour une campagne électorale.

Derrière le système des revendications transitoires, se cache l'enjeu suivant : l'accumulation d'expériences sociales qui déstabilisent le système, indiquent une autre organisation économique et sociale, et montrent les capacités du salariat dans cette perspective. Gramsci aborde cette question avec son « concept d'hégémonie politico-éthique ». La classe opprimée doit conquérir des positions au sein de la société avant de conquérir le pouvoir politique. Bien entendu, dans une situation normale, cela reste de la propagande et des expériences à portée limitée. Mais dans une situation d'accélération sociale, cela s'intègre dans tout une période préparatoire à la conquête du pouvoir politique.

5) Le front unique

La politique de front unique a une double dimension: stratégique et tactique. Stratégique, car si la révolution est un processus majoritaire et « l'émancipation des travailleurs, l'œuvre des travailleurs, eux-mêmes », les classes populaires doivent surmonter leurs différenciations et divisions internes. Différenciations sociales liées à la place spécifique dans le processus de production et plus généralement dans la vie sociale, mais aussi divisions politiques liées à l'histoire du mouvement ouvrier, à la cristallisation de courants et d'organisations. Leur unification sociale et politique est une des conditions d'une transformation révolutionnaire.

Trotsky, indique d'ailleurs les racines de la politique de front unique dans ce passage sur l'Allemagne (La Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne, 1932) : « Le prolétariat accède à la prise de conscience révolutionnaire non par une démarche scolaire mais à travers la lutte de classes qui ne souffre pas d'interruptions. Pour lutter, le prolétariat a besoin de l'unité de ses rangs. Cela est vrai aussi bien pour les conflits économiques partiels, dans les murs d'une entreprise que pour des combats politiques « nationaux » tels que la lutte contre le fascisme. Par conséquent, la tactique de front unique n'est pas quelque chose d'occasionnel et d'artificiel, ni une manœuvre habile, non elle découle complètement et entièrement des conditions objectives du développement du prolétariat ».

Ainsi le front unique répond à l'objectif stratégique suivant : unifier le prolétariat - la classe ouvrière au sens large, ceux qui sont contraints de vendre leur force de travail - au cours d'un processus révolutionnaire, pour le transformer de classe dominée en classe dominante de la société. Pour stimuler ce développement, ce mouvement doit créer les conditions de «

l'indépendance de classe » des travailleurs vis-à-vis de la bourgeoisie, et viser l'auto-émancipation et l'auto-organisation des classes populaires, condition fondamentale pour la transformation révolutionnaire de la société. Ainsi, tout en précisant à chaque étape de la lutte de classes son contenu et ses formes, la recherche de l'unité des travailleurs et de leurs organisations est une donnée permanente de la politique des révolutionnaires.

Mais la politique de front unique est aussi une tactique politique, qui dépend des objectifs généraux d'une politique révolutionnaire. Rappelons qu'une politique révolutionnaire ne se réduit pas à la tactique de front unique. Bien d'autres aspects liés à la lutte politique, la définition des objectifs, la délimitation entre courants et organisations, la construction d'organisations sont des maillons indispensables de l'activité des révolutionnaires.

Ensuite, la tactique reste subordonnée à la stratégie: « Le problème historique n'est pas d'unir mécaniquement toutes les organisations qui subsistent des différentes étapes de la lutte de classes mais de rassembler le prolétariat dans la lutte et pour la lutte. Ce sont des problèmes absolument différents, parfois même contradictoires » (Trotsky, « Comment vaincre le fascisme? »). Les formes et le contenu d'une tactique de front unique peuvent brusquement changer, notamment en situation de crise.

La question du front unique a un contenu, explique Trotsky : «La campagne du front unique doit s'appuyer sur un programme de transition bien élaboré, c'est-à-dire un système de revendications transitoires - avec un gouvernement ouvrier et paysan - qui doit assurer la transitions au socialisme.»

Pour autant, tout notre programme ne doit pas être un préalable à l'unité. Mais cela doit nous mettre en garde sur l'unité en soi, l'unité sans contenu. Dans la politique de rassemblement des travailleurs pour la lutte, les conflits avec les réformistes peuvent atteindre des points de rupture : « Si les réformistes sabotent la lutte, contrecarrent les dispositions de masse, nous nous réservons le droit de soutenir l'action jusqu'à la fin, sans nos demi-alliés temporaires, à titre d'organisation indépendante... Ce sont les masses qui décident. À partir du moment où les masses se séparent de la direction réformiste, les accords perdent tout leur sens. Perpétuer le front unique signifierait ne pas comprendre la dialectique de la lutte révolutionnaire et transformer le front unique de tremplin en barrière. Pour les marxistes, le front unique est seulement une des méthodes de la lutte de classes. Dans ces conditions données, la méthode est complètement inutilisable : il serait insensé de vouloir construire un accord avec les réformistes pour l'accomplissement de la révolution socialiste. » (Comment vaincre le fascisme ? Trotsky).

En effet, comme l'explique, Daniel Bensaid, « Le front unique a toujours un aspect tactique. Les organisations réformistes ne le sont pas par confusion, inconséquence ou manque de volonté. Elles expriment des cristallisations sociales et matérielles... Les directions réformistes peuvent donc être des alliés politiques tactiques pour contribuer à unifier la classe. Mais elles demeurent stratégiquement des ennemis en puissance. Le front unique vise donc à créer les conditions permettant de rompre dans le meilleur rapport de forces possible avec ces directions, au moment de choix décisifs, et d'en détacher les plus larges masses possibles. » (Crise et stratégie, 1986).

Ses conditions d'application dépendent aussi des rapports de forces sociaux et politiques globaux, et en particulier des rapports de forces au sein du mouvement ouvrier. C'est un problème que Trotsky pose, d'ailleurs, dans la discussion avec les communistes français en 1922 : « Si le Parti communiste ne représente qu'une minorité insignifiante... son attitude à l'égard du front de classe n'a pas une importance décisive. Le problème du front unique ne se pose pas lorsque le PC, comme en Bulgarie, représente la seule force politique. Mais là où le PC constitue une force politique sans avoir encore une valeur décisive, là où il embrasse soit le quart, soit le tiers de l'avant-garde prolétarienne, la question du front unique se pose dans toute son acuité. »

La question du front unique est une question centrale dans un pays comme la France de 2006, mais elle ne se pose pas dans les mêmes termes avant 68, après 68 ou aujourd'hui avec l'évolution sociale libérale du mouvement ouvrier, la crise des PC et les nouveaux espaces pour une politique anti-capitaliste.

6) La grève générale

Une des questions clé pour notre orientation stratégique et tactique consiste à créer les conditions de l'intervention directe des salariés, des classes populaires sur la scène politique et sociale. Pour réaliser cet objectif la grève générale représente une figure centrale dans notre stratégie.

La grève générale apparaît comme l'hypothèse de renversement du capitalisme, dès la fin du XIXe siècle. D'abord comme jaillissement de l'énergie ouvrière opposée par les anarchistes à la vieille tactique éprouvée de la social-démocratie, tactique liée à la conquête graduelle de positions parlementaires. Il s'agit pour les anarchistes d'opposer le mouvement de masse extra-parlementaire à la tactique parlementaire de la social-démocratie.

Rosa Luxembourg reprendra la perspective de grève générale, en dépassant le débat anarchistes-socialistes, et en essayant de lier dynamique du mouvement de masse et perspective politique. « La grève de masse, telle que nous la montre la révolution russe, n'est pas un moyen ingénieux inventé pour donner plus de force à la lutte prolétarienne. Elle est le mode

du mouvement de la masse prolétarienne, la forme de la lutte prolétarienne dans la révolution. » Depuis, l'hypothèse stratégique de la grève générale active - « grève générale révolutionnaire » disaient nos camarades espagnols dans les années 70 - reste, sous de nouvelles formes, la variante la plus probable du déchaînement des masses contre l'ordre établi..

Aujourd'hui, les rapports de forces entre les classes en Europe ne mettent pas à l'ordre du jour l'éclatement de telles grèves générales. Mais cette conjoncture historique spécifique remet-elle en cause l'hypothèse stratégique ? Aucune des thèses qui relativisent le rôle stratégique des grèves générales et des manifestations centrales n'ont été vérifiées lorsque le mouvement des masses se met en branle, et les chemins empruntés par celui-ci lors de certaines situations pré-révolutionnaires en Amérique latine ont plutôt tendance à redonner force et vitalité à certaines figures stratégiques classiques.

La grève générale a plusieurs dimensions : ce n'est pas une « grosse journée d'action », elle est le cadre d'un mouvement politique de la classe ouvrière, elle permet son expression indépendante, elle a ses organisations - les comités de grève ou le comité central de grève -, elle a une fonctionnalité dans l'affrontement avec l'État : la paralysie de l'économie, des axes de circulation stratégique. Elle crée le cadre d'une remise en marche de la production... Dans les métropoles capitalistes à forte composition de salariat, c'est la forme par excellence de l'intervention directe de la classe ouvrière. Mais la préparation de ces grèves générales passe aussi dans l'intervention quotidienne, par les propositions pratiques de coordination, centralisation des luttes, par une propagande et agitation flexible pour créer les conditions de mouvements d'ensemble de la classe ouvrière.

On peut lui ajouter ou la combiner à la succession de grandes manifestations de masse qui paralysent un pays, le problème étant à chaque fois de trouver les formes qui expriment la force du mouvement de masse, sa radicalité et son efficacité pour paralyser l'État bourgeois.. Les dernières explosions sociales ou expériences de situations pré-révolutionnaires, en Amérique latine à nouveau, rappellent l'importance lors des moments forts d'affrontements de classes des grèves générales et des manifestations de masses, y compris insurrectionnelles.

Enfin, la « grève générale » seule ne résout pas en soi la question de la stratégie de conquête du pouvoir. « Elle pose la question du pouvoir, elle ne le résout pas », dira Lénine. Pour cela, il faut l'accompagner de formes d'organisation et d'une perspective de pouvoir gouvernemental.

7) L'auto-organisation

Dans la reconstruction d'une pratique auto-émancipatrice, l'auto-organisation a aussi un caractère stratégique. Ces

structures peuvent apparaître lors d'une lutte ou d'une grève sous la forme de comités de lutte ou de comités de grèves élus par les assemblées générales. Dans toutes les périodes de type pré-révolutionnaires ou révolutionnaires apparaissent ce type de structures. Elles émergent en général, de problèmes concrets ou dans des situations où le peuple tente de se doter de nouveaux instruments pour prendre en charge l'organisation de la vie dans l'entreprise ou dans la cité. Leur appellation varie au gré du temps et des lieux où elles se mettent en place : «soviets», «comités d'usine» en Russie..., «commissions internes» en Italie, élections de délégués d'entreprise en Allemagne, Comités et milices en Espagne, commissions de travailleurs, shops stewards en Angleterre, Jap (juntas d'approvisionnement) commandos communaux, cordons industriels (union locale des syndicats de la CUT) au Chili, commissions de travailleurs, de moradores au Portugal... Elles peuvent aussi démarrer à partir de formes ou d'institutions bourgeoises légales prévues par les institutions en place : élections de délégués, mise en place, de structures d'approvisionnement.

Bref, les formes d'auto-organisation peuvent être diverses et les révolutionnaires ne fétichisent pas telle ou telle forme. L'essentiel, c'est l'expression unitaire démocratique de la dynamique du mouvement des masses avec un objectif : mettre en place des mécanismes de représentation les plus directs du mouvement de masses.

Au début des conflits, ce la peut prendre une forme de front unique des organisations ouvrières ou alors des formes combinées, mais dans le feu de la lutte, il faut des structures qui représentent le plus fidèlement possible la réalité du mouvement de masse. De ce point de vue, si A. Nin, dirigeant du POUM en Espagne, a eu raison de mettre en avant l' « alliance ouvrière » dans les années 1934-36 comme forme de front unique des organisations ouvrières, il a eu tort de vouloir remplacer les milices ou comités, produits de l'insurrection de juillet 1936, par l'unité formelle des organisations. Derrière cette substitution, il y eut un déplacement du rapport de forces: l'aile marchante - CNT, POUM, Gauche socialiste - de la révolution reprenait sa position subordonnée vis-à-vis des directions du PCE, du PSOE et de la bourgeoisie républicaine. Il s'agissait là d'un retour en arrière.

Pas de formalisme, d'autant que éclatement et division des formes d'auto-organisation sont des problèmes auxquels on peut être confronté dans situations de montée du mouvement de masses. Cela a été un problème majeur en Argentine entre « les association ou comités de vecinos » et le mouvement « piquetero », entre les syndicats et les « piqueteros » : plus de 2336 barrages au point le plus fort en 2002, plusieurs centaines de milliers de personnes engagées. La division des partis fragmente aussi l'auto-organisation. Chaque parti a son mouvement de masse... C'est aujourd'hui un problème clé en Bolivie, entre la COB, les assemblées de Lo Alto, les

mouvements indigènes, mais aussi à une échelle moindre, dans certaines mobilisations sociales en Europe (les exemples de coordinations, organisées autour de telle ou telle organisation politique).

Lié au problème de l'unité, il y a les problèmes de centralisation: lorsqu'il y a division, fragmentation corporatifs ou sociaux il ne peut y avoir de centralisation. Ces expériences ont en commun leur explosivité sociale mais aussi leur déficit de conscience pour une transformation radicale de la société, qui a aussi des conséquences sur l'organisation la direction .Ces structures sont-elles incapables de prendre le pouvoir et de réorganiser la société ? Nous ne le croyons pas. Déjà les austromarxistes voulaient les reléguer à des structures « socio-économiques » tout en laissant le pouvoir à une assemblée nationale parlementaire. D'autres reprennent aujourd'hui cette thèse à leur manière, en expliquant que « les formes d'auto-organisation devront trouver leur place, sans être institutionnalisées. Mais, surtout sans prendre le pouvoir».

Les limites d'une situation révolutionnaire et les faiblesses d'organisation et de direction n'ont pas permis - sauf en Russie, avec les limites que l'on connaît - des phases durables de pouvoir d'auto-organisation. Mais, dans tous les mouvements de masses d'une certaine ampleur et, a fortiori, toutes les crises révolutionnaires, il y a l'aspiration des mouvements sociaux à se doter de premières formes d'auto-émancipation. Cela crée les conditions d'émergence de nouvelles structures de représentation du mouvement populaire. Sans tomber dans une quelconque vision linéaire du développement du mouvement de masse, cela peut prendre la forme d'assemblées générales, de comités d'action, de comités de grèves, demain de conseils communaux ou de travailleurs. Notre rôle consiste à chaque fois à tester les possibilités de nouvelles structures d'auto-organisation, à les créer, les centraliser comme forme de la représentation populaire tout en donnant la priorité à l'organisation des citoyens et des salariés dans leurs communes et leurs entreprises. Il y a là un souci de cohérence entre notre projet pour une autogestion socialiste et l'importance donnée au « socialisme par en bas ».

8) La dualité de pouvoirs

Là aussi, les dernières expériences de situations de crise sociale et politique pré-révolutionnaire posent les questions de dualités de pouvoir, toujours sous des formes « spécifiques ». Elles résultent de nouvelles formes de représentation populaire, combinant l'organisation du mouvement de masses et une crise des institutions existantes, pouvant mettre à l'ordre du jour des processus constituants. Cela a été le cas au Venezuela où des élections à une assemblée constituante sont prévues en août prochain, sous une énorme pression du mouvement de masse. Là encore, lorsqu'un processus révolutionnaire s'approfondit, de nouvelles structures de représentation populaires apparaissent, de nouvelles légitimités contre le vieil appareil

d'État central se créent : comités mais aussi structures communales ou locales du type « municipalités rouges » ou « zones libérées ». Un processus de confrontation et de dualité de pouvoirs se développe qui passe aussi par des crises, des fractures des vieilles structures institutionnelles existantes. Les vieilles coquilles peuvent même devenir l'enveloppe de nouveaux pouvoirs.

C'est l'exemple de la Commune de Paris, où la vieille commune sera régénérée avec la sève de l'explosion populaire qui la constituera en organe du pouvoir populaire. Le Chili, des années 1970-73 avec les JAP - juntes d'approvisionnement des quartiers populaires - et les cordons industriels - coordination zonale des syndicats - verra naître un début de dualité de pouvoir, à partir de structures mises en places par les pouvoirs publics ou la centrale syndicale. Un enjeu capital se pose alors : les nouvelles structures les plus efficaces dans l'organisation de la lutte doivent également montrer leur efficacité dans la résolution de problèmes quotidiens, se montrer plus démocratiques, plus représentatives : démontrer leur supériorité.

C'est là que se pose le problème de la confrontation avec l'État. En se généralisant, ce processus se heurte au droit de propriété, aux institutions et à l'État capitaliste. « Le droit à l'existence prend le pas sur le droit à la propriété » (convention de 1793), la démocratie des nouvelles structures représentant le peuple-assemblées d'usines ou de communes » prend le pas sur les anciennes structures. Il y a à ce moment contradiction et lutte entre l'ancien et le nouveau. Le « nouveau » pèse aussi sur la fragmentation des vieilles institutions bourgeoises. Les exigences démocratiques doivent être portées au sein des vieilles institutions parlementaires ou municipales mais l'axe, la priorité pour dénouer la « dualité de pouvoir », c'est l'organisation propre, l'organisation indépendante du mouvement de masses.

L'expérience de la Commune de Paris a fait évoluer Marx sur la question de l'État pour lequel il ne s'agit plus de transformer l'État mais de le briser.

Les leçons de toutes les expériences révolutionnaires socialistes ou nationalistes révolutionnaires confirment la nécessité de détruire l'appareil de répression des classes dominantes. Et nous entendons dans ce sens, le noyau dur de l'État - armée, police, justice, appareil administratif central -, même si ces institutions peuvent sous la pression des événements révolutionnaires, se fragmenter et se diviser (ex des comités ou conseils de soldats, syndicats dans la magistrature etc..).

L'histoire montre que ce processus déclenche l'opposition et la répression des classes dominantes. Les forces fondamentales en lutte s'entrechoquent, s'affrontent, se déchirent au cours de moments stratégiques. Ce sont les moments de crise révolutionnaire, où se joue l'affrontement de classes, où les

choses basculent... Il faut préparer ce ou ces moments-là... afin de concentrer les forces du mouvement d'en bas contre l'appareil d'État. La question du pouvoir se pose, et la dualité de pouvoirs doit alors se dénouer, d'un côté ou de l'autre. Les préparatifs révolutionnaires peuvent durer « plusieurs mois, plusieurs années », précise Ernest Mandel, mais les moments d'affrontements centraux sont toujours les plus décisifs.

L'objectif est alors de défendre le processus révolutionnaire. Nous ne sommes pas putschistes - « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes - mais nous ne sommes pas naïfs. Cette défense suppose d'agir « militairement » Sans pour autant apparaître comme l'agresseur. Léon Trotsky explique, dans des pages extraordinaires sur l'histoire de la révolution russe, que le CMR (Comité militaire révolutionnaire du soviét de Péetrograd) prend l'initiative de la prise du pouvoir tout en veillant à toujours conserver une position défensive : il fallait défendre Péetrograd contre les troupes de Kornilov qui allaient dégarnir la ville.

De l'histoire de ce siècle et des quelques révolutions, on retiendra donc l'importance du processus préparatoire. Mais le caractère décisif de la crise révolutionnaire, c'est le « moment » ou les « moments » où tout se joue, où certaines heures détermineront le cours d'une histoire pendant plusieurs décennies...

La question clé reste la conquête du pouvoir politique. Première spécificité de la révolution prolétarienne, les travailleurs ne peuvent instaurer de nouvelles relations sociales, ni conquérir durablement de nouvelles positions sans changement de toute la structure sociale et politique. Les contre-pouvoirs sont utiles, la lutte pour les réformes indispensable. Les expériences partielles de contrôle, d'autogestion dans les entreprises ou dans les communes sont décisives mais pas assez fortes pour entamer un processus de transformation des rapports sociaux. Il faut conquérir le pouvoir.

D'où les débats avec Holloway, et tous les courants de l'altermondialisation qui défendent la possibilité de changer le monde sans prendre le pouvoir. Il s'agit bien d'Holloway car il semble que les zapatistes évoluent sur cette question et ne font plus de nécessité vertu, en expliquant que leur lutte ne doit pas avoir de débouché politique. Ils ont d'ailleurs pris le pouvoir dans leurs zones du Chiapas. Les expériences révolutionnaires en Amérique latine montrent d'une part, la nécessité de stimuler le mouvement d'en bas, et d'autre part, l'importance décisive de l'impulsion d'en haut. Le rôle positif et les limites d'un Chavez montrent l'importance de la construction d'une alternative politique d'ensemble. La politique social-libérale d'un Lula exige une alternative politique, y compris électorale, s'orientant vers une rupture avec l'impérialisme et les marchés financiers. Les contre-pouvoirs ou l'addition de mouvements

sociaux ne suffisent pas pour opposer une alternative au capitalisme libéral.

Bien entendu, dans toute l'histoire des luttes sociales, nombre de réformes, de nouveaux droits, de conquêtes sociales ont été obtenues sous la pression de rapports de forces et de mobilisations sociales... sans prendre le pouvoir!

Les révolutionnaires sont partisans de toutes les réformes qui améliorent les conditions de vie et de travail de la population. Ils sont attentifs ou partie prenante de toutes les expériences qui desserrent l'étau de la domination capitaliste. Ces mouvements sont décisifs mais ne suffisent pas à consolider les gains acquis sur le long terme - les classes dominantes reprennent souvent d'une main ce qu'elles ont concédé de l'autre - ni à changer de logique fondamentale et substituer une logique des besoins sociaux à celle du profit.

Dans la construction d'une alternative, ces expériences peuvent s'avérer des points d'appui indispensables mais, leur accumulation ne peut suffire à bouleverser les données fondamentales de la société. Elles se heurtent au pouvoir central. Pour empêcher des modifications structurelles de la société, les classes dominantes opèrent un double verrouillage : sur l'État et sur la propriété capitaliste. La guerre en Irak, les tentatives ici et là de mettre sur pied des dispositifs étatiques ou para-étatiques en Europe ou en Amérique montrent d'ailleurs le rôle clé des États. L'État se redéploie mais il est là. La force de l'impérialisme américain, comme le pouvoir des multinationales, démontre l'importance de la propriété des capitaux et des grands moyens de production dans l'économie mondiale. Le pouvoir économique, militaire paraît plus disséminé que jamais mais il est aussi plus concentré que jamais.

Pour ouvrir la voie au changement, il faut défaire ce double verrouillage : l'État et la propriété. Sans une mobilisation sociale révolutionnaire qui brise la colonne vertébrale de la domination capitaliste - l'État - et qui substitue à la propriété capitaliste l'appropriation publique et sociale, les mécanismes de production et de reproduction du capital continuent à dominer.

9) Auto-organisation, démocratie.

Les rapports entre les institutions parlementaires, assemblées constituantes, et structures d'auto-organisation constituent un des problèmes clés d'une stratégie révolutionnaire, notamment dans les métropoles impérialistes.

L'axe, c'est l'auto-organisation, l'émergence, et la centralisation des structures de démocratie directe, au sens large : pas uniquement les « conseils d'usine » au sens « opéariste », mais l'autogestion sociale et politique constituée en pouvoir

politique.. Dans la perspective d'un nouveau pouvoir pour les travailleurs et les citoyens, il y a aussi place pour une logique de démocratie radicale appuyée sur des propositions de transformation des assemblées parlementaires : assemblée constituante unique, champ de compétences, proportionnelle, contrôle des élus, création de structure de démocratie directe, subsidiarité du local à l'échelle européenne dans le cadre de processus constituant.

Bref, le but poursuivi est la généralisation d'une démocratie radicale qui, à partir d'une transformation radicale de l'assemblée, ouvre la perspective de structures pour un nouveau pouvoir. C'est la problématique qu'avance Trotsky, en 1934, dans son projet de programme d'action pour la Ligue communiste de l'époque.

Ce processus constituant doit être utilisé pour stimuler un nouveau pouvoir de démocratie directe. Mais dans une situation révolutionnaire, l'efficacité démocratique de l'auto-organisation se heurte à l'appareil d'État.

Divers cas de figures se sont déjà présentés : soit l'assemblée constituante est emportée dans le tourbillon révolutionnaire et transmet ses pouvoirs aux nouvelles structures révolutionnaires, soit se met en veilleuse, soit elle s'oppose aux nouvelles formes de pouvoir auto-organisée provoquant ainsi un conflit. N'oublions que dans certaines crises révolutionnaires, Allemagne en 1918-19 ou au Portugal en 1974-75, l'Assemblée constituante a servi d'instrument contre-révolutionnaire. Il faut alors mettre l'accent sur les structures d'auto-organisation et leur centralisation. Tout ce processus n'est pas extérieur aux institutions de la démocratie bourgeoise, surtout dans les pays à vieilles traditions parlementaires - le processus révolutionnaire pèse sur ces dernières - mais l'objectif est la constitution d'un nouveau pouvoir. Nous ne pensons toujours pas - à la différence de certaines thèses austro-marxistes, « eurocommunistes » ou « réformistes de gauche » - que l'on peut conquérir le pouvoir en combinant « pouvoir populaire » et « conquête graduelle d'une majorité révolutionnaire dans le vieux parlement ». La prise du pouvoir politique nécessite de se débarrasser des vieilles institutions et à en construire de nouvelles.

Après la conquête du pouvoir, les problèmes se posent autrement, notamment au début d'une société de transition au socialisme : plusieurs assemblées élues au suffrage universel, peuvent coexister avec des assemblées territoriales et des assemblées issues d'élections dans les entreprises, même des assemblées représentant des minorités nationales. Assemblées qui auront le pouvoir, assemblées élues au suffrage universel.. Cette combinaison a été tentée de manière éphémère sous la Commune de Paris. C'est la position de Rosa Luxembourg sur la dissolution de la Constituante en Russie. Elle se prononce pour la dissolution d'une assemblée qui ne correspond plus à l'État réel du pays et demande une nouvelle Constituante, c'est-

à-dire, à côté du pouvoir des soviets, une assemblée élue au suffrage universel : « Sans élections générales, sans une liberté de presse et de réunion illimitée, sans une lutte d'opinion libre, la vie s'étiolé dans toutes les institutions publiques, végète et la bureaucratie demeure le seul élément actif. » Lorsqu'il y a conflit, c'est au peuple que le dernier mot revient.

10) Gouvernement ouvrier ou des travailleurs

La revendication du «gouvernement ouvrier» («gouvernement des travailleurs» ou des «classes populaires») est un mot d'ordre transitoire brandi dans une situation révolutionnaire, les années 20, ou à la veille de la Deuxième Guerre mondiale que Trotsky envisageait comme la répétition de la Première. Ce sont les formules développées dans le Programme de transition. Ces questions prennent en général une grande importance dans des situations de crise sociale et politique aiguë. Les débats que nous avons sur la ou les formules de gouvernements sont souvent éloignées de ce contexte.

Le gouvernement ouvrier est une formule transitoire de gouvernement, dans une situation de crise où les institutions du vieil appareil d'État ne sont pas encore détruites. Ce n'est pas encore le pouvoir des organismes populaires ou de la « dictature du prolétariat », mais ce n'est plus le fonctionnement normal des institutions bourgeoises. Ce n'est donc pas le synonyme de la dictature du prolétariat. C'est une possibilité de gouvernement intermédiaire vers la conquête du pouvoir par les travailleurs.

Aussi, toutes les formules de gouvernement ouvrier ou des travailleurs comportent en général des revendications immédiates mais aussi des objectifs liés au contrôle ouvrier, à l'expropriation des capitalistes, voire à l'armement du prolétariat. Dans des situations révolutionnaires, il y a une cohérence entre une politique de front unique et la proposition d'un gouvernement de rupture avec la bourgeoisie. Là, le «gouvernement ouvrier peut être le couronnement de la politique de front unique ». La base de l'unité d'action et du gouvernement est commune : ce sont des coalitions de forces révolutionnaires, réformistes de gauche, centristes ou nationalistes révolutionnaires, appuyées sur des organisations ou comité populaires. C'est, en faisant référence à la Russie de février à octobre 17, et l'Allemagne en 18 et 23, que Trotsky utilise ses formulations «exigeant des partis ouvriers la rupture avec la bourgeoisie». Mais ces formules sont aujourd'hui frappées de relativité historique.

Deux remarques sur cette approche :

a) Elle est étroitement liée à des situations révolutionnaires. Dans de nombreux documents, notamment sur l'Allemagne ou la France en 1922, Trotsky parle de « début parlementaire de la révolution prolétarienne ». Mais toutes ces expériences, même si elles peuvent avoir comme point de départ une majorité

parlementaire doivent très vite trouver comme centre de gravité les organismes de dualité de pouvoir sinon ces gouvernements s'enlisent ou deviennent les otages des institutions bourgeoises. C'est ce que Trotsky a dénoncé comme « l'interprétation parlementaire » du gouvernement ouvrier. C'est malheureusement le travers où sont tombés certains militants révolutionnaires : en Saxe Thuringe, où les dirigeants du KPD firent dépendre les décisions d'insurrection du gouvernement légal du Land à dominante social-démocrate de gauche et pas d'un conseil des comités. C'est aussi l'expérience catalane en juillet et septembre 1936, où le POUM accepta la dissolution du « comité central des milices » pour entrer et reconnaître le gouvernement de la « Généralitat Catalana », comme gouvernement légal de la Catalogne.

Ces formulations s'inscrivaient dans un certain cadre historique marqué par la force propulsive de la révolution russe, où les partis réformistes et staliniens malgré leur dégénérescence avait encore des références à la révolution, à la « dictature du prolétariat » (la SFIO et Léon Blum dans les années 30), à la rupture avec le capitalisme, où une avant garde de plusieurs millions de militants ouvriers même réformistes étaient éduqués dans ce « bain idéologique ». Ces exigences de rupture avec la bourgeoisie n'ont plus grand sens pour s'adresser aux formations social-démocrates, qui sont emportés par le social-libéralisme. Elles peuvent avoir dans certaines conjonctures politiques une certaine fonctionnalité vis à vis de la base militante de certains PC, sous la forme suivante « choisissez entre l'alliance social-libérale ou une alternative anti-capitaliste » en comprenant bien, que la dynamique du réformisme et celle de l'intégration - sur une longue durée - dans les institutions bourgeoises conduisent les appareils bureaucratiques des PC à s'adapter à l'ordre existant.

Ces modifications historiques du mouvement ouvrier ont des conséquences sur les problèmes de « politique actuelle » : il y a une certaine désynchronisation entre la politique d'unité d'action et la construction d'une alternative politique : nous sommes pour l'unité d'action de toute la gauche sociale et politique contre l'extrême droite, la droite et le patronat. Nous

ne pensons pas possible de construire une alternative au capitalisme libéral avec le social-libéralisme. Il n'y a pas de logique autre qu'une logique parlementaire à rechercher « une majorité antilibérale contre la droite rassemblant toute la gauche-donc le PS et la gauche social-libérale ». Cette option « parlementariste » ne peut se faire qu'au détriment d'une accumulation de forces contre le capitalisme libéral.

Il peut y avoir, enfin, des cas spécifiques, dans les pays en voie de développement, où des gouvernements nationalistes révolutionnaires rompent avec l'impérialisme, même si c'est une rupture partielle. C'est le cas de Chavez au Venezuela. Trotsky avait donné quelques indications sur le gouvernement Lazaro Cardénas au Mexique dans les années 30 ou l'APRA au Pérou. Ces gouvernements qui s'opposent à l'impérialisme doivent être soutenu contre l'impérialisme, tout en gardant notre indépendance. Indépendance, car il y a bataille politique, lutte dans le camp « anti-impérialiste » entre révolutionnaires, réformistes, nationalistes, etc. Lutte politique mais soutien à un processus. Nous jugeons les mesures prises pour les classes populaires et les initiatives d'action et de mobilisation. D'où, par exemple, un soutien à ce qu'on appelle le processus de révolution bolivarienne.

Sur les questions gouvernementales, nos positions doivent, donc, combiner :

- a) l'indépendance vis à vis des gouvernements qui gèrent les institutions et l'économie capitaliste.
- b) le refus de participer à tout gouvernement qui gère les institutions ou l'économie capitaliste. Notre tactique étant déterminée par la politique et les décisions de chaque gouvernement, soutenant les mesures positives, nous opposant aux autres.
- c) une position déterminée par le cours du gouvernement en question- de l'opposition frontale -face au gouvernement Lula, aujourd'hui, gouvernement social libéral- au soutien - l'expérience de Chavez.
- d) et porter toujours l'effort sur le développement du mouvement de masses indépendant.

**François Sabado. Paru sous une forme un peu réduite dans "Critique communiste" n° 179 de mars 2006.
François Sabado est membre du Bureau politique de la LCR (France).**

Sur le retour de la question politico-stratégique

Daniel Bensaïd

Cette contribution a été initialement présentée oralement à un séminaire du Projet K, le 17 juin 2006 à Paris. Elle se réfère notamment aux textes de sur la stratégie publiés dans la revue Critique communiste n° 179 de mars 2006, que l'on trouve tous sur le site d'ESSF. Elle a été complétée en tenant compte du débat qui a suivi sa présentation.

Nous avons tous noté une «éclipse du débat stratégique» depuis le début des années 80, en comparaison avec les discussions alimentées dans les années 70 par les expériences du Chili et du Portugal (voire, malgré les caractéristiques très différentes, celles du Nicaragua et d'Amérique centrale). Face à la contre-offensive libérale, ces années 80 ont été (dans le meilleur des cas) placées sous le signe des résistances sociales et caractérisées par une situation défensive de la lutte des classes, même lorsque des dictatures (en Amérique latine notamment) ont dû céder devant une poussée populaire démocratique. Ce repli de la question politique a pu se traduire par ce que nous pourrions appeler en simplifiant une « illusion sociale » (par symétrie avec « l'illusion politique » dénoncée par le jeune Marx chez ceux qui croyaient voir dans l'émancipations « politique » - les droits civiques - le dernier mot de « l'émancipation humaine »). Dans une certaine mesure, l'expérience initiale des Forums sociaux depuis Seattle (1999) et le premier Porto Alegre (2001) reflète cette illusion quant à l'autosuffisance des mouvements sociaux et au refoulement de la question politique, comme conséquence d'une toute première phase de remontée des luttes sociales à la fin des années 90.

C'est ce que j'appelle (en simplifiant) le « moment utopique » des mouvements sociaux, illustré par différentes variantes : utopies libérales (d'un libéralisme bien régulé), keynésiennes (d'un keynésianisme européen), et surtout utopies néolibertaires de pouvoir changer le monde sans prendre le pouvoir ou en se contentant d'un système équilibré de contres-pouvoirs (J. Holloway, T. Negri, R. Day). La remontée des luttes sociales s'est traduite par des victoires politiques ou électorales (en Amérique latine : Venezuela et Bolivie). En Europe, sauf exception (celle notamment sur le CPE) en France, elles ont surtout subi des défaites et n'ont pas empêché la poursuite des privatisations, des réformes de la protection sociale, du démantèlement des droits sociaux. Cette contradiction fait que les attentes, à défaut de victoires sociales, se tournent à nouveau vers les solutions politiques (notamment électorales), comme en témoignent les élections italiennes. [1]

Ce « retour de la question politique » amorce une relance, encore balbutiante, des débats stratégiques, dont témoignent les polémiques autour des livres de Holloway, de Negri, de Michael Albert, du bilan comparé du processus vénézuélien et

de la législature Lula au Brésil, ou encore l'inflexion de l'orientation zapatiste illustrée par la sixième déclaration de la selva Lacandona et «l'autre campagne» au Mexique. Les discussions sur le projet de manifeste de la LCR en France ou le livre d'Alex Callinicos [2] s'inscrivent également dans ce contexte. La phase du grand refus et des résistances stoïques - le «cri» de Holloway, les slogans « le monde n'est pas une marchandise... », « le monde n'est pas à vendre... » - s'épuise. Il devient nécessaire de préciser quel est ce monde possible et surtout d'explorer les voies pour y parvenir.

Il y a stratégie et stratégie

Les notions de stratégie et de tactique (plus tard celles de guerre de position et de guerre de mouvement) ont été importées dans le mouvement ouvrier à partir du vocabulaire militaire (notamment des écrits de Clausewitz ou de Delbrück). Leur sens a cependant beaucoup varié. Il fut un temps où la stratégie était l'art de gagner une bataille, la tactique se réduisant aux manœuvres des troupes sur le champ de bataille. Depuis, des guerres dynastiques aux guerres nationales, de la guerre totale à (aujourd'hui) la guerre globale, le champ stratégique n'a cessé de se dilater dans le temps et dans l'espace. On peut désormais distinguer une stratégie globale (à l'échelle mondiale) d'une « stratégie restreinte » (la lutte pour la conquête du pouvoir sur un territoire déterminé). Dans une certaine mesure, la théorie de la révolution permanente représentait une esquisse de stratégie globale : la révolution commence sur l'arène nationale (dans un pays) pour s'élargir au niveau continental et mondial ; elle franchit un pas décisif avec la conquête du pouvoir politique, mais se prolonge et s'approfondit par « une révolution culturelle ». Elle combine donc l'acte et le processus, l'événement et l'histoire.

Face à des Etats puissants qui ont des stratégies économiques et militaires mondiales, cette dimension de la stratégie globale est plus importante encore qu'elle ne l'était dans la première moitié du vingtième siècle. L'émergence de nouveaux espaces stratégiques continentaux ou mondiaux le démontre. La dialectique de la révolution permanente (contre la théorie du socialisme dans un seul pays), autrement dit l'imbrication des échelles nationale, continentale, mondiale, est plus étroite que jamais. On peut s'emparer des leviers du pouvoir politique dans

un pays (comme le Venezuela ou la Bolivie), mais la question de la stratégie continentale (l'Alba contre l'Alca, le rapport au Mercosur, au pacte andin, etc) est immédiatement posée comme une question de politique intérieure. Plus prosaïquement en Europe, les résistances aux contre-réformes libérales peuvent s'arc-bouter sur les rapports de forces, sur les acquis et les appuis législatifs, nationaux. Mais une réponse transitoire sur les services publics, sur la fiscalité, sur la protection sociale, sur l'écologie (pour une « refondation sociale et démocratique de l'Europe ») exige d'emblée une projection européenne. [3]

Hypothèses stratégiques

La question abordée ici se limite donc à ce que j'ai appelé « la stratégie restreinte », autrement dit la lutte pour la conquête du pouvoir politique à l'échelle nationale. Nous sommes en effet tous ici d'accord [4] sur le fait que les Etats nationaux peuvent bien être affaiblis dans le cadre de la mondialisation, et qu'existent certains transferts de souveraineté. Mais l'échelon national (qui structure les rapports de classe et articule un territoire à un Etat) reste décisif dans l'échelle mobile des espaces stratégiques, C'est à ce niveau du problème que porte essentiellement le dossier publié dans le numéro 179 de Critique communiste (mars 2006).

Ecartons d'emblée les critiques (de J. Holloway à Cédric Durand [5]) qui nous imputent une vision « étapiste » du processus révolutionnaire (selon laquelle nous ferions de la prise du pouvoir le « préalable absolu » à toute transformation sociale). L'argument relève de la caricature ou de la simple ignorance. Nous n'avons jamais été des adeptes du saut à la perche sans élan. Si j'ai souvent posé la question « comment de rien devenir tout », pour souligner que la rupture révolutionnaire est un saut périlleux dont peut profiter le troisième larron (la bureaucratie), Guillaume (Liégeard) a raison de la nuancer en rappelant qu'il n'est pas vrai que le prolétariat ne soit rien avant la prise du pouvoir - et qu'il est douteux de vouloir devenir tout ! La formule du tout et du rien empruntée au chant de l'Internationale ne vise qu'à souligner l'asymétrie structurelle entre révolution (politique) bourgeoise et révolution sociale.

Les catégories - du front unique, des revendications transitoires, du gouvernement ouvrier - défendues par Trotsky, mais aussi par Thalheimer, Radek, Clara Zetkin dans le débat programmatique de l'Internationale communiste jusqu'au 6ème congrès de l'IC visent précisément à articuler l'événement à ses conditions de préparation, les réformes à la révolution, le mouvement et le but... Parallèlement, les notions d'hégémonie et de « guerre de position » chez Gramsci cont dans le même sens [6]. L'opposition entre l'Orient (où le pouvoir serait plus facile à conquérir mais plus difficile à garder) et l'Occident, relève de la même préoccupation (voir à ce propos les débats sur le bilan de la révolution allemande au

cinquième congrès de l'IC). Une fois pour toutes, nous n'avons jamais été des adeptes de la théorie de l'effondrement (Zusammenbruch Theorie) [7]. Voir à ce propos le livre de Giacomo Marramao.

Contre les visions spontanéistes du processus révolutionnaire et contre l'immobilisme structuraliste des années 60, nous avons insisté en revanche sur la part du « facteur subjectif » et sur ce que nous avons appelé, non pas « modèle », mais bien - comme le rappelle Antoine (Artous) dans son article de Critique communiste - des « hypothèses stratégiques ». Il ne s'agit pas là d'une simple coquetterie de vocabulaire. Un modèle, c'est quelque chose à copier, un mode d'emploi. Une hypothèse, c'est un guide pour l'action, à partir des expériences du passé, mais ouvert et modifiable en fonction d'expériences nouvelles ou de circonstances inédites. Il ne s'agit donc pas de spéculations, mais de ce que l'on peut retenir des expériences passées (qui sont le seul matériau dont nous disposons), sachant que le présent et l'avenir seront forcément plus riches. Les révolutionnaires courent par conséquent le même risque que les militaires dont on dit qu'ils sont toujours en retard d'une guerre.

A partir des grandes expériences révolutionnaires du 20ème siècle (révolution russe et révolution chinoise, mais aussi révolution allemande, fronts populaires, guerre civile espagnole, guerre de libération vietnamienne, Mai 68, Portugal, Chili...), nous avons donc distingué deux grandes hypothèses : celle de la grève générale insurrectionnelle (GGI) et celle de la Guerre populaire prolongée (GPP). Elles résument deux types de crises, deux formes de double pouvoir, deux modes de dénouement de la crise.

Dans le cas de la CGI, la dualité de pouvoir revêt une forme principalement urbaine, du type Commune (non seulement Commune de Paris, mais Soviet de Petrograd, insurrection de Hambourg, de Canton, de Barcelone...). Les deux pouvoirs ne peuvent coexister longtemps sur un espace concentré. Il s'agit donc d'un affrontement de dénouement rapide (qui peut déboucher sur un affrontement prolongé : guerre civile en Russie, guerre de Libération au Vietnam après l'insurrection de 1945...). Dans cette hypothèse, le travail de démoralisation de l'armée et d'organisation des soldats joue un rôle important (les comités de soldats en France, les SUV au Portugal, et dans une perspective plus conspirative le travail du Mir dans l'armée chilienne, sont parmi les dernières expériences significatives en la matière). Dans le cas de la GPP, il s'agit d'un double pouvoir territorial (des zones libérées et auto-administrées) qui peuvent coexister plus longtemps. Les conditions en sont perçues par Mao dès sa brochure de 1927 (« Pourquoi le pouvoir rouge peut exister en Chine ? ») et elles sont illustrées par l'expérience de la République de Yen'an. Dans la première hypothèse les organes du pouvoir alternatif sont socialement déterminés par les conditions urbaines (Commune de Paris, soviets de Petrograd, conseils ouvriers, comité des milices de Catalogne, Cordons

industriels et commandos communaux, etc), dans la seconde, ils se centralisent dans « l'armée du peuple » (à prédominance paysanne).

Entre ces deux grandes hypothèses épurées, on trouve toute une gamme de variantes et de combinaisons intermédiaires. Ainsi, en dépit de sa légende foquiste simplifiée (notamment par le livre de Debray, Révolution dans la révolution), la révolution cubaine articule le foyer de guérilla comme noyau de l'armée rebelle et les tentatives d'organisation et de grèves générales urbaines à La Havane et Santiago. Leur relation fut problématique, ainsi qu'en témoignent la correspondance de Frank País, de Daniel Ramos Latour, du Che lui-même sur les tensions entre « la selva » et « el llano » [8]. A posteriori, le récit officiel, valorisant l'épopée héroïque du Granma et de ses survivants, a contribué à renforcer la légitimité de la composante du 26 juillet et du groupe castriste dirigeant au détriment d'une compréhension plus complexe du processus. Cette version simplifiée de l'histoire, érigeant en modèle la guérilla rurale, a inspiré les expériences des années soixante (au Pérou, au Venezuela, au Nicaragua, en Colombie, en Bolivie). Les morts au combat de De la Puente et Lobaton, Camillo Torres, Yon Sosa, Lucion Cabanas au Mexique, Carlos Marighela et Lamarca au Brésil, etc, l'expédition tragique du Che en Bolivie, le quasi anéantissement des sandinistes en 1963 et 1967 à Pancasan, le désastre de Teoponte en Bolivie, marquent la fin de ce cycle.

L'hypothèse stratégique du PRT argentin et du Mir chilien fait davantage référence, au début des années 70, à l'exemple vietnamien de la guerre populaire prolongée (et, dans le cas du PRT, à une version mythique de la guerre de libération algérienne). L'histoire du Front sandiniste jusqu'à sa victoire de 1979 sur la dictature somoziste révèle la combinaison des différentes orientations. Celle de la tendance GPP et de Tomas Borge met l'accent sur le développement de la guérilla dans la montagne et la nécessité d'une longue période d'accumulation graduelle de forces. Celle de la Tendance prolétarienne (Jaime Wheelock) insiste sur les effets sociaux du développement capitaliste au Nicaragua et sur le renforcement de la classe ouvrière, tout en maintenant la perspective d'une accumulation prolongée de forces dans la perspective d'un « moment insurrectionnel ». Celle de la Tendance « tercériste » (les frères Ortega) qui synthétise les deux autres et permet d'articuler le front du sud et le soulèvement de Managua.

A posteriori, Humberto Ortega résuma les divergences en ces termes : « J'appelle politique d'accumulation passive de forces la politique qui consiste à ne pas intervenir dans les conjonctures, à accumuler des forces à froid. Cette passivité se manifestait au niveau des alliances. Il y avait aussi de la passivité dans le fait que nous pensions qu'on pouvait accumuler des armes, s'organiser, réunir des ressources humaines sans combattre l'ennemi, sans faire participer les masses. » [9] Il reconnaît cependant que les circonstances ont bousculé les différents plans

: « Nous avons appelé à l'insurrection. Les événements se sont précipités, les conditions objectives ne nous permettaient pas de nous préparer davantage. En fait, nous ne pouvions pas dire non à l'insurrection. Le mouvement des masses a pris une telle ampleur que l'avant-garde était incapable de le diriger. Nous ne pouvions pas nous opposer à ce fleuve ; tout ce que nous pouvions faire, c'était d'entreprendre la tête pour le conduire à peu près et lui donner une direction ». Et de conclure : « Notre stratégie insurrectionnelle a toujours gravité autour des masses et non autour d'un plan militaire. Ceci doit être clair ». En effet, l'option stratégique implique un ordonnancement des priorités politiques, des ères d'intervention, des mots d'ordre, et détermine la politique d'alliances.

De Los dias de la selva à El trueno en la ciudad, le récit par Mario Payeras du processus guatémaltèque illustre un retour de la forêt vers la ville et un changement des rapports entre le militaire et le politique, la ville et la campagne. La critique des armes (ou l'autocritique) de Régis Debray en 1974 enregistre également le bilan des années 60 et l'évolution amorcée. En Europe et aux Etats-Unis, les aventures désastreuses de la RAF en Allemagne, des Weathermen aux Etats-Unis (sans parler de l'éphémère tragi-comédie de la Gauche prolétarienne en France - et des thèses de July/Geismar dans leur inoubliable Vers la guerre civile), et autres tentatives de traduire en « guérilla urbaine » l'expérience de la guérilla rurale, se sont achevées de fait avec les années 70. Les seuls cas de mouvement armés qui sont parvenus à perdurer sont ceux d'organisation qui trouvaient leur base sociale dans des luttes contre l'oppression nationale (Irlande, Euzkadi). [10]

Ces hypothèses et expériences stratégiques ne sont donc pas réductibles à une orientation militariste. Elles ordonnent un ensemble de tâches politiques. Ainsi, la conception du PRT de la révolution argentine comme guerre nationale de libération conduisait à privilégier la construction de l'armée (l'ERP) au détriment de l'auto-organisation dans les entreprises et les quartiers. De même, l'orientation du Mir, mettant l'accent sous l'Unité populaire sur l'accumulation de forces (et de bases rurales) dans une perspective de lutte armée prolongée, conduisait à relativiser l'épreuve de force du coup d'Etat et surtout à en sous-estimer les conséquences durables. Miguel Enriquez avait pourtant bien perçu après l'échec du « tankazo » le court moment propice à la formation d'un gouvernement de combat préparant l'épreuve de force.

La victoire sandiniste de 1979 marque sans doute un nouveau tournant. C'est du moins ce que soutient Mario Payeras en soulignant qu'au Guatemala (et au Salvador) les mouvements révolutionnaires n'étaient plus confrontés à des dictatures fantoches vermoulues, mais aux conseillers israéliens, taïwanais, états-uniens en guerres de « basse intensité » et en « contre-insurrection ». Cette asymétrie croissante s'est depuis élargie à l'échelle mondiale avec les nouvelles doctrines stratégiques du Pentagone et la guerre « hors limites » déclarée

au «terrorisme». C'est une des raisons (ajoutée à l'hyperviolence tragique de l'expérience cambodgienne, de la contre-révolution bureaucratique en URSS, de la révolution culturelle en Chine), pour lesquelles la question de la violence révolutionnaire, hier encore perçue comme innocente et libératrice (à travers les épopées du Gramma et du Che, ou à travers les textes de Fanon, de Giap, de Cabral), est devenue épineuse, voire tabou. On assiste ainsi à la recherche tâtonnante d'une stratégie asymétrique du faible au fort, réalisant la synthèse de Lénine et Gandhi [11] ou s'orientant vers la non-violence [12] (cf le débat dans *Alternative et Refondation communiste*). Le monde, depuis la chute du Mur de Berlin, n'est pourtant pas devenu moins violent. Il serait imprudemment angélique de parier aujourd'hui sur une hypothétique « voie pacifique » que rien, dans le siècle des extrêmes, n'est venu confirmer. Mais c'est une autre histoire, qui déborde les limites de mon propos.

L'hypothèse de la grève générale insurrectionnelle

L'hypothèse stratégique qui nous a servi de fil à plomb dans les années 70 est donc celle de la GGI opposée la plupart du temps aux variantes de maoïsme acclimaté et aux interprétations imaginaires de la Révolution culturelle. C'est de cette hypothèse que nous serions, selon Antoine (Artous), désormais « orphelins ». Elle aurait eu hier une certaine « fonctionnalité » aujourd'hui perdue. Il réaffirme cependant la pertinence toujours actuelle des notions de crise révolutionnaire et de double pouvoir, en insistant sur la nécessaire reconstruction d'une hypothèse sérieuse plutôt que de se gargariser du mot rupture et des surenchères verbales. Son souci se cristallise sur deux points.

D'une part, Antoine insiste sur le fait que la dualité de pouvoir ne saurait se situer en totale extériorité des institutions existantes, et surgir soudainement du néant sous forme d'une pyramide des soviets ou des conseils. Il se peut que nous ayons naguère cédé à cette vision plus que simplifiée des processus révolutionnaires réels que nous étudions en détail dans les écoles de formation (Allemagne, Espagne, Portugal, Chili, et la Révolution russe elle-même). J'en doute, tant chacune de ces expériences nous confrontait à la dialectique entre les formes variées d'auto-organisation et les institutions parlementaires ou municipales existantes. Quoi qu'il en soit, si tant est que nous ayons pu avoir une telle vision, elle fut assez vite corrigée par certains textes. [13] Au point même que nous ayons pu être troublés ou choqués à l'époque par le ralliement d'Ernest Mandel à la « démocratie mixte » à partir d'un réexamen des rapports entre soviets et constituante en Russie. Il est bien évident en effet, a fortiori dans des pays de tradition parlementaire plus que centenaire, où le principe du suffrage universel est solidement établi, qu'on ne saurait imaginer un processus révolutionnaire autrement que comme un transfert de légitimité donnant la prépondérance au « socialisme par en bas », mais en interférence avec les formes représentatives.

Pratiquement, nous avons évolué sur ce point, à l'occasion par exemple de la révolution nicaraguayenne. Nous pouvions contester le fait d'organiser des élections « libres » en 1989, dans un contexte de guerre civile et d'état de siège, mais nous n'en mettions pas en cause le principe. Nous avons plutôt reproché aux sandinistes la suppression du « conseil d'Etat » qui aurait pu constituer une sorte de deuxième chambre sociale et un pôle de légitimité alternative face au Parlement élu. De même, à une échelle bien plus modeste, il serait utile de revenir sur la dialectique à Porto Alegre entre l'institution municipale élue au suffrage universel et les comités du budget participatif.

En réalité, le problème posé n'est pas celui des rapports entre démocratie territoriale et démocratie d'entreprise (la Commune, les Soviets, l'assemblée populaire de Setubal étaient des structures territoriales), ni même celui des rapports entre démocratie directe et représentative (toute démocratie est partiellement représentative et Lénine n'était pas partisan du mandat impératif), mais celui de la formation d'une volonté générale. Le reproche généralement adressé (par les eurocommunistes ou par Norberto Bobbio) à la démocratie de type soviétique vise sa tendance corporative : une somme (ou une pyramide) d'intérêts particuliers (de clocher, d'entreprise, de bureau) liés par mandat impératif ne saurait dégager de volonté générale. La subsidiarité démocratique a aussi ses limites : si les habitants d'une vallée s'opposent au passage d'une route ou d'une ville à une déchetterie pour les refiler au voisin, il faut bien une forme de centralisation arbitrale. [14] Dans le débat avec les eurocommunistes, nous insistions sur la médiation nécessaire des partis (et sur leur pluralité) pour dégager des propositions synthétiques et contribuer à la formation d'une volonté générale à partir de points de vue particuliers. Sans nous aventurer dans des mécanismes institutionnels spéculatifs, nous avons aussi, de plus en plus souvent, intégré à nos documents programmatiques l'hypothèse générale d'une double chambre dont les modalités pratiques restent ouvertes à l'expérience.

La seconde préoccupation d'Antoine, dans sa critique du texte d'Alex Callinicos notamment, porte sur le fait que sa démarche transitoire s'arrêterait au seuil de la question du pouvoir, abandonnée à un improbable *deus ex machina* ou supposée résolue par la déferlante spontanée des masses et l'irruption généralisée de démocratie soviétique. Si la défense des libertés publiques figure bien à son programme, il n'y aurait chez Alex aucune revendication de type institutionnel (suffrage à la proportionnelle, Assemblée constituante ou unique, démocratisation radicale). Quant à Cédric Durand, il concevrait les institutions comme de simples relais des stratégies d'autonomie et de protestation, ce qui peut fort bien se traduire en pratique par un compromis entre « le bas » et le « haut », autrement dit par un vulgaire lobbying du premier sur le second laissé intact.

Il y a en fait, entre les protagonistes de la controverse de Critique communiste, convergence sur le corpus programmatique inspiré de La catastrophe imminente ou du Programme de transition : revendications transitoires, politique d'alliances (front unique [15]), logique d'hégémonie, et sur la dialectique (et non l'antinomie) entre réformes et révolution. Ainsi, nous opposons nous à l'idée de dissocier et de figer un programme minimum (« anti-libéral ») et un programme « maximum » (anti-capitaliste), convaincus qu'un anti-libéralisme conséquent aboutit à l'anticapitalisme, et que les deux sont intriqués par la dynamique des luttes.

Nous pouvons discuter la formulation exacte des revendications transitoires en fonction des rapports de forces et des niveaux de conscience existants. Mais nous tomberons facilement d'accord sur la place qu'y tiennent les questions visant la propriété privée des moyens de production, de communication et d'échange, qu'il s'agisse d'une pédagogie du service public, de la thématique des biens communs de l'humanité, ou de la question de plus en plus importante de la socialisation des savoirs (opposée à la propriété privée intellectuelle). De même, serons nous aisément d'accord pour explorer les formes de socialisation du salaire par le biais des systèmes de protection sociale, pour aller vers le dépérissement du salariat. Enfin, à la marchandisation généralisée, nous opposons les possibilités ouvertes par l'extension des domaines de gratuité (donc de « démarchandisation ») non seulement aux services mais à certains biens de consommation nécessaires.

La question épineuse de la démarche transitoire est celle du « gouvernement ouvrier » ou du « gouvernement des travailleurs ». La difficulté n'est pas nouvelle. Les débats sur le bilan de la révolution allemande et du gouvernement de Saxe-Thuringe, lors du cinquième congrès de l'Internationale communiste, montrent l'ambiguïté non résolue des formules issues des premiers congrès de l'IC et l'éventail des interprétations pratiques auxquelles elles ont pu donner lieu. Treint souligne alors dans son rapport que « la dictature du prolétariat ne tombe pas du ciel ; elle doit avoir un commencement, et le gouvernement ouvrier est synonyme du début de la dictature du prolétariat ». Il dénonce en revanche « la saxonsation » du front unique : « L'entrée des communistes dans un gouvernement de coalition avec des pacifistes bourgeois pour empêcher une intervention contre la révolution n'était pas fautive en théorie, mais des gouvernements comme celui du Parti travailliste ou celui du Cartel des gauches font que « la démocratie bourgeoise rencontre un écho dans nos propres partis ».

Dans le débat sur l'activité de l'internationale, Smeral déclare : « Quant aux thèses de notre congrès [des communistes tchèques] de février 1923 sur le gouvernement ouvrier, nous étions tous convaincus en les rédigeant qu'elles étaient conformes aux décisions du quatrième congrès. Elles ont été adoptées à l'unanimité ». Mais « à quoi pensent les masses quand elles

parlent de gouvernement ouvrier ? » : « En Angleterre, elles pensent au Parti travailliste, en Allemagne et dans les pays où le capitalisme est en décomposition, le front unique signifie que les communistes et les sociaux démocrates, au lieu de se combattre quand se déclenche la grève, marchent au coude à coude. Le gouvernement ouvrier a pour ces masses la même signification, et quand on utilise cette formule elles imaginent un gouvernement d'unité de tous les partis ouvriers ». Et Smeral de poursuivre : « En quoi consiste la profonde leçon de l'expérience saxonne ? Avant tout en ceci : on ne peut sauter d'un seul coup à pieds joint sans prendre d'élan. »

Ruth Fisher lui répond qu'en tant que coalition des partis ouvriers, le gouvernement ouvrier signifierait « la liquidation de notre parti ». Dans son rapport sur l'échec de l'Octobre allemand, Clara Zetkin affirme : « A propos du gouvernement ouvrier et paysan, je ne peux accepter la déclaration de Zinoviev selon laquelle il s'agirait d'un simple pseudonyme, un synonyme ou dieu sait quel homonyme, de la dictature du prolétariat. C'était peut-être juste pour la Russie, mais il n'en va pas de même dans les pays où le capitalisme est vigoureusement développé. Là, le gouvernement ouvrier et paysan est l'expression politique d'une situation où la bourgeoisie ne peut déjà plus se maintenir au pouvoir mais où le prolétariat n'est pas encore en condition d'imposer sa dictature ». Zinoviev définit en effet comme « objectif élémentaire du gouvernement ouvrier » l'armement du prolétariat le contrôle ouvrier sur la production, la révolution fiscale...

On pourrait continuer à citer les différentes interventions. Il en résulterait une impression de grande confusion qui est l'expression d'une contradiction réelle et d'un problème non résolu, alors que la question était posée en rapport avec une situation révolutionnaire ou pré-révolutionnaire. Il serait irresponsable de la résoudre par un mode d'emploi valable pour toutes situations ; on peut néanmoins dégager trois critères combinés de façon variable de participation à une coalition gouvernementale dans une perspective transitoire : a) que la question d'une telle participation se pose dans une situation de crise ou du moins de montée significative de la mobilisation sociale, et non pas à froid ; b) que le gouvernement en question se soit engagé à initier une dynamique de rupture avec l'ordre établi (par exemple - plus modestement que l'armement exigé par Zinoviev - réforme agraire radicale, « incursions despotiques » dans le domaine de la propriété privée, abolition des privilèges fiscaux, rupture avec les institutions - de la cinquième république en France, des traités européens, des pactes militaires, etc) ; c) enfin que le rapport de force permette aux révolutionnaires sinon de garantir la tenue des engagements du moins de faire payer au prix fort d'éventuels manquements.

A la lumière d'une telle approche, la participation au gouvernement Lula apparaît erronée : a) depuis une dizaine

d'années, à l'exception du mouvement des sans-terre, le mouvement de masse était en recul ; b) la campagne électorale de Lula et sa Lettre aux brésiliens avait annoncé la couleur d'une politique clairement social-libérale et hypothéqué d'avance le financement de la réforme agraire et du programme « faim zéro » ; c) enfin le rapport de forces social, au sein du parti, et au sein du gouvernement était tel qu'avec un demi-ministère de l'agriculture il n'était pas question de soutenir le gouvernement « comme la corde soutient le pendu », mais plutôt comme un cheveu ne saurait le soutenir. Ceci dit, en tenant compte de l'histoire du pays, de sa structure sociale, et de la formation du PT, tout en exprimant oralement nos réserves quant à cette participation et en alertant les camarades sur ses dangers, nous n'en avons pas fait une question de principe, préférant accompagner l'expérience pour en tirer avec les camarades le bilan, plutôt que d'administrer des leçons « de loin ». [16]

A propos de la dictature du prolétariat

La question du gouvernement ouvrier nous a ramenés inévitablement à celle de la dictature du prolétariat. Un précédent congrès de la Ligue [la LCR française] a décidé à une majorité de plus des deux tiers d'en supprimer la référence dans le texte des statuts. C'était raisonnable. Aujourd'hui, le terme de dictature évoque bien davantage les dictatures militaires ou bureaucratiques du vingtième siècle que la vénérable institution romaine du pouvoir d'exception dûment mandaté par le Sénat et limité dans le temps. Puisque Marx a vu dans la Commune de Paris « la forme enfin trouvée » de cette dictature du prolétariat, mieux vaut donc pour être compris évoquer la Commune, les Soviets, les conseils ou l'autogestion, que de s'accrocher à un mot fétiche devenu par l'histoire source de confusion.

On n'en n'est pas quittes pour autant de la question posée par la formule de Marx et avec l'importance qu'il lui donnait dans sa célèbre lettre à Kugelmann. Généralement, on a tendance à investir dans « la dictature du prolétariat » l'image d'un régime autoritaire et à y voir un synonyme des dictatures bureaucratiques. Pour Marx, il s'agissait au contraire de la solution démocratique d'un vieux problème, de l'exercice pour la première fois majoritaire (par le prolétariat) du pouvoir d'exception réservé jusqu'alors à une élite vertueuse (comité de salut public - encore que le comité en question soit resté une émanation de la Convention révocable par elle) ou un « triumvirat » d'hommes exemplaires. [17] Ajoutons que le terme de dictature s'opposait alors souvent à celui de tyrannie en tant qu'expression de l'arbitraire. Mais la notion de dictature du prolétariat avait aussi une portée stratégique, souvent rappelée dans le débat des années soixante-dix à l'occasion de son abandon par la plupart des partis (euros)communistes. En effet, il était clair pour Marx que le droit nouveau, exprimant un nouveau rapport social, ne saurait naître dans la continuité du droit ancien : entre deux légitimités sociales, « entre deux droits

égaux, c'est la force qui tranche ». La révolution implique donc un passage obligé par l'état d'exception. Lecteur attentif de la polémique entre Lénine et Kautsky, Carl Schmitt en a parfaitement saisi l'enjeu en distinguant la « dictature commissaire », dont la fonction en situation de crise est de préserver un ordre établi, et la « dictature souveraine » qui institue un ordre nouveau par l'exercice du pouvoir constituant. [18] Si, quel que soit le nom qu'on lui donne, cette perspective stratégique demeure, il en découle nécessairement une série de conséquences sur l'organisation des pouvoirs, sur le droit, sur la fonction des partis, etc.

Actualité et inactualité d'une démarche stratégique

La notion d'actualité a une double acception : un sens large (« l'époque des guerres et des révolutions »), et un sens immédiat ou conjoncturel. Dans la situation défensive où le mouvement social se trouve rejeté depuis plus de vingt ans en Europe, personne ne prétendra que la révolution soit d'actualité en ce sens immédiat. En revanche il serait hasardeux, et non sans conséquences, de l'effacer de l'horizon de l'époque. Si c'est cette distinction qu'entend opérer Francis (Sitel) dans sa contribution, préférant, pour éviter « une vision hallucinée des rapports de forces actuels », à « perspective actuelle », une « perspective en acte... qui instruit les combats présents aux débouchés nécessaires de ces mêmes combats », il n'y a pas là matière à litige. Plus discutable est l'idée selon laquelle nous pourrions maintenir l'objectif de conquête du pouvoir « comme condition de la radicalité mais en admettant que son actualisation est aujourd'hui au-dessus de notre ligne d'horizon ». Il précise que la question gouvernementale - vue d'au-dessous de notre ligne d'horizon ? - n'est pas liée à la question du pouvoir, mais à « une exigence plus modeste » consistant à « se protéger » de l'offensive libérale.

Le questionnement sur les conditions de participation gouvernementale n'entre pas alors « par le porche monumental de la réflexion stratégique », mais « par la porte étroite des partis larges ». On peut craindre que ce ne soit plus le programme nécessaire (ou la stratégie) qui commande alors la construction du parti, mais l'amplitude d'un parti algébriquement large qui détermine et limite le meilleur des mondes et des programmes possibles. Il s'agirait alors de dédramatiser la question gouvernementale en tant que question stratégique pour l'envisager comme un simple « problème d'orientation » (c'est, dans une certaine mesure, ce que nous avons fait dans le cas brésilien). Mais, à moins de tomber dans la classique dissociation du programme minimum et du programme maximum, un « problème d'orientation » n'est pas déconnecté de la perspective stratégique. Et, si « large » est forcément plus généreux et plus ouvert qu'étroit et fermé, il y a, en matière de partis, large et large : les largeurs du PT brésilien, du Linkspartei, de l'ODP, du Bloc des gauches, de Refondation communiste, etc, ne sont pas de même nature.

« Les plus savants développements en matière de stratégie révolutionnaire apparaissent bien éthérés, conclut Francis, en regard de la question : comment agir ici et maintenant. » Certes, mais cette maxime pragmatique de bon aloi aurait pu être prononcée en 1905, en février 1917, en mai 1936, en février 1968, réduisant ainsi le sens du possible au sens prosaïque du réel.

Le diagnostic de Francis et son ajustement programmatique au niveau ou au-dessous de la ligne d'horizon n'est pas sans implications pratiques. Dès lors que notre perspective ne se limite pas à la prise du pouvoir, mais s'inscrit dans un plus long processus de « subversion des pouvoirs », il faudrait reconnaître que « le parti traditionnel [traditionnel désigne-t-il ici les partis communistes ou plus généralement les partis sociaux-démocrates axés eux aussi sur la conquête du pouvoir gouvernemental par les voies parlementaires ?] concentré sur la conquête du pouvoir est amené à se conformer à ce même Etat », et, par conséquent, à transmettre en son sein des mécanismes de domination qui minent la dynamique même de l'émancipation ». Une dialectique nouvelle serait donc à inventer entre le politique et le social. Certainement, et nous nous y employons pratiquement et théoriquement en rejetant aussi bien « l'illusion politique » que « l'illusion sociale » ou en tirant des conclusions principielles des expériences négatives passées (sur l'indépendance des organisations sociales envers l'Etat et les partis, sur le pluralisme politique, sur la démocratie au sein des partis...).

Mais le problème ne réside pas tant dans la transmission par un parti « conformé à l'Etat » de ses mécanismes de domination, que dans le phénomène plus profond et mieux partagé de bureaucratisation (enraciné dans la division du travail) inhérent aux sociétés modernes : il affecte l'ensemble des organisations syndicales ou associatives. En fait, la démocratie de parti (par opposition à la démocratie médiatique et plébiscitaire dite « d'opinion ») serait plutôt, sinon un remède absolu, du moins une des antidotes à la professionnalisation du pouvoir et à la « démocratie de marché ». C'est ce qu'on oublie trop souvent en ne voyant dans le centralisme démocratique que le faux nez d'un centralisme bureaucratique, alors qu'une certaine centralisation est la condition même de la démocratie et non sa négation.

La conformité soulignée du parti à l'Etat fait écho à l'isomorphisme relevé (par Boltansky et Chiapello dans *Le Nouvel esprit du capitalisme*) entre la structure du Capital lui-même et les structures subalternes du mouvement ouvrier. Cette question de la subalternité est cruciale, et on ne lui échappe ni ne la résout facilement : la lutte pour le salaire et le droit à l'emploi (parfois nommé « droit au travail ») est bien sûr une lutte subalterne (isomorphe) au rapport capital/travail. Il y a derrière cela tout le problème de l'aliénation, du fétichisme, de la réification. [19] Mais croire que les formes « fluides », l'organisation en réseau, la logique des affinités (opposée aux

logiques de l'hégémonie) échappent à cette subalternité et à la reproduction des rapports de domination relève de l'illusion grossière. Ces formes sont parfaitement isomorphes à l'organisation moderne du capital informatisé, à la flexibilité du travail, à « la société liquide », etc. Cela ne signifie pas que les formes anciennes de subordination étaient meilleures ou préférables que ces formes émergentes, mais seulement qu'on n'est pas sorti par la voie royale du réseau du cercle vicieux de l'exploitation et de la domination.

Du « parti large »

Francis (Sitel) redoute que les notions « d'éclipse » ou de « retour » de la raison stratégique » ne signifient la simple fermeture d'une simple parenthèse et un retour à l'identique ou à la reprise de la question dans les termes où elle fut posée par la troisième internationale. Il insiste sur le besoin de « redéfinitions fondamentales », d'une réinvention, d'une « nouvelle construction » dont a besoin le mouvement ouvrier. Bien sûr. Mais, pas de table rase : « On recommence toujours par le milieu » ! La rhétorique de la nouveauté ne garantit pas des rechutes dans l'ancien le plus ancien, et le plus éculé. S'il en est aussi d'authentiques (en matière d'écologie, de féminisme, de guerre et de droit...), bien des « nouveautés » dont l'époque se repaît, ne sont que des effets de modes (qui comme toute mode se nourrissent des citations de l'ancien), et des recyclages de vieux thèmes utopistes du dix-neuvième siècle et du mouvement ouvrier naissant. Les questions sont nombreuses, mais à la mesure de nos moyens, nous essayons - par le biais du Manifeste entre autres - d'y apporter quelques éléments de réponse à certaines d'entre elles, et nous aimerions bien que nos partenaires s'en saisissent.

Ayant - à juste titre - rappelé que réformes et révolution forment dans notre tradition un couple dialectique, et non une opposition de termes mutuellement exclusifs (bien que les réformes puissent selon les situations transcroître en processus révolutionnaire ou au contraire s'y opposer), Francis hasarde la prédiction selon laquelle un « parti large se définira comme un parti de réformes ». Peut-être. Possiblement. Mais c'est une idée bien spéculative et normative par anticipation. Et ce n'est surtout pas notre problème. Nous n'avons pas à mettre la charrue avant les bœufs et à inventer entre nous le programme minimum (de réformes) pour un « parti large » hypothétique. Nous avons à définir notre projet et notre programme. C'est à partir de là que nous pourrions, face à des situations concrètes et à des partenaires concrets, évaluer les compromis possibles, quitte à accepter perdre (un peu) en clarté si nous gagnons (beaucoup) en surface sociale, en expérience, et en dynamique. Ceci n'est pas nouveau : nous avons participé à la formation du PT (pour le construire et non dans une optique tactique entriste) en continuant à y défendre nos positions ; nos camarades militent comme courant dans Refondation ; ils sont partie prenante du Bloc des gauches au Portugal, etc. Mais

toutes ces configurations sont singulières et ne sauraient être réunies dans la catégories fourre-tout du « parti large ».

La donnée structurelle de la situation ouvre incontestablement un espace à la gauche des grandes formations traditionnelles (social-démocrates, staliniennes, populistes) du mouvement ouvrier. Les raisons en sont multiples. La contre-réforme libérale, la privatisation de l'espace public, le démantèlement de « l'Etat social », la société de marché, ont scié (avec son propre concoursactif), la branche sur laquelle reposait la social-démocratie (ainsi que la gestion populiste dans certains pays latino-américains). Les Partis communistes ont en outre subi le contre-coup de l'implosion soviétique en même temps que l'érosion de leurs bases sociales ouvrières conquises dans les années trente ou à la Libération, sans que de nouvelles implantations prennent véritablement la relève. Il existe donc bel et bien ce qu'on appelle souvent « un espace » de radicalité qui s'exprime diversement par l'émergence de nouveaux mouvements sociaux et d'expressions électorales (Linkspartei en Allemagne, Rifondazione en Italie, Respect en Grande-Bretagne, SSP en Ecosse, Bloc au Portugal, coalition rouge-verte au Danemark, extrême gauche en France ou en Grèce...). C'est ce qui fonde l'actualité des recompositions et des regroupements.

Mais cet « espace » n'est pas un espace homogène et vide (newtonien) qu'il suffirait d'occuper. C'est un champ de forces éminemment instable, comme en témoigne spectaculairement la conversion en moins de trois ans de Rifondazione, passant du mouvementisme lyrique, au moment de Gênes et Florence [20], à la coalition gouvernementale de Romano Prodi. Cette instabilité vient de ce que les mobilisations sociales subissent plus de défaites qu'elles ne remportent de victoires, et de ce que leur lien avec transformation du paysage de la représentation politique reste très distendu. En l'absence de victoires sociales significatives, l'espoir du « moindre mal » (« tout sauf Berlusconi - ou Sarkozy, ou Le Pen ! », à défaut de changement réel, se reporte sur le terrain électoral où le poids des logiques institutionnelles reste déterminant (en France, celle du présidentialisme plébiscitaire et d'un système électoral particulièrement anti-démocratique). C'est pourquoi la symétrie du juste milieu (à la mode sous Philippe le Bel déjà : gardez vous à droite, gardez vous à gauche !) entre un danger opportuniste et un danger conservateur est un trompe-l'œil : ils ne pèsent pas du même poids. S'il faut savoir oser prendre des décisions risquées (l'exemple le plus extrême étant la décision insurrectionnelle d'Octobre), le risque, pour ne pas devenir pure et simple aventure, doit être mesuré et ses chances évaluées. Nous sommes embarqués, il faut parier, disait un grand dialecticien. Mais les turfistes savent bien qu'un pari à 2 contre 1 est un jeu de gagne-petit, et qu'un pari à 1000 contre 1, s'il peut rapporter gros, est un coup désespéré. La marge est entre les deux. L'audace aussi a ses raisons.

L'évolution de droite à gauche de courants comme ceux exprimés par Rifondazione ou le Linkspartei reste fragile (voire réversible) en raison même des effets limités des luttes sociales sur le champ de la représentation politique. Elle dépend pour partie de la présence et du poids en leur sein d'organisations ou de tendances révolutionnaires. Au-delà de données communes très générales, les situations sont donc fort différentes selon l'histoire spécifique du mouvement ouvrier (selon entre autres que la social-démocratie y est totalement hégémonique ou que subsistent des Partis communistes importants) et les rapports de forces au sein de la gauche : on ne fait pas bouger des appareils déterminés non seulement par l'idéologie mais par aussi par des logiques sociales, en soufflant à l'oreille de ses dirigeants, mais en modifiant les rapports de forces réels.

La perspective d'une « nouvelle force » reste une formule algébrique d'actualité (elle l'était pour nous avant 1989-91, et elle l'est d'autant plus après). Sa traduction pratique ne se déduit pas mécaniquement de formules aussi vagues et générale's que le Parti large ou les regroupements. Nous sommes seulement au début d'un processus de recomposition. Il importe de laborer avec une boussole programmatique et une visée stratégique. C'est une des conditions qui nous permettra de trouver des médiations organisationnelles nécessaires, de prendre des risques calculés, sans se jeter à corps perdu dans l'aventure impatiente et sans se dissoudre dans la première combinaison éphémère venue. Les formules organisationnelles sont en effet très variables, selon qu'il s'agit d'un nouveau parti de masse (comme le PT au Brésil dans les années 80, mais ce cas de figure est peu vraisemblable en Europe), de ruptures minoritaires issues d'une social-démocratie hégémonique, ou encore de partis que nous aurions jadis probablement qualifiés de centristes (Rifondazione au début des années 2000) ou d'un front de courants révolutionnaires (comme au Portugal). Cette dernière hypothèse reste d'ailleurs la plus probable pour des pays comme la France où les organisations (PC, extrême gauche) ont une longue tradition et où, à moins d'un puissant mouvement social (et encore !), on imagine mal leur pure et simple fusion à court ou moyen terme. Mais, dans tous les cas, la référence à un bagage programmatique commun, loin d'être un obstacle identitaire à des recompositions futures, en est au contraire la condition. Elle permet de hiérarchiser les questions stratégiques et les questions tactiques (au lieu de se déchirer sur telle ou telle échéance électorale), de distinguer le socle politique sur lequel se rassemble une organisation des questions théoriques ouvertes, de mesurer les compromis qui font aller de l'avant et ceux qui tirent en arrière, de moduler les formes d'existence organisationnelle (tendance dans un parti commun, composante d'un front, etc) selon les partenaires et leur dynamique fluctuante (de droite à gauche ou de gauche à droite).

Signalons seulement pour mémoire que des questions brûlantes en rapport à cette discussion ne sont pas abordées,

mais devront l'être dans des réunions ultérieures. Nous avons prévu que la prochaine rencontre annuelle du Projet K (en 2007) devrait traiter, au-delà du débat sur « classes, plèbes, multitudes », des forces sociales du changement révolutionnaire, de leurs formes d'organisation, de leurs convergences stratégiques. Cette question a aussi un rapport,

au-delà de la formule générale du front unique, avec la question des alliances, donc avec l'évaluation de la sociologie et des transformations des partis traditionnellement qualifiés « d'ouvriers », ainsi que de l'analyse des courants issus, en Amérique latine par exemple, des formations populistes.

BENSAID Daniel

Notes

1. C'est ce que soulignait, au lendemain de la victoire du Non au référendum constitutionnel français, l'article de Stathis (Kouvelakis) sur « le retour de la question politique ». Voir *Contretemps* n°14, septembre 2005.
2. Alex Callinicos, *An anti-capitalist Manifesto*, Polity Press, Cambridge, 2003.
3. Je n'irai pas plus loin sur cet aspect de la question. Il s'agit d'un simple rappel (voir à ce propos les thèses proposées au débat organisé par Das Argument).
4. Dans la réunion de travail du Projet K
5. qui, dans son article de *Critique communiste* 179 semble nous attribuer une « vision épitiste du changement social » et « une temporalité de l'action politique centrée exclusivement sur la préparation de la révolution comme instant décisif » (à laquelle il oppose « un temps historique altermondialiste et zapatiste » ?? !). Quant à John Holloway, voir la critique circonstanciée de sa démarche dans *Un Monde à changer* (Daniel Bensaïd, Paris, Textuel 2003), dans *Planète altermondialiste* [collectif, Textuel, 2006], et dans les articles de *Contretemps*.
6. Voir le petit livre de Perry Anderson sur *Les antinomies de Gramsci*.
7. Voir à ce propos le livre de Giacomo Marramao, *Il politico e il trasformazioni*, ainsi que la brochure *Stratégies et partis* (La Brèche).
8. Voir aussi le *Journal de Révolution cubaine* de Carlos Franqui.
9. « La stratégie de la victoire », interview à Martha Harnecker. Interrogé sur la date de l'appel à l'insurrection, Ortega répond : « Parce qu'il se présentait toute une série de conditions objectives toujours plus favorables : la crise économique, la dévaluation monétaire, la crise politique. Et parce qu'après les événements de septembre nous avons compris qu'il était nécessaire de conjuguer en même temps et dans un même espace stratégique le soulèvement des masses au niveau national, l'offensive des forces militaires du front et la grève nationale dans laquelle était engagé ou qu'approuvait de fait le patronat. Si nous n'avions pas conjugué ces trois facteurs stratégiques en un même temps et en un même espace stratégique, la victoire n'aurait pas été possible. On avait appelé plusieurs fois à la grève nationale, mais sans la conjuguer avec l'offensive des masses. Les masses s'étaient déjà soulevées, mais sans que cela soit conjugué avec la grève et alors que la capacité militaire de l'avant-garde était trop faible. Et l'avant-garde avait déjà porté des coups à l'ennemi mais sans que les deux autres facteurs soient présents ».
10. Voir *Dissidences, Révolution, Lutte armée et Terrorisme*, volume 1, L'Harmattan 2006).
11. C'est notamment le thème de textes récents de Balibar.
12. Le débat sur la non-violence dans la revue théorique (*Alternative*) de *Rifondazione comunista* n'est certainement pas sans rapport avec son cours actuel.
13. de Mandel notamment, dans ses polémiques contre les thèses eurocommunistes. Voir son livre dans la petite collection Maspero et surtout son interview à *Critique communiste*.
14. L'expérience du budget participatif à l'échelle de l'Etat du Rio Grande do Sul offre bien des exemples concrets à ce propos : d'attribution de crédits, de hiérarchie de priorités, de répartition territoriale d'équipements collectifs, etc.
15. Même si cette notion de front unique, ou a fortiori celle de front unique anti-impérialiste remise au goût du jour par certains révolutionnaires en Amérique latine mérite d'être rediscutée à la lumière de l'évolution des formations sociales, du rôle et de la composition des partis politiques, etc.
16. Ce qui était ici en jeu, autant que l'orientation eu Brésil, c'était une conception de l'Internationale et de son rapport avec les sections nationales. Mais c'est une question qui déborde le cadre de ce texte.
17. Voir Alessandro Galante Garrone, *Philippe Buonarroti et les révolutionnaires du XIXe siècle*, Paris, Champ Libre.
18. Voir Carl Schmitt, *La Dictature*, PUF.
19. Sur le fétichisme, voir Jean-Marie Vincent, Antoine Artous...
20. Voir le livre de Fausto Bertinotti (en 2001 !) : *Ces idées qui ne meurent jamais* (Paris, Le temps des cerises), et la présentation critique de ses thèses (parues lors du FSE de Florence) dans *Un monde à changer* (Daniel Bensaïd, Paris, Textuel 2003).

Stratégie révolutionnaire : résurgences et cours nouveaux...

SITEL Francis

On nous annonce donc un « retour » des questions et controverses stratégiques (1). La promesse est belle et mérite d'être prise au sérieux. Mais admettons qu'une si longue absence, qui appelle explication, ne saurait aller sans risques de malentendus, voire de confusions. Et d'abord concernant le mot même de stratégie.

Puisqu'il ne faut pas être grand clerc pour voir que, parfois, les plus doctes exposés stratégiques ne sont pas exempts de soucis tactiques, pourquoi ne pas commencer par questionner cette forte opposition binaire, fondatrice (2), entre stratégie et tactique ?

Sans remettre en question la pertinence de la différenciation, disons que lorsque tactique et stratégie montent dans le bateau révolution, ils ne doivent plus embarquer seuls. Mieux vaut que les accompagnent orientation et programme, ce qui épargnera à l'une un surcroît d'indignité et à l'autre un excès d'honneur, et garantira contre certaines simplifications excessives.

Ainsi la question de l'éventuelle participation de révolutionnaires à un gouvernement de type social démocrate (ou dominé par le social libéralisme, comme on dit aujourd'hui) - au Brésil, en Italie, voire en France (3)...-, qui prend une place importante dans le débat, relève-t-elle avec évidence du statut de question stratégique ?

Tel serait le cas si était défendue une perspective de transformation sociale, d'engagement vers le socialisme, au moyen d'un accès et d'une occupation du pouvoir gouvernemental. Comme du temps où se débattait au sein du mouvement ouvrier l'alternative entre réforme et révolution. Et même, jusqu'en 1981 en France, avec l'espoir mis dans le Programme commun de gouvernement pour « changer la vie » grâce à une victoire électorale de la gauche. Toutes ces promesses et illusions sont aujourd'hui englouties. Et le souhait d'une alternance électorale ne relève que du « moins pire » : comment se débarrasser, à tout prix, de Berlusconi ? Comment en finir avec une droite insupportable et dangereuse ? La question de la participation gouvernementale n'est donc pas liée (et, d'une certaine façon, malheureusement) à une théorie de la conquête graduelle du pouvoir, par la voie parlementaire, mais à une exigence autrement plus modeste, mais vitale, qui est de se protéger des brutalités de la droite ultra libérale, fût-ce, éventuellement, au prix d'une nouvelle expérience sociale

libérale ! Les descendants de Blum ne cherchent plus à nous convaincre que, provisoirement, il convient que la « conquête » du pouvoir le cède à un plus modeste « exercice » du pouvoir, ils s'efforcent de nous amener à renoncer à vouloir davantage que le moindre mal. (4)

Si le questionnement sur la participation à un tel gouvernement entre dans le débat, ce n'est donc pas par le porche monumental de la réflexion stratégique, mais via la porte étroite de la problématique des « partis larges ». Au sein de tels partis, à l'évidence, la question ne se poserait pas, comme pour nous, en termes de principes, c'est-à-dire résolue aussitôt que posée. Mais on peut penser qu'au sein de partis larges ces principes ne seront pas acquis à priori et que le souci de crédibilité et d'efficacité pèserait dans le sens du « réalisme » et de la « prise de responsabilité ». Il pourra donc s'agir d'un débat délicat et périlleux (comme le confirme dramatiquement l'expérience de Démocratie socialiste au sein du PT brésilien).

Lorsqu'il apparaît d'ores et déjà, « à froid », c'est soit pour de mauvaises raisons (afficher un souci de radicalité tout en préservant les alliances avec le PS), soit pour de bonnes (l'exigence politique de contrecarrer l'hégémonie du PS sur la gauche, en lui disputant la crédibilité dans l'action au niveau institutionnel). Mais vouloir verrouiller, dès aujourd'hui, le problème exprime une angoisse quant au risque de se trouver happé par la collaboration de classes et d'en venir à trahir ses idéaux. Le souci est légitime. Mais, inversement, on est en droit de craindre que l'anticipation dramatique serve d'alibi pour dissuader de s'engager dans toute expérience de parti large, au moins tant que des garanties absolues ne seront pas données de l'impossibilité d'une telle dérive.

Est-ce à dire qu'il faille relativiser l'importance de cette question de la participation, dans le cadre d'un système dominé par le capitalisme, des révolutionnaires à un gouvernement ? Bien au contraire : il convient de convaincre de l'impératif de ne pas participer à des gouvernements tels que ceux de Mitterrand hier, de Lula aujourd'hui, et demain de Prodi en Italie ou d'une nouvelle formule d'union de la gauche en France... En revanche, sans autre forme de procès la décréter « stratégique » risque fort de masquer bien des difficultés. Peut-être vaut-il mieux la définir comme une question fondamentale d'orientation, pour indiquer que, par rapport au champ stratégique proprement dit, elle se présente souvent

comme touchant en deçà, à la tactique (voire, parfois, à la simple pédagogie (5)), et elle porte, au-delà, jusqu'au socle du programme.

Côté tactique, le problème est de dégager les voies d'une dynamique de possibles réformes, en assumant l'affrontement avec un capitalisme acharné à imposer une contre réforme sauvage (l'écrasement et l'éradication des acquis conquis précédemment par la classe ouvrière, une régression sociale majeure...), et face au social libéralisme, impuissant à réaliser toute réforme et se contentant, au mieux, d'amortir des coups et une régression jugés inéluctables. Dans ces conditions, réformes et révolution ne se présentent pas comme les branches d'une alternative, mais comme un couple qu'il s'agit de mettre en mouvement : quelles que soient les formules utilisées - « la révolution pour défendre les réformes hier imposées », ou l'exigence de « réformes pour débloquer la dynamique révolutionnaire »...-, l'idée apparaît largement partagée. On peut considérer qu'un « parti large » se définira comme un parti de réformes, et qu'en son sein la révolution sera défendue comme une option, sans doute d'abord minoritaire. Quant au gouvernement auquel il serait susceptible de participer, il s'affirmerait sans doute « réformiste » (6), au sens qu'il serait déterminé à engager de telles réformes, conscient qu'elles conduiront à un affrontement avec le capitalisme (qui lui-même appellera et nécessitera une mobilisation des masses dont on peut penser qu'elle sera à dynamique révolutionnaire).

Côté programmatique, la difficulté politique est de maîtriser le discriminant entre un tel éventuel gouvernement, moteur actif d'une mobilisation de masse, et un gouvernement dominé par la social démocratie. Ce dernier peut être susceptible, sous la pression, de prendre des engagements, voire des mesures progressistes (qu'il conviendrait le cas échéant d'appuyer), mais il restera irréductiblement déterminé à s'opposer à cette mobilisation. Et ce, parce qu'intrinsèquement solidarisé avec les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie.

Ce discriminant est d'une telle importance qu'il peut condamner, s'il n'est pas maîtrisé, à un basculement vertigineux : du simple problème tactique à la rupture programmatique ! Soutenir ou non un gouvernement qui dit se réclamer des travailleurs, dans un contexte donné, et a fortiori telle ou telle de ses mesures, peut être d'ordre tactique (les anarchistes espagnols n'ont sans doute pas eu tort - de leur propre point de vue - d'appeler, contre leurs principes, à voter pour le Front populaire dès lors que celui-ci s'engageait à libérer les prisonniers politiques). Mais participer à un gouvernement qui va trahir le mouvement de masses relève du reniement de ses engagements fondamentaux (même si on le fait avec les meilleures intentions : voir le jugement aussi sévère que définitif de Trotski à l'encontre du POUM pour sa participation au gouvernement de Catalogne).

Un certaine manière de manier la polémique, en accusant telle ou telle position conjoncturelle de conduire inexorablement à la participation à un gouvernement de collaboration de classe, revient à agir avec beaucoup de légèreté à propos de problèmes bien lourds de conséquences. Et au regard desquels l'approche dogmatique risque d'être de peu d'efficacité : qui peut croire disposer d'une nomenclature scientifique - « gouvernements ouvriers », « gouvernements des travailleurs », « gouvernements de collaboration de classe »... - qui vaudrait assurance infailible de ne jamais se laisser prendre par les malices de la politique ?

A propos de ces possibles basculements du tactique au stratégique, voire au programmatique, auxquels les questions d'orientation politique peuvent prêter, on peut prendre un autre exemple. En quelque sorte inverse : alors que la question gouvernementale est souvent valorisée dans les polémiques, celle du positionnement politique qu'il convient d'adopter dans un système électoral à deux tours tel que nous le connaissons en France est banalisée à l'excès. Dans le débat au sein de la LCR l'argument le plus souvent utilisé est d'expliquer qu'il s'agit d'une question tactique, ce qui est incontestable. Mais par là on peut entendre qu'elle est formulable en termes (au demeurant non pertinents) de « désistement » ou de « consigne de vote », ce qui implique que cela va sans grandes conséquences et que la réponse peut être formulée in extremis en fonction de données purement conjoncturelles (l'enjeu précis du rapport de forces électoral, la personnalité des représentants de la gauche etc...). On peut au contraire considérer que le refus d'un positionnement clair, loin de relever d'une précaution mineure, renvoie à des questions de fond : la mise en extériorité par rapport au clivage gauche/droite signifie que les révolutionnaires s'estiment non concernés par l'affrontement électoral, et réduisent leur participation au témoignage et à la propagande. Une telle approche, en bonne logique, devrait impliquer que le PS est défini comme un parti bourgeois au même titre que l'UMP (position traditionnelle de Lutte ouvrière)... Décision dont les conséquences en chaîne seraient évidemment considérables, quant à la compréhension des rapports de force entre classes, ainsi qu'au regard des possibilités d'intervention et au sein du mouvement ouvrier et plus généralement dans la lutte des classes. On voit mal comment on pourrait envisager une recomposition politique permettant l'affirmation d'une force nouvelle à gauche, si un trait d'égalité définitif peut être établi entre les partis bourgeois, ultra libéraux, et, d'autre part, la social démocratie, et en conséquence toutes les forces susceptibles de s'allier avec celle-ci (dont le PC).

Reste que des problèmes de ce type, dont on ne saurait sous estimer l'importance politique, relèvent, non d'une problématique stratégique, mais de l'orientation. Celle-ci touche d'un bord au champ tactique, et parfois d'un autre au programmatique (non pour la question du positionnement électoral, mais pour celle de la participation gouvernementale).

Et la stratégie ?

Dans la tradition marxiste révolutionnaire la notion de stratégie est donc on ne peut plus clairement définie en fonction de l'opposition tactique/stratégie, et celle-ci à l'évidence est étroitement liée à la problématique de la guerre. Si bien que les innovations au sein de cette pensée stratégique, aussi audacieuses soient-elles, ont dû s'inscrire dans ce même langage militaire, quitte à imposer de fortes distorsions aux formules utilisées. On peut évoquer le tournant du front unique, après la défaite de la révolution allemande, s'inscrivant dans le corpus théorique sous la formule de la « conquête des masses » préalable à la « conquête du pouvoir » (7). Autre exemple : la « guerre de position » de Gramsci par rapport à la « guerre de mouvement »... On peut penser que ces formules sont davantage que des ajustements conceptuels liés à des conjonctures politiques particulières, qu'elles représentent en fait de véritables tournants politiques et des inventions théoriques. C'est leur portée stratégique que signe le vocabulaire militaire adopté.

Dans les débats actuels, on peut se demander si la hâte à qualifier de « stratégiques » certaines théorisations, dont l'objectif est d'écarter la conquête du pouvoir de la perspective politique (révolutionnaire ?) (8), ne conduit pas à construire un cadre polémique plus fécond en tautologies qu'en approfondissements de la pensée théorique. S'il n'y a de stratégie révolutionnaire qu'articulée à l'objectif de la prise du pouvoir, une politique qui prétend se définir comme stratégique tout en récusant cet objectif ne peut être qu'essentiellement fragile, sinon autodestructible. D'où la formule définitive de Daniel Bensaïd : « Il n'en demeure pas moins illusoire de prétendre échapper à cette difficulté en éliminant la question de la conquête du pouvoir politique (sous prétexte qu'il serait aujourd'hui déterritorialisé et disséminé, « partout et nulle part ») au profit d'une rhétorique des « contre-pouvoirs ». Le pouvoir économique, militaire, paraît plus disséminé que jamais, mais il est aussi (ce n'est pas contradictoire) plus concentré que jamais. On peut feindre d'ignorer le pouvoir ; lui ne vous oubliera pas. On peut faire le bravache en faisant mine de ne pas vouloir le prendre ; mais l'expérience démontre jusqu'à ce jour que lui n'hésite pas à vous prendre, de la plus brutale manière. En un mot, une stratégie de contre-pouvoir n'a de sens que dans la perspective d'un double pouvoir et de son dénouement : qui l'emportera ? » (9)

Dans le cadre d'une réflexion sur la stratégie révolutionnaire, il est sûr qu'une dynamique de double pouvoir doit nécessairement se dénouer par une épreuve de forces centrale qui conduit soit à la prise du pouvoir soit à la défaite. Le débat porte donc sur l'actualité ou non d'une telle perspective pour orienter les politiques présentes de nos organisations, en termes d'intervention et de construction.

Dès lors qu'on pose la conquête du pouvoir (par la guerre de classe, la prise du pouvoir d'Etat et sa destruction) comme objectif de la stratégie révolutionnaire (et la définition de la qualité « révolutionnaire » pour un parti s'en revendiquant) (10), reste donc à préciser s'il s'agit d'une perspective actuelle ou d'une perspective en acte. En termes à peine différents : l'actualité de la révolution est-elle posée comme une perspective qui instruit les combats présents, ou comme le débouché nécessaire de ces mêmes combats (11) ?

Si l'on adopte cette seconde hypothèse, dans le cadre des rapports de force actuels entre bourgeoisie et prolétariat à l'échelle mondiale, la construction stratégique classique du marxisme révolutionnaire risque fort d'être réduite à un héritage, au regard duquel le seul problème est, après une longue parenthèse, sa transmission. En prenant en compte, pour écarter tout dogmatisme, la grande diversité et richesse, voire les contradictions, de cet héritage. Et en faisant preuve de prudence dans les possibilités de son application pratique, pour déjouer toute vision hallucinée des rapports de forces actuels, sauf de parier sur un prochain retournement des rapports de force (espoir qui demanderait à être sérieusement argumenté).

En revanche, si l'on adopte la première hypothèse, il est possible de maintenir (en acte) l'objectif de la conquête du pouvoir, comme condition de la radicalité dans l'opposition au capitalisme, mais en admettant que son actualisation est aujourd'hui au dessous de la ligne de notre horizon politique. Car l'éclipse n'est pas accidentelle, elle renvoie à des problèmes majeurs : les défaites du mouvement ouvrier, les métamorphoses de l'Etat bourgeois, la crise du sujet révolutionnaire... Ce constat conduit à accorder davantage d'intérêt à l'intervention politique pour la transformation sociale et l'ouverture de nouveaux espaces politiques, porteurs de possibilités de contestations radicales de l'ordre existant et du capitalisme. Et ce, contre une logique du tout ou rien (sur le mode : dans l'attente de la révolution, ne vaut que la propagande !). D'autant que ces recherches font écho à des interrogations dont toute réflexion sur la stratégie révolutionnaire ne saurait faire l'économie.

Etat des lieux

Il est évident que la réflexion stratégique interdit de faire abstraction de l'analyse de la période historique dans laquelle celle-ci est menée.

On voit bien que les notions d'éclipse et de retour induisent l'idée qu'après un long passage difficile (écho de l'ancien « à contre courant » ?) l'Histoire rentrerait dans ses gonds et les problématiques anciennes retrouveraient leurs couleurs. On définit alors des périodisations en fonction d'événements précis : la Chute du Mur, voire des réalités plus ponctuelles (en France, les mobilisations antilibérales de 1995, l'affirmation du mouvement altermondialiste...). Sous les figures antagoniques

de la nouveauté absolue et de la réactualisation de l'ancien, il s'agit dans les deux cas de considérer que, la page de conclusion du XXème siècle étant tournée, « c'est reparti ! »

Il semble que la réflexion doit prendre en compte la totalité du siècle (voire davantage), et admettre qu'il a été marqué par la conjonction de deux phénomènes - d'une part, la capacité du capitalisme à alimenter de ses crises une extraordinaire dynamique de fuite en avant, et, d'autre part, les formidables difficultés sur lesquelles est venu buter le mouvement pour l'auto-émancipation humaine - qui a conduit le mouvement ouvrier, en particulier ses composantes révolutionnaires, à des défaites écrasantes.

Le capitalisme contemporain, sous sa forme mondialisée, apparaît engagé dans une logique de triple expansion : horizontale (intégrant à sa sphère de développement l'ex monde soviétique et la Chine, et pour cette dernière comme un de ses pôles les plus vigoureux), verticale (par infiltration dans tous les domaines humains de la logique de marchandisation : la nature, le vivant, la culture...), enfin de reconquête sur le passé par refoulement des acquis progressistes imposés dans la période précédente (recul du prix de la force de travail, chômage de masse, précarisation, démantèlement des droits...) (12). L'organisation de la défensive face à des attaques d'une telle ampleur, pour bien éloignée qu'elle soit de l'enjeu stratégique de la conquête du pouvoir, est bien la priorité des priorités, car susceptible d'organiser les autres éléments d'une alternative socialiste, et sans laquelle ces derniers ne trouveront ni concrétisation ni crédibilité.

Le mouvement ouvrier est en situation, non pas d'attente du retour des anciennes références, mais de redéfinition fondamentale. C'est trop peu dire que sa crise n'est plus seulement une « crise de direction », c'est bien une nouvelle construction qui est nécessaire. Ce qui ne veut en rien dire qu'il faut faire table rase du passé, en particulier des acquis théoriques fondamentaux du marxisme révolutionnaire (dont les notions stratégiques dont nous débattons : crise révolutionnaire, double pouvoir, renversement de l'appareil d'Etat bourgeois...), mais impose de rompre avec un schéma de répétition, pour assumer celui d'une réinvention.

Les expériences de violence extrême qui ont dominé le XXème siècle (guerres interimpérialistes et coloniales, nazisme, stalinisme...) ont jeté une ombre funeste sur les espoirs d'un possible progrès humain, et rendent tout volontarisme en matière de transformation sociale suspect de dérive totalitaire. Avec le stalinisme, et de manière moins tragique avec les multiples dégénérescences bureaucratiques qu'a connues le mouvement ouvrier, leçon a été donnée que les écrasements de la liberté et le dévoiement des engagements émancipateurs ne sont pas les produits de la seule barbarie bourgeoise (en particulier sous la forme du fascisme), mais sont nées et se sont développées au sein même des organisations ouvrières et communistes, ce qui a conduit aux plus terribles

retournements. D'où le fait que la question de la démocratie est devenue comme un défi au regard de toute stratégie et de tout programme révolutionnaires. Il ne suffit pas de rappeler - ce qu'il faut bien évidemment faire - que les perversions des idéaux communistes sont imputables à la contre révolution stalinienne, et plus généralement aux méfaits dont les bureaucraties se sont rendus coupables. Il faut garantir que les leçons ont été tirées et que cela se traduit en un certain nombre d'engagements absolus. De ce point de vue on ne peut que s'étonner de l'évidente légèreté dont témoignent les problématiques du « retour » et de la « parenthèse refermée », qui marquent certaines réflexions sur ladite stratégie révolutionnaire. Plutôt que de proclamer la révolution revenue, il conviendrait sans doute, plus modestement, de faire porter la réflexion sur les impacts que doivent avoir sur notre perspective révolutionnaire les transformations qui se sont opérées au cours du siècle passé.

L'impossible et le possible

Tout le monde s'accorde à dire qu'une véritable relance de la pensée stratégique supposerait de nouvelles expériences de mobilisations révolutionnaires, qui seront porteuses d'inventions, et dont il conviendra de tirer les fruits (13). Est-ce à dire qu'en ce domaine on est condamné à l'attente et que la seule tâche doit être de transmission des acquis anciens ? L'ambition d'un « nouveau geste léniniste » proposée par Daniel Bensaïd (14) indique à l'évidence un chantier de hautes ambitions.

Espérons que l'actuel débat indique des pistes qui permettent de nous engager dans cette direction. Avançons quelques hypothèses de travail.

Une articulation nécessaire et forte avec la réalité des rapports de force actuels est la condition pour éviter une réflexion étouffant sous le poids d'une phraséologie abstraite et s'égarant dans des face-à-face en trompe l'œil. Il est par exemple facile de reprocher aux théoriciens des modèles de socialisme d'être muets quant aux moyens d'imposer dans le réel les ruptures avec la logique capitaliste. Mais il ne serait pas non plus trop difficile de montrer que les plus savants développements en matière de stratégie révolutionnaire (articulant crise révolutionnaire, double pouvoir, dictature du prolétariat...) apparaissent bien éthérés au regard de la question du comment agir ici et maintenant pour préparer une telle perspective. Sauf de se replier sur le seul impératif de « construire le parti révolutionnaire », dont on voit bien que s'il pouvait, hier, concentrer une stratégie d'ensemble, il se heurte aujourd'hui à de cruelles limites : soit il ne fait que déplacer le problème du comment sans y répondre, soit il conduit aux impasses d'un modèle organisationnel de type sectaire.

Plutôt que ces excommunications réciproques - pour les uns, rejet à priori de la notion de crise révolutionnaire comme

illusoire et dangereuse, pour les autres, dénonciation du caractère utopique des modèles de socialisme...-, la situation calamiteuse dans laquelle nous sommes devrait plutôt inviter à faire feu de tout bois dans le travail de réinstruction et de crédibilisation d'une projet anticapitaliste. Puisque les problématiques en présence peuvent se neutraliser mutuellement (« révolution contre réforme, et vice versa), on peut chercher comment, au contraire, faire jouer entre les deux de possibles synergies. Ainsi, dans le débat avec les théoriciens des contre pouvoirs, on ne saurait confondre ce qui relève de logiques de tendances anarchisantes ou libertaires (engagement de la rupture avec l'ordre bourgeois sans poser le problème du pouvoir d'Etat) et d'un possible néoréformisme social-démocrate (transformation du capitalisme sans ruptures...). Même si des emprunts aux unes et aux autres peuvent conduire à de subtils alliages des deux, ce serait une erreur de ne pas distinguer les divers composants de ces recherches et de refuser, par un maniement exclusif de la question du pouvoir étatique, d'en intégrer les apports radicaux.

Il conviendrait de s'interroger sur les conséquences que les transformations du programme sont susceptibles d'impliquer pour la stratégie révolutionnaire. On reconnaît assez facilement que le féminisme, l'écologie, l'autogestion... représentent autant de dimensions nouvelles du programme révolutionnaire. Il paraît plus difficile d'intégrer que ces changements programmatiques ne touchent pas au seul projet ou modèle de société, mais que certainement ils soumettent la stratégie révolutionnaire classique à des défis inédits.

Prenons l'exemple de la légitimité démocratique du processus révolutionnaire : dès lors qu'il apparaît difficile de ne pas poser comme principe le recours à des élections au suffrage universel, ne faut-il pas envisager en des termes neufs la perspective de l'insurrection populaire, et assumer explicitement la possible réversibilité de la transformation sociale engagée ? Et on peut comprendre que de tels engagement, s'ils sont assumés, vont

rétroagir sur le parti qu'on construit comme « opérateur stratégique » de la lutte des classes (15). A la fois dans son fonctionnement, ses rapports à la société, et les politiques qu'il impulse. On peut même penser que la classification traditionnelle des revendications immédiates, revendications démocratiques, revendications transitoires va s'en trouver pour le moins perturbée ! Par exemple l'exigence de démocratie, dont le respect n'est pas seulement une garantie sine qua non pour crédibiliser la perspective révolutionnaire, mais doit devenir un levier efficace pour favoriser la mobilisation ouvrière, et plus généralement citoyenne.

Sur cette même question de la démocratie, il convient, sous deux angles un peu différents, d'ajouter deux précisions. Au regard d'abord du Parti : dès lors que la perspective stratégique ne saurait se limiter à la prise du pouvoir d'Etat, même si l'on vise son dépérissement, mais que celle-ci s'inscrit dans un processus long (avant toute actualité d'une crise révolutionnaire, et longtemps après celle-ci...) de subversion des pouvoirs, le modèle du parti révolutionnaire se trouve fortement modifié. Il faut reconnaître que le parti traditionnel (que ce soit sous ses formes sociale démocrate ou léniniste), concentré sur la conquête du pouvoir (par les voies révolutionnaire ou réformiste) est amené à se conformer à ce même Etat. Donc à transmettre, en son sein et au-delà dans ses relations avec la classe, des mécanismes de domination qui minent la dynamique même de l'émancipation. Et celui du sujet révolutionnaire, puisque une fois récusés les différents modèles des organisations de masse conçus comme relais des partis, ou à fortiori leurs courroies de transmission, une dialectique est à inventer entre le « social » et le « politique » qui impose une redéfinition d'ensemble de la politique révolutionnaire.

Bref, si en matière de stratégie révolutionnaire, il convient de ne rien renier des acquis du passé, ce sont d'autres défis que nous adresse l'avenir : ceux d'inventer le nouveau.

Notes

(1) : Cf. Daniel Bensaïd : « Les controverses stratégiques refoulées depuis le début des années quatre-vingt resurgissent aujourd'hui, portées par le renouveau des mouvements sociaux, par les mobilisations contre la mondialisation capitaliste et le militarisme impérial, par la conscience vive de la gravité des crises écologiques et sociales », in *Un Monde à changer, mouvements et stratégies*, éd. Textuel, p 183. Et, dans ce même numéro, articles de Alex Callinicos et de François Sabado.

(2) : Cf. Trotski : « La tactique se limite à un système de mesures se rapportant à un problème particulier d'actualité ou à un domaine séparé de la lutte des classes. La stratégie révolutionnaire couvre tout un système combiné d'actions qui, dans leur liaison et leur succession, comme dans leur développement, doivent amener le prolétariat à la conquête du pouvoir. » (in *L'Internationale communiste après Lénine*, éd. puf, p 171-172).

(3) : La France aussi, puisque l'ouïe fine d'Alex Callinicos lui a permis d'entendre que la participation de la Ligue à un gouvernement de la Gauche plurielle serait défendue en son sein sotto voce... (sic !).

(4) : Quant à penser les disqualifier en expliquant que « le moindre mal est le plus court chemin vers le pire »... Le croira qui veut !

(5) : Tel est le cas lorsque, hors de tout contexte réel, la Ligue se voit interpellée sur la question de savoir si elle récusé a priori toute prise de responsabilité politique dans les institutions, dont le gouvernement. C'est le fameux « mettre les mains dans le cambouis », formule, aussi cocasse que cynique, dont sont friands nombre de politiciens...

(6) : Contre la tendance à fourrer dans le même sac ignominieux du « réformisme » à la fois les appareils bureaucratiques et les partisans des réformes, il faut rappeler que la tradition communiste caractérise comme « réformistes » (ou « révisionnistes »), non pas des partisans de la réforme se refusant à franchir le pas de la révolution (un « saut » dont décide davantage la réalité de la lutte des classes que les convictions personnelles), mais des forces et individus ralliés à la bourgeoisie et agissant au sein du mouvement ouvrier pour, en dernier ressort, défendre les intérêts de celle-ci contre ceux de la classe ouvrière.

(7) : Cf. Trotski : « Le mot d'ordre du IIIème Congrès ne disait pas simplement : vers les masses, mais vers le pouvoir par la conquête préalable des masses. » (*L'Internationale communiste après Lénine*, op. cit. p 190).

(8) : Le même mot de stratégie prenant un autre sens sous la plume de ceux qui portent ces théorisations et sous celle de leurs détracteurs.

(9) : Daniel Bensaïd, *Un monde à changer*, op. cit. p 165.

- (10) : Et ce contre les facilités qui autorisent à se contenter de définir la qualité de révolutionnaire par la simple volonté de changer le monde, ou comme l'attachement indéfectible à la lutte de classe et aux intérêts du prolétariat.
- (11) : Tel est bien sans doute ce à quoi renvoie le débat sur l'actualité - conservée ou non, intégralement ou partiellement -, dudit « modèle d'Octobre ».
- (12) : La manière soupçonneuse d'appréhender la notion d'antilibéralisme n'est pas seulement préoccupation juste de ne rien céder sur l'anticapitalisme, mais souvent aussi refus de voir tout ce à quoi renvoie de nouveau et d'insupportable les réalités actuelles du capitalisme. Ainsi le débat récurrent sur « antilibéralisme et anticapitalisme » allie souci de démêler des données subtiles et volonté de dénoncer, derrière la notion de libéralisme, un réformisme honteux.
- (13) : Encore faut-il constater, et regretter, que les enseignements en matière de stratégie tirés de l'expérience de Mai 68 ou du Mai rampant italien sont restés fort maigres...
- (14) : « Si la politique garde aujourd'hui une chance de conjurer le double péril d'une naturalisation de l'économie et d'une fatalisation de l'histoire, cette chance passe par un nouveau geste léniniste dans les conditions de la mondialisation impériale, remettant en cause la cohérence de l'ordre libéral-capitaliste mondial à la façon dont le christianisme originel s'attaqua aux fondements de la domination romaine. La pensée de Lénine est celle de la politique comme stratégie, de ses moments propices et de ses maillons faibles », Daniel Bensaïd, op. cit. p 152.
- (15) : « Le parti apparaît ainsi sous un jour nouveau. Il n'est plus, chez Lénine, le résultat d'une expérience cumulative, ni le modeste pédagogue chargé d'élever les prolétaires de l'obscur ignorance aux lumières de la raison. Il devient un opérateur stratégique, une sorte de boîte de vitesses et d'aiguilleur de la lutte des classes », Daniel Bensaïd, op. cit. p 154.

Paru dans la revue "Critique communiste" n° 179 de mars 2006.

Quelques réflexions sur la stratégie révolutionnaire

LIEGARD Guillaume

L'objet de cette contribution consiste à soulever quelques pistes et quelques éléments de réflexion dans la discussion sur la stratégie qui se réamorçait aujourd'hui. Entre camper sur l'ensemble des positions et approches passées et la tentation de revenir sur l'essentiel de l'analyse marxiste, il doit y avoir place pour une analyse critique permettant de faire le tri entre ce qui a fondamentalement changé et ce qui restera au cœur de toute stratégie d'émancipation.

Pointons un premier problème. Dans notre conception marxiste révolutionnaire, un parti révolutionnaire c'est bien sûr la rupture avec l'ordre existant et le renversement du système capitaliste mais c'est aussi et surtout un parti qui a un programme et une stratégie pour faire la révolution. Disons que sur ces deux derniers points nous sommes pour le moins en chantier et que cela va encore un peu durer.

Dans la discussion, deux éléments méritent d'être approfondis : les conséquences du désastre stalinien, la bataille pour l'hégémonie politique dans nos sociétés bourgeoises. Autrement dit, comment reprendre le débat sur la spécificité des révolutions occidentales dans les conditions de faillite du « communisme » et de rapports de forces écrasants en faveur du Capital.

Chute du mur, même pas mal ?

La périodisation d'Hobsbawm d'un court 20^{ème} siècle (1914-1991) est largement reprise dans différentes contributions, c'est le cas en particulier d'A. Artous et d'A. Callinicos. Mais on apprécie mal quelles en sont les conséquences ? Soit il s'agit juste d'une périodisation commode pour historiens mais sans effets autres que symboliques sur la stratégie révolutionnaire soit ce qui s'est passé est réellement un événement majeur qui oblige à repenser et réévaluer une partie des évidences du passé. Or globalement les effets du désastre stalinien apparaissent largement sous-estimés voire complètement niés.

Cette dernière approche est un peu celle défendue par A. Callinicos dans ce numéro. Après « une vague de réaction » à partir de la fin des années 70 et ce jusqu'à la fin du 20^{ème} siècle, les conditions seraient désormais pour reprendre le débat stratégique en l'état. Bref, après le petit coup de mou des années 80/90, le regain de combativité permettrait de réaffirmer une stratégie révolutionnaire inchangée. Si on comprend bien « Marx et ça repart ».

Le développement d'A. Artous est substantiellement différent : « la période actuelle est marquée par la fin du cycle historique ouvert par Octobre 17 » [1]. La formulation est curieuse. S'il s'agit de constater que la force propulsive de l'Octobre russe est épuisée, cela suscitera peu de débats. Si plus fondamentalement

« il s'agit de refonder une stratégie d'émancipation sociale » [2], ce que développe l'article, cela mérite quelques précisions. Il est en effet décisif pour construire l'avenir de savoir d'où l'on repart. La question est donc la suivante, qu'est-ce qui s'est définitivement joué à la fin des années 80 pour nécessiter une telle refonte ?

Le mouvement ouvrier a perdu la bataille du 20^{ème} siècle. La chute du mur de Berlin, ce n'est pas seulement la fin de l'expérience stalinienne. A bien des égards, c'est l'idée même du communisme et du socialisme qui est sortie en guenilles de l'expérience soviétique : « Une époque s'achève avec la décomposition d'un système qui a corrompu et dénaturé les idéaux d'émancipation humaine » [3]. Croire que tout cela n'a été qu'une parenthèse, qu'un mauvais rêve et qu'il suffit de retourner aux sources, permet certes de se rassurer à bon compte, de rester en terrain connu mais c'est surtout la garantie de n'être que le spectateur de sa propre impuissance. Le stalinisme est mort, son bilan se paie encore.

Si on convient que c'est le projet même d'émancipation sociale qui a été affecté, que la perspective révolutionnaire s'est éloignée, cela ne peut que modifier notre approche de la construction du parti. Car enfin notre problème n'est pas banal, nous sommes des révolutionnaires sans révolution et c'est nouveau. Pour la première fois, des organisations révolutionnaires sont confrontées dans la durée à l'absence de perspectives révolutionnaires. Excepté, sans doute, la période 1871-1905 il n'y a pas d'exemple historique aussi long sans processus révolutionnaire. Encore faut-il constater que cette dernière période était une phase de développement organique du mouvement ouvrier, un moment d'accumulation primitive de forces en quelque sorte. Disons pour faire sobre qu'on n'est plus dans la même situation (pour le moins).

Or depuis le développement de l'impérialisme, la construction du parti révolutionnaire a été liée à l'actualité de la révolution. Non pas l'actualité au sens de nécessité historique mais bien au sens de possibilité effective de la situation (« tendance déterminante de notre époque » pour reprendre l'expression d'une brochure de la Ligue de 1972). Les choses ont changé. Il ne s'agit pas simplement d'un mauvais moment à passer, d'une période de reflux avant la remontée impétueuse.

Cela pose évidemment quelques problèmes. Il n'est pas (ou plus) vrai que « la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire » [4]. Le débat sur l'emprise du réformisme n'a plus le même sens. D'ailleurs qu'est ce qui empêche le développement des organisations révolutionnaires ? Dans un pays comme la France, par exemple, il est pour le moins difficile d'expliquer que notre principal problème renvoie à l'emprise du PCF sur la classe ouvrière (sans parler de la social-démocratie). De même, dans un pays comme la Grande-Bretagne le plus étonnant au regard de la politique de Tony Blair (c'est-à-dire pas très loin de Villepin ou Raffarin) ce n'est pas qu'il y ait des résistances et des ruptures au sein du Labour, mais bien qu'il n'y ait pas l'émergence d'une nouvelle force de masse à la gauche du Labour.

Il faut reconstruire un programme, un projet révolutionnaire et cela prendra du temps. Nous ne partons pas de rien mais, quand il s'agit d'innover, même les meilleurs porteurs du passé font rarement les meilleurs créateurs de l'avenir. Désormais, il ne s'agit pas tant de recomposer que de reconstruire le mouvement ouvrier. Nouvelle période, nouveau programme, nouveau parti disions-nous dans le manifeste de 1992, cette analyse demeure fondamentalement valide. C'est cela qui justifie la nécessité de construire un parti anti-capitaliste comme médiation dans la reconstruction d'un projet global d'émancipation sociale qui suppose la destruction de l'ordre existant.

L'Etat, les classes et toutes ces choses

Ne pas prendre en compte les éléments précédents, peut conduire à abandonner l'essentiel devant les difficultés. C'est en filigrane, à mon sens, le fond du texte de Cédric Durand. Je ne traiterai succinctement que deux aspects, la prise du pouvoir et le sujet révolutionnaire.

Nous n'avons pas, à cette étape, de stratégie de prise du pouvoir mais, on ne règle pas le problème en pensant qu'on pourrait s'affranchir de la conquête du pouvoir d'Etat. Plus que jamais, nous sommes dans l'ère du capital. Il est peu contestable qu'au cours des vingt dernières années, le champ d'intervention du capitalisme se soit étendu et vampirise désormais l'ensemble de la planète. Pour autant, ce système ne tient pas en l'air par lévitation mais dans le cadre d'Etats bourgeois (qu'il soit démocratique ou non est une autre affaire).

Alors une chose est de considérer que le rôle de l'Etat bourgeois évolue, autre chose est de penser qu'il y aurait une dilution de son rôle central dans l'organisation du système. Les exemples retenus sont d'ailleurs douteux que ce soit la Communauté Européenne, l'OMC, le FMI ou la banque mondiale, il s'agit là de cadres inter-étatiques. Que ces institutions soient utilisées pour organiser la dérégulation et en Europe occidentale pour

briser le compromis d'après guerre, il n'y a pas de doutes. Mais il est tout simplement faux de penser que cela puisse se produire contre la volonté des principaux pays capitalistes. La critique d'A. Callinicos qui rappelle le rôle décisif des Etats dans le développement global des politiques néo-libérales (et en particulier le rôle d'un Etat ... les Etats-Unis) touche juste. Plus substantiellement, l'Etat n'est pas en simple rapport d'extériorité et/ou de répression par rapport à la classe ouvrière. L'Etat représentatif est tout à la fois un cadre d'unification de la bourgeoisie et par sa forme politique une des armes idéologiques du capitalisme occidental. L'essence de la démocratie bourgeoise, ce qui entraîne que sa forme spécifique de délégation de pouvoir soit un abandon de pouvoir, est l'effort systématique d'atomisation des individus et des groupes sociaux par les institutions de l'Etat. Il n'est pas une technique politique mais la forme dont la société capitaliste s'organise politiquement. Pas de rupture avec le système capitaliste sans destruction de l'Etat bourgeois. On n'a jamais vu une classe dominante présider elle-même à sa propre extinction, et ce n'est certainement pas la bourgeoisie capitaliste qui va commencer.

Pour reprendre l'image de C. Durand il ne s'agit pas de substituer la problématique du jeu de Go à celle du jeu d'échecs. Jeu singulier où l'un des joueurs (la bourgeoisie) peut à tout moment considérer que le plus simple consiste à se débarrasser du joueur adverse. L'hypothèse que la bourgeoisie pourrait se laisser étouffer et respecter les règles du « jeu » est peu probante à l'échelle historique. L'Etat bourgeois ce n'est pas seulement les forces de répressions qui lui sont associées mais c'est aussi cela. Cela ne veut pas dire qu'on ne peut pas obtenir de conquêtes partielles (toute l'histoire du mouvement ouvrier prouve le contraire), mais que ces dernières resteront précaires tant que le système n'aura pas été détruit.

L'élimination du renversement de l'Etat bourgeois comme pierre de touche de tout projet d'émancipation a une autre conséquence. « La multiplicité des espaces stratégiques » et « la pluralité des rapports de domination/oppression » ressemblent fort à un adieu au prolétariat. Une chose est de constater les insuffisances, limites voire les impasses du passé, autre chose est de considérer que le clivage de classe comme clivage central a perdu sa pertinence.

Il n'existe pas plus Une bourgeoisie qu'Un prolétariat « homogène et unique ». Mais même en se plaçant du point de vue de l'auteur, celui de la multiplicité, il est peu probable que sans un creuset unificateur les différentes oppressions puissent naturellement s'articuler dans le combat commun contre le système. Bien au contraire, la dynamique risque plutôt de ressembler à une atomisation. Le double mouvement de privatisation et d'étatisation des rapports sociaux de production et de reproduction de la force de travail joue dans le sens de cette atomisation. La résurgence des nationalismes, la montée des intégrismes religieux a quand même un peu de rapport

avec les défaites du mouvement ouvrier et la perte de substance du projet socialiste.

Face à un système global, la réponse ne peut être elle-même que globale. Au-delà de la diversité des oppressions, pour que les luttes soient fécondes il faut pouvoir unifier dans un projet d'émancipation social d'ensemble. Le capitalisme c'est non seulement un mode d'accumulation mais aussi le cadre qui vertèbre les rapports sociaux de production. Cela n'épuise certes pas la question et l'unité de la classe est un processus construit (et c'est bien là tout le problème), mais parce qu'il est au coeur du système, seul le prolétariat conscient peut le renverser. Il n'y a pas d'autre sujet révolutionnaire possible. A bien des égards, l'analyse de Marx a une portée bien plus universelle aujourd'hui qu'au coeur du 19ème siècle. Le prolétariat au sens large du terme est aujourd'hui la classe sociale largement majoritaire dans tous les pays capitalistes avancés. On peut discuter jusqu'à quel point [5], mais en tout état de cause, ce caractère majoritaire est peu contesté.

Pour autant, à l'évidence, cette situation n'a pas de traduction politique évidente. L'extension du prolétariat a été de pair avec l'aggravation de ses divisions, l'augmentation de son hétérogénéité, voire son atomisation dans la phase actuelle d'explosion des statuts. Au demeurant bien des éléments avancés dans le texte de C. Durand ne sont guère nouveaux. Le prolétariat a toujours été (plus ou moins) hétérogène et divisé sur le plan social, politique, culturel, national (le problème des minorités nationales a été sujet à d'âpres débats dès le début du 20ème siècle pour ne citer que cet exemple), divisions de genre, etc... Le problème essentiel, hier comme aujourd'hui dans des conditions différentes, est l'unité du prolétariat qui n'est pas un état de fait (les faits ce sont les divisions du prolétariat). Cette unité ne peut résulter que d'une construction politique en partant de la situation d'exploitation mais autour d'un projet de transformation sociale. C'est d'ailleurs, en principe, la fonction du parti...

Il nous faut donc reconstruire un projet d'ensemble en tirant tous les enseignements des défaites passées. Paradoxalement au vu de sa critique de la politique de la LCR, la conclusion d'A. Callinicos apparaît pour le moins timorée. Le problème n'est pas simplement de « construire des courants marxistes révolutionnaires organisés dans les mouvements de résistance et les formations politiques de la gauche radicale » en raison de l'hétérogénéité politique et organisationnelle des nouvelles formations de gauche. Bien sûr, il faut discuter au cas par cas des différentes possibilités tactiques. Mais l'enjeu ne se réduit pas à développer un noyau révolutionnaire dans des cadres plus larges mais bien de refonder un projet socialiste. Et c'est compliqué ...

La bataille pour l'hégémonie

Dans la « guerre de position » que nous menons, il est sans doute nécessaire de revisiter Gramsci. Que l'euro communisme l'ait enrôlé et dénaturé pour justifier ses propres renoncements ne doit pas conduire à rejeter certains éléments de sa réflexion. Pour reprendre la phrase d'A. Callinicos dans ce numéro, il est sans doute vrai « que des prétentions à la nouveauté et à la discontinuité peuvent dissimuler des stratégies de faillite familières ». Mais s'il y a quand même des nouveautés, que fait-on ? Si on part du principe qu'il n'existe pas un corpus achevé qu'on ne pourrait que caricaturer ou blasphémer (sans jeu de mots), il faut bien affronter les évolutions de la situation. Or, il nous faut saisir que l'expérience historique a montré que les problèmes de la stratégie révolutionnaire dans les pays capitalistes combinaient problèmes de direction, de programme et de transformation du mouvement ouvrier dans sa texture même pour espérer faire parvenir les contradictions du capitalisme à maturité. Le problème n'est pas nouveau, Radek en 1922 indiquait que « les masses ouvrières en Occident ne sont pas politiquement amorphes et inorganisées comme en Orient », plus tard Gramsci, à propos de l'Est, parlera même de « société civile primitive et gélatineuse ».

Il y a bien une spécificité de la stratégie révolutionnaire dans les pays occidentaux.. Mandel distinguait les crises d'effondrement (suite à la guerre de 14 par exemple) et les crises révolutionnaires qui se développent avec un affaiblissement plus lent de l'Etat (cf ses écrits sur « la révolution du troisième type »). L'hypothèse stratégique de la Ligue telle qu'elle est discutée dans les années 70, c'est celle de la grève générale insurrectionnelle.

Mais il faut rompre avec un certain messianisme, où le parti et son programme devraient révéler aux masses leur conscience vraie. Pour aborder cette question en termes académiques, le problème ne se réduit pas à la problématique en soi/pour soi, il conviendrait aussi d'affronter les éléments de fausse conscience. Car la conscience du prolétariat des pays capitalistes avancés n'est pas seulement dominée, elle est aussi aliénée. Dès lors, une stratégie révolutionnaire n'a pas seulement pour but de révéler au prolétariat son potentiel révolutionnaire spontané. Cet aspect est bien sûr décisif et pose la question des éléments nécessaires à la mobilisation et donc à la transformation par l'action du niveau de conscience du prolétariat pour échapper à l'emprise réformiste. Pour cela, nous essayons de partir des revendications nées de la crise capitaliste pour déboucher sur la nécessité de renverser l'Etat. Bref, il s'agit pour nous de la question du programme transitoire, même si celui-ci doit être redéfini et dépouillé de son caractère quasi magique (je ne traiterai pas cette question dans cet article).

Mais le pouvoir de la bourgeoisie ne s'appuie pas seulement sur les forces de répression de l'Etat. C'est vrai en dernière analyse mais, en dernière analyse seulement. Le pouvoir de la bourgeoisie s'exerce au travers d'un mélange de coercition et de

consensus. Ce consensus n'est pas le simple fruit d'une résignation du prolétariat mais aussi de l'intériorisation d'un certain nombre d'institutions, de mécanismes sociaux perçus ou vécus comme légitimes. La difficulté c'est qu'une conséquence traditionnellement peu développée de cet aspect est la faiblesse des expériences de double pouvoir, même embryonnaire, dans les démocraties bourgeoises. Dans un pays comme la France qui a connu deux grands épisodes de grève générale (36 et 68) et une combativité ouvrière relativement importante, la seule expérience de ce type a eu lieu à la fin de l'époque vichyste [6]. Or la question du contrôle ouvrier, au-delà des différentes approches qui peuvent exister [7], est un élément décisif dans toute stratégie révolutionnaire. Dans une interview à Critique Communiste, Ernest Mandel indiquait en référence à l'exemple russe : « Une période de 6 ou 7 mois est beaucoup trop courte pour un prolétariat comme celui de l'Europe occidentale pour pouvoir se dégager progressivement de cette légitimité de la Démocratie bourgeoise, pour assimiler la nouvelle légitimité, supérieure, de la Démocratie prolétarienne. Vraisemblablement nous aurions besoin d'une période plus longue de dualité de pouvoir de l'ordre de plusieurs années » [8]. Sans doute, mais la délégitimation de l'Etat bourgeois représentatif est un préalable et non une conséquence pour l'existence de conseils ouvriers.

Pour apparaître comme une alternative d'ensemble au pouvoir bourgeois, il faut que les partis révolutionnaires deviennent des candidats légitimes au pouvoir. Cette légitimité historique doit être perçue par l'ensemble des couches de la classe ouvrière elle-même. Or pour remporter cette bataille pour « l'hégémonie », l'importance d'expériences de pouvoir partiel du prolétariat au sein de la société capitaliste, comme élément de maturation de son expérience historique ne se réduit pas à la simple situation de « double pouvoir » préludant à l'insurrection qui fut celle de l'Octobre russe. La transition, ce

n'est pas seulement les questions théoriques liées à l'orientation lors d'une crise révolutionnaire mais aussi (et surtout compte tenu de la période) les positionnements politiques qui pourraient avoir une vraie influence politique pour tout de suite.

Il n'est pas vrai que nous ne sommes rien et que nous serons tout. Là encore, il y aura des médiations. Pour recréer un mouvement d'adhésion fort à un projet d'émancipation sociale, il faudra démontrer concrètement la supériorité du projet socialiste, exploiter les gisements de communisme à l'échelle des entreprises et des services publics, bien sûr, mais aussi à l'échelle d'une ville par exemple.

Ces expériences dans le cadre capitaliste seront toujours limitées et la rupture révolutionnaire pour la prise du pouvoir d'Etat restera incontournable. Il n'y aura ni transition graduelle, ni stratégie d'étouffement mais à un moment ou un autre affrontement. Mais si on convient que le socialisme a perdu la bataille du 20ème siècle contre le capitalisme alors il faut en tirer les conséquences sur les potentialités de l'heure et apprendre à saisir les opportunités qui permettront de réaccumuler des forces et de redonner un nouveau souffle au projet communiste. Faute de pouvoir les affronter directement, il nous faut saper la légitimité de la bourgeoisie et de son Etat.

Les quelques pistes ou réflexions ici avancées mériteraient d'être confrontées, affinées et approfondies. A bien des égards elles peuvent soulever de nouveaux problèmes. Il nous faut, désormais, construire le socialisme du 21ème siècle. De toute évidence, il faudra de nouvelles expériences du mouvement de masse pour progresser plus substantiellement. Mais notre capacité à féconder les mouvements à venir dépend aussi de notre aptitude à comprendre le passé.

Notes

1. Critique communiste n°176.

2. ibidem.

3. Manifeste de la LCR de 1992.

4. Programme de transition.

5. cf Classe ouvrière, salariat, luttes des classes (les cahiers de Critique Communiste).

6. cf La libération et les entreprises sous gestion ouvrière, Marseille 1944-1948, Robert Mencherini, L'Harmattan

7. cf en particulier le Critique communiste n°175 sur le manifeste.

8. Critique Communiste n°8/9, numéro spécial sur la stratégie révolutionnaire en Europe occidentale.

Paru dans la revue "Critique communiste" n° 179 de mars 2006.* Guillaume Liégard est membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, France).

Mélanges stratégiques

Samy Joshua

Le texte de Samy Joshua est une contribution aux débats en cours sur la stratégie entre des membres de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), en France.

Le présent texte s'intègre dans le débat stratégique qui alimente les débats de l'organisation [la LCR], depuis quelques semestres. Critique Communiste en fait état, ainsi qu'une série d'autres productions ou textes internes. Il s'agit ici d'une contribution sur une partie des questions en débat, liées entre elles, bien qu'ayant chacune une certaine spécificité.

Cette contribution part de commentaires sur les préoccupations des camarades qui défendent la nécessité pour la LCR d'inscrire son action dans le cadre général de la construction d'un « parti révolutionnaire », s'étend à quelques considérations stratégiques sans lesquelles ce débat perd son sens, avant de revenir sur la question de « la nouvelle force anticapitaliste ».

A. Quel genre de parti pour quelle révolution ?

Il y a un premier débat devenu classique avec les camarades pour qui une bonne partie de nos problèmes serait résolue si nous convenions que, révolutionnaires, nous devons lutter pour un « parti révolutionnaire ». On leur objecte avec une certaine logique que si on ne sait pas quelle sera la figure de la révolution à venir, comment pourrait-on définir a priori le type de parti qui y correspond le mieux ? Objection tellement évidente que ce serait faire injure à ces camarades de ne pas la saisir. Corollaire : on peut sans grand risque parier que la réponse qu'ils y apportent est le refus du point de départ du raisonnement. Et que, peut-être, cette révolution à venir leur est connue, sans aucune fausse piste. J'y reviens ci-après.

Mais il y a une seconde question qu'en général on ne souligne pas assez, c'est la mise en discussion d'une affirmation qui a la force d'un allant de soi : « pas de révolution sans parti révolutionnaire ». Or elle est rien moins qu'évidente. Je commence par ce point.

Pas de révolution sans parti ?

Le problème se manifeste dès que, classiquement, on voit utiliser la formule au singulier (« le parti révolutionnaire »), espèce unique répertoriée dans les tables de la loi. Or l'analyse des révolutions réelles du siècle écoulé montre qu'agissent des « partis révolutionnaires » extrêmement divers. Certes, dans chaque révolution sont en mouvement des groupes d'hommes et de femmes qui agissent consciemment en vue de la destruction du système politique en place. Jusque là on peut sans que cela fasse avancer d'un seul millimètre admettre la

formule « pas de révolution sans parti ». Mais la deuxième constatation est que malgré l'extraordinaire diversité de ces partis (qui renvoie à la diversité des révolutions évidemment), jamais depuis la période révolutionnaire qui a suivi la révolution d'octobre 17 des partis « comme le nôtre » (je reviens ci-après sur cette formule) n'ont été en situation de diriger une seule de ces révolutions. Un retour sérieux sur les questions stratégiques ne peut pas faire l'impasse sur cette évidence et se doit au contraire d'en faire le problème crucial.

Un parti révolutionnaire « de masse »

Est-ce une question de programme ? Certainement pas ! On peut même défendre que des « partis comme les nôtres » ont eu et ont encore des « programmes » plus adaptés à une rupture révolutionnaire que tant d'autres qui ont conduit réellement des révolutions. On peut toujours faire mieux en matière de programme, mais le fond du problème n'est pas là. Il est dans la rémanence de l'influence de la formule célèbre de Trotski selon laquelle « la crise de l'Humanité se résume à la crise de sa direction révolutionnaire ». C'est le premier débat à clarifier.

Si cette formule avait un sens aujourd'hui, on comprendrait alors la logique : un groupe déterminé, doté du bon programme, prépare la jonction avec le mouvement de masse au moment où c'est possible, c'est-à-dire lors de la crise révolutionnaire. Sans aucun procès d'intention, on a du mal à se défaire de l'idée que c'est bien ce qui est sous-jacent à tant de défenses de la nécessité « du parti révolutionnaire » comme espèce dûment déposée. En dépit d'un siècle d'expériences ! Or cette « jonction » s'est révélée impossible, et ceci pour des raisons plus matérielles qu'idéologiques. Un parti sans influence peut être aussi révolutionnaire qu'il veut : il ne servira à rien dans la révolution effective s'il ne dispose pas de relais de masse suffisants. Il faut donc un parti révolutionnaire de masse. Souvent l'idée qui découle d'une très mauvaise analyse d'octobre 17 est que le défaut d'implantation peut se surmonter dans le cours même de la révolution. C'est en partie vrai bien entendu. Il ne peut y avoir de parti révolutionnaire « majoritaire » dans une période qui ne l'est pas, révolutionnaire, et c'est bien l'accélération des conflits de classe qui permet possiblement un changement de statut. Mais tout le bilan du dernier siècle montre qu'une trop grande faiblesse initiale est irrattrapable dans le cours même du processus révolutionnaire. Les exemples abondent de tels cas, dans des situations

révolutionnaires ou prérévolutionnaires (France en 36, en 45, en 68, Portugal en 75, Argentine hier, etc.)

Quand je parle de « partis comme les nôtres », c'est cela qu'il faut entendre : des groupes trop faibles, indépendamment de la justesse de leur politique, pour influencer vraiment sur le cours des choses (le seul cas d'espèce à discuter qui sort de ce cadre est celui du POUM en Espagne, peut-être du MIR chilien). Quand des camarades insistent sur le fait qu'il faut « un parti révolutionnaire » sans discuter comment il pourrait être d'influence suffisante (« de masse »), ils parlent pour régler leur compte à de supposés opportunistes dans nos rangs. Toujours bon à prendre. Mais il ne font pas avancer d'un pouce le problème à résoudre.

Mais comment donc nous diront-ils ? Bien sûr qu'il faut un parti « de masse » ! Justement : donnons-nous du temps, évitons de papillonner à tort et à travers, creusons le sillon avec ténacité et construisons brique après brique. Cela vaudrait toujours mieux que des révolutionnaires bien enfouis dans des organisations « larges », de masse certainement mais réformistes tout aussi sûrement, au seul profit de ces derniers en définitive. Mais si c'était si simple, comment se fait-il qu'en un siècle la question n'ait été résolue nulle part pour des « partis comme les nôtres » ? Que l'on trouve des myriades de groupes plus « solides » et « révolutionnaires » les uns que les autres, mais inutiles en définitive aux moments cruciaux ?

Ces camarades s'étonnent avec raison de la difficulté à faire citer la nécessité d'un « parti révolutionnaire » dans nos textes de référence, mais ils devraient commencer par interroger le contenu de ces termes et leurs propres rapports à eux à ce contenu. Dans un texte à la DN [1] (« Construire la LCR, ni comme une fin en soi... ni par défaut »), Olivier Besancenot soulignait avec raison cette chose simple mais capitale : à la source de nos difficultés et de nos divergences répétées, il y a le fait que nous sommes des révolutionnaires sans horizon révolutionnaire immédiat. C'est effectivement l'essentiel du problème, et il serait bon de centrer nos débats là dessus. Mais il faudrait que lui et ses camarades poussent le raisonnement plus loin. La difficulté de construire un parti révolutionnaire à base de masse fait partie de la même contradiction de fond qui ne se laisse pas ramener à de simples choix d'implantation et de fonctionnement, même si ceux-ci ont leur importance. C'est une tension permanente entre des pôles presque antagoniques.

Les figures de la révolution

On peut penser y échapper en gagnant de l'influence pour, patiemment, « préparer la révolution » à venir. Mais cela suppose inévitablement que cette révolution se présente comme une promesse claire même si elle ne doit se réaliser que dans le futur. Le problème principal dans ce cas est que la révolution est imprévisible pour l'essentiel. Ou du moins une seule prévision est certaine : c'est celle qui annonce que la

révolution future ne ressemblera pas aux révolutions du passé. Il ne s'agit pas ici de sacrifier aux délices de « la nouveauté », inévitablement tellement plus belle. Mais de comprendre que la révolution découle toujours de conditions spécifiques, complexes et globales, nationales et internationales.

La nature de toute révolution en général est pourtant bien de remplacer un système de domination par un autre. Inévitablement, cela suppose le passage par une phase de « double pouvoir », où s'affrontent deux légitimités incompatibles, phase dont l'issue est un dénouement brutal de l'épreuve de force. Toute révolution « d'en bas » (pas seulement la révolution prolétarienne) est de ce type (que l'on songe à la Grande Révolution [française de 1789], mais aussi aux effondrements plus récents des dictatures stalinienne). La différence est que la révolution prolétarienne ne peut être que « d'en bas », alors que les révolutions bourgeoises peuvent être aussi « d'en haut » (sans « double pouvoir »). Cela étant acté, la figure de la dite révolution, elle, est une création de chaque cas d'espèces.

D'une manière sous jacente à ce débat sur « le parti révolutionnaire », il n'est pas impossible qu'il y ait au contraire l'idée que l'on saurait à peu près à quoi se préparer, et, par exemple, que dans un pays comme le nôtre, la figure de la révolution sera celle de la grève générale insurrectionnelle. On ne peut bien entendu pas exclure cette possibilité. Mais force est de constater qu'aucune révolution victorieuse n'a pris cette forme « pure ». Et pas seulement, ni principalement « parce qu'il manquait un parti révolutionnaire ».

Il y a dans ce débat deux niveaux bien distincts à discuter. Le premier est celui où la grève insurrectionnelle est pris comme un exemple ou un modèle d'une question plus vaste, celle qui voit la révolution comme une phase particulière d'une « guerre de mouvement » (selon la formule de Gramsci), autrement dit un moment concentré dans le temps où la confrontation est à son paroxysme. A ce niveau, on peut effectivement avancer que toutes les expériences révolutionnaires (réussies comme celle de 17, ou portées à une étape majeure de la confrontation) montrent que, dans des pays comme les nôtres à forte densité prolétarienne, cette étape « concentrée » est inévitable. Ce qui s'oppose aussi bien à d'autres options stratégiques révolutionnaires (celle de la « guerre prolongée » chinoise par exemple) qu'à des options réformistes même « radicales » (addition de réformes « profondes » étalées dans le temps, encerclement ou pire « ignorance » du pouvoir central, etc.).

Mais il y a un autre niveau de débat qui porte sur l'adhésion trop étroite à la forme exacte de la grève insurrectionnelle. Certes il est difficile d'imaginer une insurrection se dérouler alors qu'une partie majoritaire du prolétariat vaque tranquillement à son travail... La mobilisation exige d'évidence un état exceptionnel où la grève est un minimum. Mais la grève de masse insurrectionnelle n'est qu'un exemple, rare, de

réalisation réussie de la confrontation. Elle ne fut pas décisive au moment précis d'octobre 17 ! De plus – et c'est ce point qui est capital ici, elle n'intervient jamais seule. La victoire castriste en 1959 (issue d'un autre « modèle » comme on le sait) s'accompagne d'une grève des villes, mais ce n'est qu'un ingrédient dans un ensemble.

On peut même aller plus loin. La grève insurrectionnelle « pure » est irrémédiablement liée à l'échec de la révolution. Parce que toute confrontation « classe contre classe », bloc contre bloc avec deux camps solides sur leurs bases est vouée à l'échec. Les exemples historiques abondent en ce sens ! Si la bourgeoisie dispose d'une unité de classe serrée, d'une fermeté idéologique, de l'ensemble de son dispositif répressif, la défaite est certaine. Il faut pour qu'il en soit autrement qu'elle soit divisée, que son appareil de répression soit paralysé au moins en partie, qu'elle soit affaiblie, contestée publiquement, dévalorisée ; que l'incertitude gagne ses rangs ou au moins ceux de ses alliés (couches intermédiaires, couches supérieures du salariat). Il en est souvent ainsi quand ce sont les catégories politiquement extrêmes de la droite qui prennent l'initiative d'un coup d'État, et dans ce cas la résistance populaire peut utilement prendre la forme de la grève générale défensive. Mais c'est la défense qui prédomine. Si celle-ci est couronnée de succès, les conditions d'une offensive peuvent être données. Mais dans les deux cas, c'est parce qu'alors on peut présupposer une certaine division de la bourgeoisie et de ses alliés.

D'une certaine manière, on peut même avancer que c'est « d'en haut » que le processus commence. Il n'y a pas de possibilité révolutionnaire si ceux d'en haut ne sont pas, affaiblis indépendamment à la limite du combat d'en bas. C'est ce que dit Lénine dans des phrases d'une immense portée stratégique. Il n'y a pas dit-il de révolution sans « grande question nationale », qui traverse les classes et les divisent. Les prototypes connus sont la guerre entre impérialistes, les luttes de libération nationale ou au moins l'existence d'une résistance à un impérialisme dominant, la chute d'une dictature ou la résistance à un coup fasciste. D'autres sont imaginables (une catastrophe écologique majeure par exemple, une crise économique qui toucherait le cœur du système), et nous surprendrons probablement.

C'est cette « grande question nationale » qui ouvre et fonde une période révolutionnaire et peut déboucher sur « une guerre de mouvement ». Donc, c'est imprévisible sur le moyen terme : il faut que « ceux d'en bas » ne veuillent plus vivre comme avant et que « ceux d'en haut » ne puissent plus le faire. Seule l'histoire réelle décide des cas où il en est ainsi.

Plus précisément il faut distinguer dans ce débat « les orbites » et « les trajectoires ». Une planète du système solaire se déplace (en première approximation) sur une orbite stable, répétée, prévisible. Pour passer d'une planète à une autre un projectile humain suit une trajectoire donnée. Une infinité de trajectoires

est possible pour relier deux orbites. La mécanique rationnelle donne les moyens de calculer laquelle est la plus courte. Mais rien de tel en politique ! Dans ce cas aussi pourtant il existe des constantes (des « orbites »). En l'occurrence le dénouement par la force de l'incompatibilité de deux « droits » incompatibles appuyés sur des « pouvoirs » opposés ; l'existence d'une dialectique entre réformes et révolution (dont la démarche transitoire et celles de front unique sont des exemples). Mais c'est en nombre limité. Les trajectoires effectivement suivies par une révolution sont fantasques, font du surplace ou accélèrent brutalement. Elles ne se répètent jamais d'une révolution à une autre et il n'existe aucune théorie pour les prévoir.

Si l'on revient à la « grève insurrectionnelle » il faut se garder encore d'un autre effet d'optique, peut-être le plus dérangeant dans le débat qui nous occupe. Croire que l'on se « prépare à la grève insurrectionnelle » par le « mouvement d'ensemble », par la grève générale interprofessionnelle, est très sujet à caution. Entre les deux situations, il y a une solution de continuité, ce sont deux niveaux qui n'ont aucun rapport direct.

Nous luttons pour « un mouvement d'ensemble » parce que nous luttons en permanence pour unir le prolétariat, et que cette union ne se construit vraiment que dans la mobilisation. Amélioration du rapport de forces entre classes, progression de la conscience de classe, école de l'auto-organisation : on peut espérer tout ceci de la grève généralisée. Et donc l'amélioration des conditions générales dans lesquelles le prolétariat aborderait une éventuelle future situation révolutionnaire. Mais il ne faut pas confondre la forme (la grève de masse) avec le contenu.

Dans le cadre même de la réflexion en termes de « guerre de mouvement », la situation révolutionnaire est inévitablement spécifique (ou, si l'on veut, est un concentré d'une multitude d'éléments, où les expériences de grève de masse antérieures ne sont qu'un aspect, parfois secondaire). On peut encore aller un peu plus loin dans la critique de l'interprétation trop littérale du choix stratégique de la « grève insurrectionnelle ». Dans des pays de vieille tradition de démocratie bourgeoise comme le nôtre, on peut parier qu'une situation révolutionnaire mêlerait aspects électoraux et mobilisations extra-parlementaires. Ces dernières mêmes sont variées (il y a de bonnes indications que la grève de masse n'est qu'une de ces formes, certainement la plus productive, mais qui ne doit pas conduire à ignorer les nouveautés, comme le rôle récent des « blocages » et des manifestations de rue, en France, mais aussi en Argentine, des occupations de centre-ville dans le cas des mouvements à l'Est de l'Europe).

Enfin, cela signifie que la forme du double pouvoir est elle-même à peu près imprévisible, même si, comme je l'ai dit plus haut, l'existence de ce double pouvoir est le signe général et la condition d'une révolution : quelle aurait été l'efficacité de la «

forme soviétique » en Russie sans les « soviets de soldats », eux-mêmes dépendants du cours de la guerre inter-impérialiste ?

Pour aujourd'hui ou pour demain ?

Ceci invalide à nouveau toute stratégie de construction d'un « parti révolutionnaire » en terme de « creuser le sillon », lequel sillon conduirait en droite ligne à une révolution pré-définie. Cela signifie qu'à la contradiction principale qui consiste à construire un projet révolutionnaire de masse dans une situation qui ne l'est pas, s'ajoute alors un autre problème encore. C'est qu'il faut s'attaquer à cette contradiction alors que l'un de ses termes (la révolution) est tout sauf clair, sauf dans des principes extrêmement généraux.

De ceci il découle que le combat d'un parti révolutionnaire ne peut pas être dominé par la « préparation » d'un avenir dont on ne connaît rien ou presque. Faire de ce « but » inexistant une condition de ce qu'est « être révolutionnaire » est donc impossible. « Préparer la révolution » c'est pour aujourd'hui, pas pour demain.

Dans ce sens (et tant que « la crise nationale » n'est pas présente, et encore moins mûre), la « préparation » de l'épreuve de force a certes plusieurs versants (rapports de force courants entre les classes, niveaux d'organisation, accumulation d'expériences, confiance en soi), mais un niveau en général négligé à tort à mes yeux est le niveau directement idéologique. Toute révolution est précédée d'un travail de délégitimation de la société (c'est le cas y compris de la révolution de 89, précédée du grand mouvement des Lumières). C'est aussi dans la délégitimation de la société actuelle que nous exerçons un rôle de « préparation ». C'est l'élément le plus constant, appuyé bien entendu matériellement sur l'amélioration du rapport de force de classe, organisationnel, etc.

Dans ces conditions, être révolutionnaire ce n'est pas « préparer » concrètement une révolution dont on ne sait rien de précis sur ses conditions de déroulement. C'est travailler à la croissance d'un camp opposé au système en place dans tous ses aspects (exploitation comme oppressions), un camp « irréconciliable », appuyé sur les grands principes d'une alternative socialiste (lesquels sans verser dans l'utopie sont plus accessibles que la définition de la figure de la révolution à venir).

Guerre de position et guerre de mouvement

Ce combat « contre-sociétal » (qui donc mélange les aspects idéologiques et organisationnels) est le versant principal de la « guerre de position » selon le terme de Gramsci. C'est ce qui donne le sens précis du concept « d'hégémonie » qu'il avance appuyé de plus sur la fonction centrale qu'il donne à l'instance politique (le parti, pas l'État) comme ciment de l'ensemble. Ce

concept cherche la possibilité de tenir compte des spécificités du combat révolutionnaire dans les pays à forte présence du prolétariat et à forte tradition démocratique bourgeoise.

On peut ajouter à ces caractéristiques la question plus délicate qui est la nôtre d'être des « révolutionnaires sans révolution », qui nous place qu'on le veuille ou non de fait dans une « guerre de position ». Même s'il demande à être repris, discuté, critiqué, ce concept fournit un cadre général qui, quand on se limite à l'aspect « contre-sociétal » et à la lutte pour « l'hégémonie », ne pose pas de problème stratégique majeur. Mais l'autre versant de la même « guerre de position » est la présence dans les institutions même de la bourgeoisie, en particulier ses institutions étatiques. Cet aspect est relativement peu présent chez Gramsci, ce qui n'est guère étonnant quand on se souvient que toute son élaboration est contemporaine de la dictature Mussolinienne, qui laissait peu de place à un quelconque jeu dans les institutions. Mais on sait bien que plusieurs courants réformistes (en particulier en Italie) ont prolongé cette référence pour justifier d'une collaboration prolongée dans les institutions bourgeoises. Cependant il n'y a pas là qu'une perversion de la pensée gramscienne. La question « institutionnelle » se pose aussi. Elle nous est devenue peu à peu étrangère, sans qu'il soit facile de faire la part dans cette situation de ce qui relève de choix stratégiques et de ce qui relève de notre petitesse, de notre marginalité et de combinaisons de tout ceci avec les effets de tel ou tel système électoral.

Or cette question est directement liée à celle de la construction d'un parti à implantation de masse. Hors période révolutionnaire, il est impossible d'avoir un parti populaire de masse (ou quelque chose qui s'en rapproche un peu) sans base institutionnelle. D'un certain point de vue, c'est bien là l'une des « positions » majeures de la « guerre de position ». Je sais bien que ce point est très conflictuel chez nous, mais justement autant l'aborder de front. Dans les débuts du mouvement ouvrier, les organisations de classe à impact de masse se sont développées dans une relative distance par rapport aux institutions bourgeoises. Mais elles étaient portées par une force presque messianique, elle-même ancrée sur la croyance en la proximité de la révolution. D'ailleurs les secousses révolutionnaires respectaient à peu près la succession des générations. L'horizon était prévisible.

Quand ce rythme s'est perdu, le débat s'est inévitablement traduit en fortes divisions stratégiques (c'est l'époque du débat Rosa/Kautsky/Bernstein). En même temps d'ailleurs, la véritable croissance du mouvement ouvrier en mouvement de masse est allée de pair avec des conquêtes institutionnelles massives sans lesquelles la social-démocratie allemande n'aurait pas été le centre du mouvement ouvrier de l'époque. Or il est clair que d'un côté l'aspect « messianique » s'est perdu dans les tourmentes du stalinisme et que, d'un autre côté, le « crétinisme parlementaire » a été un signe annonciateur de la

faillite de la SD, comme des partis post-staliniens aujourd'hui. Le problème demeure donc entier.

Cela dit répétons qu'en dehors d'une phase conçue à tort ou à raison comme immédiatement révolutionnaire, il est impossible de bâtir une implantation prolétarienne de masse hors de tout appui institutionnel. Cela est l'effet de la situation dominée et exploitée du prolétaire moyen. C'est d'ailleurs entre autres dans la suite directe de cette constatation (qui plus est en régime de dictature dans le cas du tsarisme) que Lénine demande une rupture forte avec cet état de chose, la constitution d'une « avant-garde » distincte des masses. Il faudrait une réflexion spéciale pour discuter du bilan de cette position théorique (de ses dangers massifs, de ses succès aussi, des conditions particulières qui ont permis au parti bolchevik de résoudre tout de même le problème d'une implantation de masse). Mais il n'empêche : il est très difficile pour nous, pour ne pas dire impossible, de bâtir une implantation de masse sans se confronter aux institutions.

Pour ceux et celles qui en douteraient, il faut d'abord pour les en convaincre élargir la perspective. Si on quitte le niveau des appareils centraux de l'administration de l'État, on en a pas fini pour autant avec la présence institutionnelle. Un excellent exemple de ceci est l'utilisation des grands média. Nous sommes régulièrement attaqués par des franges de la gauche radicale pour notre « compromission » avec eux. Et cette « compromission » est réelle. D'un certain point de vue, notre participation contribue à la légitimation du système, c'est indéniable. Mais comment imaginer une influence de masse sans cela ?

Le cas est aussi patent dans notre militantisme syndical. D'un certain point de vue, le mouvement syndical constitue une partie des institutions qui font tenir le système de domination, même s'il ne s'y limite pas. Déjà le financement des confédérations doit largement à l'État et au patronat. Bien entendu, on peut présenter cela (à juste titre), comme des « acquis » de la lutte passée. Il n'empêche : que serait le syndicalisme aujourd'hui sans les délégations payées par le patronat ?

Tout ceci pour dire que la « contre société » absolue est une fiction. Même l'anarchiste le plus déterminé contribue à légitimer la société bourgeoise dès qu'il met son enfant à l'école primaire...

La « contre société » est encore dans la société

L'incompréhension de ce caractère « total » de la domination bourgeoise peut tout aussi bien d'ailleurs entretenir une naïveté cent fois renouvelée au cours de l'histoire sur la possibilité de ruptures stables qui demeureraient durablement partielles. La lecture de certains articles issus de nos propres rangs montrent que cette naïveté ne nous épargne pas toujours. « L'hégémonie

» se construit certes à partir de pratiques sociales en rupture partielle avec les principes directeurs de la société bourgeoise. Lesquels ne se résument jamais aux questions vécues comme directement « politiques », ni même d'ailleurs à des rapports d'exploitation.

La société bourgeoise repose évidemment sur ces rapports, mais aussi sur la construction et la re-définition d'autres rapports de pouvoir qui ont leur propre temporalité et fonctionnalité qui débordent le cadre purement capitaliste. Mais ces pratiques émancipatrices ne peuvent garder durablement un caractère subversif et encore moins converger vers une nouvelle société par simple addition sans s'intégrer à une stratégie politique unificatrice où la question du pouvoir central occupe la place d'un centre d'organisation du combat global. La réflexion de Gramsci est essentiellement consacrée aux possibilités et aux conditions de construction de cette « hégémonie » de classe hors période immédiatement révolutionnaire.

La question n'est donc finalement pas d'échapper par la « contre-société » à la société réelle et à son système de domination, mais de savoir jusqu'où on peut aller dans le sens d'une présence « institutionnelle » sans tuer le refus global du système. Question évidemment encore plus compliquée pour les institutions directement étatiques.

Justement : on ne peut pas traiter toutes ces institutions sur le même plan. Toute l'expérience historique, ainsi que les exemples plus récents (dont celui du Brésil) montrent qu'il y a à ce propos une spécificité de la question gouvernementale centrale, évidemment. Certains textes récents dans notre débat stratégique semblent considérer que nous devons nous poser la question de notre participation gouvernementale, et pas seulement pour des raisons de présentation « pédagogique », mais comme couronnement effectif d'une stratégie de « guerre de position ». Je considère qu'il s'agit là d'une nouveauté dans nos débats, très contestable.

Que resterait-il d'une stratégie d'hégémonie contre-sociétale si nous étions au gouvernement de la société bourgeoise ? Si on ne peut pas exclure une telle possibilité, ce ne peut être que dans le cadre d'un rapport de force qui nous rendrait proche du basculement dans une « guerre de mouvement ». Cela ne signifie nullement qu'on ait à ce propos une position « fermée ». Il est tout à fait possible qu'une victoire électorale d'une gauche réformiste se radicalise (les exemples ne manquent pas), et on ne doit pas traiter tous les gouvernements bourgeois de la même façon, mais en fonction du cadre exact où ils se présentent. Tout un éventail de tactiques et de positionnements divers peuvent s'envisager (et l'ont été dans l'histoire). Mais on ne peut prendre le risque d'en être partie prenante « à l'origine » sans un rapport de force particulièrement conséquent.

Cela dit il est impossible d'étendre cette position à tous les échelons de l'État, sinon il n'y a aucune base « institutionnelle » possible. C'est en particulier le cas des municipalités. Dans le cadre restreint de l'autonomie qui sont les siennes, peut-on lutter pour y faire une vie meilleure pour les masses ? Cela signifie élaboration de programmes de gestion locaux, de cadre d'alliances pour ce faire et d'une discussion sur les modalités de partage du pouvoir avec les masses comme du contrôle de leur part (salaires des élus, non cumul, etc.). D'un certain point de vue, ceci fait partie de la « contre-société », à l'instar de toutes les autres pratiques alternatives issues du mouvement de masse produisant et expérimentant du changement partiel. Il y a des risques, c'est sûr. Comme on le sait tous, le réformisme est historiquement d'abord un réformisme municipal. Et il n'y a pas de doute que la gestion municipale « révolutionnaire » est moins proche du rêve utopique que de la dure réalité.

On peut faire remonter peut-être l'évolution de certains de nos camarades brésiliens à ce « municipalisme ». Mais on ne peut pas juger de ceci seulement à partir de la fin du film de la participation au gouvernement Lula. Il y a du risque, mais pas d'automatisme, et à ma connaissance nos camarades qui ont rejoint le PSol insistent bien sur la rupture et non sur la continuité entre les deux cas.

B. Quelles conséquences pour la nouvelle force anticapitaliste ?

Compte tenu de l'écart grandissant des positionnements internes sur la question de la force anticapitaliste, il est utile pour la comprendre de remonter aux origines de la réflexion sur ce thème. Dans les textes du débat de 1987 (avant donc l'effondrement du mur !), et dans le mien en particulier (les « 10 thèses sur le parti »), le nouveau parti est conçu comme une force radicale, de transformation sociale, anticapitaliste, et clairement favorable à une alternative socialiste. C'est donc une force très « délimitée », contrairement à ce qui se dit dans de plus en plus de textes pour la contester ou la soutenir. L'expression « parti large » qui est utilisée par ces textes comme un synonyme est particulièrement pernicieuse. Que la « nouvelle force » soit conçue comme « plus large » que la LCR seule, ça va de soi. Mais c'est une « largeur » contenue par l'anticapitalisme !

Dans certains secteurs de l'organisation s'est même développée peu à peu l'idée d'une frontière de principe durable entre cette « nouvelle force » et une force « révolutionnaire » visant au changement complet du système capitaliste. En particulier, dans les années récentes a vu le jour une version singulièrement affaiblie de la « nouvelle force » comme « force antilibérale », ce qui n'a rien à voir avec les textes de l'époque. En contrepoint, d'autres camarades ont été confortés dans leur méfiance de « la nouvelle force » et demandent alors à ce que la perspective « révolutionnaire » soit maintenue de manière

séparée en tout état de cause, à l'intérieur même de ce nouveau parti s'il voit le jour.

On confond ici plusieurs niveaux. L'antilibéralisme est la frontière concrète de la plupart des luttes de classe actuelles. On peut parfaitement imaginer des fronts de mobilisation sur ces thèmes avec d'autres forces qui ne sont pas anticapitalistes, ou pas d'une manière conséquente. On peut pousser la réflexion jusqu'à imaginer un front politique et social antilibéral relativement stable sur une période donnée (et ses conséquences y compris en terme d'accords électoraux), voire même un front « organique » antilibéral durable.

Si ce front voyait le jour (comme l'exemple en a été donné en pointillés à plusieurs reprises dans les années récentes), il participerait de la bataille globale pour « une nouvelle force ». Mais il ne la représenterait pas. Ceci est décisif : en aucun cas la « nouvelle force » ne peut être limitée à l'antilibéralisme. Encore plus depuis la chute du stalinisme, nous visons à construire de « nouveaux partis », correspondants à la nouvelle période et à un nouveau programme.

Mais ces nouveaux partis doivent être entièrement « antisystème ». Pas au sens étroit que lui donnent certains camarades (mais aussi de très nombreux en dehors de notre organisation), le terme « révolutionnaire » étant manifestement réservé pour eux à une tradition particulière, à une stratégie particulière (rien moins qu'évidentes, comme je l'ai développé ci-dessus). C'est sur ce point, et seulement sur ce point, que cette force n'est pas « délimitée » (vérification faite, ces mots, « non délimitée » ne sont d'ailleurs pas dans aucun des textes de 87, et pas plus dans le mien).

Mais sur le reste bien entendu il y a à mes yeux forcément des « délimitations », et notables ! En particulier, pas plus ce parti que nous-mêmes ne devrions participer au gouvernement central de l'État bourgeois sans un rapport de forces exceptionnel ! Cette « nouvelle force », si elle voit le jour et si elle est définie de cette manière serait pour nous non un parti transitoire en attendant « le vrai », mais bien « notre parti ». C'est le sens profond des termes « nouvelle période, nouveau programme, nouveau parti », lesquels d'une manière encore plus générale qu'en 1987, enregistrent après la chute du mur, la fin du stalinisme, l'évolution de la socialdémocratie et le fait que « des partis comme les nôtres » n'ont nulle part conduit au succès.

Avant leur fusion dans la LCR, les camarades de VdT avaient une excellente formule pour en rendre compte, « prendre le meilleur de Jaurès, de Rosa, et de Lénine ». On peut y ajouter la nécessité de mêler le rouge de notre drapeau avec le noir des libertaires, et d'autres couleurs encore. Ce n'est pas loin de ce qu'avance Olivier Besancenot dans une autre partie de son texte. Mais ceci veut dire justement que les voies stratégiques révolutionnaires sont à construire et non pas prédélimitées.

Comme dit l'autre, « il y a plusieurs demeures dans la maison de mon Père ». Cela signifie qu'en dynamique pourraient cohabiter dans cette « nouvelle force », plusieurs stratégies pour en finir avec la société actuelle, à condition que ce soit bien le but. Pas à partir de la figure imprévisible de la révolution à venir (ou pas principalement), mais dans les conséquences visibles dans le combat présent, c'est-à-dire dans la compréhension — qui peut être diverse et conflictuelle — de « la guerre de position ». Ou encore dans la manière précise d'aborder la manière d'être « révolutionnaire sans révolution ». Ces stratégies peuvent à l'évidence être menacées de réformisme de fait ou à l'opposé de gauchisme archaïque. Il y a donc des risques à prendre, ceux du débat dans une organisation nouvelle. Mais une organisation pour le renversement du capitalisme, pas une autre.

Une fois ceci rappelé, tirer le bilan de notre lutte pour cette « nouvelle force anticapitaliste » est devenu indispensable. On ne peut pas continuer à proclamer sa nécessité dans des résolutions de congrès sans rendre compte du fait patent que si la LCR s'est développée à l'aide de cette ligne (et notamment), la nouvelle force espérée n'a pas vu le jour. Ce qui, inévitablement et régulièrement, conduit à des déchirures internes, des camarades estimant que c'est la « frilosité » de secteurs de la direction qui explique cette non réalisation. Cela provoque une fragilité constitutive pour la LCR, qui est peut-être la seule organisation qui cherche à se développer tout en expliquant à qui veut l'entendre qu'il faut en construire une autre ! Et oscille en conséquence entre une fierté d'organisation parfois exagérée et une dévalorisation systématique accompagnée d'un statut par définition subalterne...

Voici quelques éléments à ce propos que je soumet à la discussion.

La « nouvelle force » doit être anticapitaliste, « antisystème », socialiste. Il s'avère que des secteurs avec lesquels nous collaborons dans le combat antilibéral sont souvent moins « radicaux » que ce niveau. Il faut en prendre acte tranquillement et sans ultimatum inutile. Il est possible (mais peu probable) que ces secteurs finissent par donner naissance à un parti qui corresponde à ce sentiment moyen (sur le mode allemand). Il faudrait voir alors quelle serait notre attitude en fonction de la dynamique éventuellement créée, et ne rien exclure par avance. Mais ce genre de parti n'est pas « la nouvelle force » que nous souhaitons, et éventuellement le combat en ce sens s'y poursuivrait d'une manière organisée.

La LCR a elle-même désormais certaines caractéristiques de la « nouvelle force ». Une option possible serait alors d'accentuer cette évolution de manière à ce que la mutation de la LCR la constitue elle-même en cette « nouvelle force ». Pour que ceci soit possible, il faudrait que la décantation des forces anticapitalistes éparses soit plus développée qu'elle ne l'est et qu'elle pourrait l'être dans une avenir prévisible. De plus, même s'il y a une certaine variété des options stratégiques qui s'y manifestent comme le montre le débat récent, la LCR reste globalement attachée à des « orbites », qu'à juste titre il ne faut pas abandonner. La mutation de la LCR est indispensable, et elle est en retard (changement de nom, de mode de fonctionnement) pour aider au regroupement de tous les révolutionnaires au sens large. Elle ne pourra pas résoudre l'équation à elle seule.

Ceci est lié entre autres à la crise des relations à l'engagement politique partidaire qui est loin de s'atténuer et peut même se développer si la crise du PC s'accroît. En tout cas, il est difficile d'imaginer une évolution positive rapide dans le sens de cet engagement directement politique (quel qu'en soit la forme) de la part de toutes celles et tous ceux qui se pensent à partir « du mouvement social », les syndicalistes en particulier, mais pas seulement.

Tout ceci explique sans doute la constatation suivante. Des chocs sociaux et politiques d'une grande ampleur, comprenant y compris le surgissement d'une nouvelle génération militante, n'ont pas suffi pour bâtir la nouvelle force anticapitaliste. Mais attendre la solution de chocs encore plus forts nous conduirait à l'immobilisme (si ces chocs ont lieu, à la hauteur d'un 68 par exemple, c'est de bien d'autre chose qu'il faudra s'occuper !).

Il faut sans doute imaginer des étapes intermédiaires. Puisqu'il paraît difficile de miser sur un dépassement rapide des formes d'organisations actuelles, il faut songer à la manière de regrouper les anticapitalistes même si ces formes organisées (partidaires ou non, nationales ou locales) subsistent, dont la nôtre, la LCR. Alliances formelles, fédérations, unions organiques, etc. La possibilité que ceci soit autre chose que groupusculaire ne dépend pas entièrement de nous, mais de l'évolution générale (entre autres des contradictions PC, de la constitution ou non d'un nouveau gouvernement socialiste et de l'attitude des uns et des autres face à lui, des radicalisations sociales, etc.). Mais c'est sans doute la manière de traduire de manière autrement que fantasmagorique notre position générale.

*** Cette contribution a été initialement diffusée dans "Le Courrier de la DN" [Direction nationale de la LCR] du 18 septembre 2006.**

Pour une hégémonie émancipatrice

Vers les crises stratégiques du XXI^e siècle

MATHIA Alain

Il s'agit dans cet article de saisir quelques traits majeurs de la période politique que nous traversons pour tracer les pistes d'une orientation conséquente vers le dégagement d'un nouvel horizon libérateur pour les salariés et les classes populaires, ouvrant ainsi la voie aux nouvelles crises stratégiques contemporaines.

Une période marquée par de fortes contradictions

La période que nous traversons est caractérisée par deux ordres de détermination qui sont de portées différentes. Une offensive internationale d'ampleur dictée par les impératifs du capital financier a lieu depuis le début des années 80. Elle vise à remettre en cause l'ensemble des acquis sociaux conquis par le mouvement ouvrier et à réordonner en profondeur les rapports entre les classes. Cette remise en cause concerne également les rapports entre les impérialismes dominants et les peuples et régions dominés, à la fois sur le terrain économique, diplomatique et militaire, notamment par un état de guerre permanent. Cette mondialisation capitaliste et guerrière provoque en retour des résistances importantes sur le plan idéologique et social dans une série de pays. Elle est également à l'origine de l'émergence du mouvement altermondialiste et d'un fort mouvement anti-guerre. Sur le plan politique, cette offensive entraîne des ré-ordonnements au sein des forces de gauche sur la question du libéralisme au sein des forces de gauche.

Mais ces éléments conjoncturels doivent être replacés dans une temporalité de plus longue durée. Il faut constater que les résistances sociales répétées au libéralisme et son large discrédit idéologique, ne donnent pas lieu à des affrontements sociaux d'ampleur qui impriment en profondeur les rapports entre les classes. La situation semble ainsi marquée par une certaine déconnexion : les rapports politico-idéologiques (rejet et discrédit profond du libéralisme) s'expriment sur le plan électoral (21 avril, 29 mai ...) ont du mal à se traduire pleinement sur le terrain social. Le 29 mai remet en cause un projet central des bourgeoisies européennes dans le cadre d'un référendum et l'immense mobilisation sociale contre le CPE et la précarité ne débouche que sur le retrait d'une simple mesure.

Il ne s'agit pas de sous-estimer la portée que cette victoire pourrait avoir ultérieurement, mais à première vue il semble bien que la montagne a accouché d'une souris. Alors que les conditions étaient objectivement relativement favorables pour un développement en grève générale, cela n'a pas eu lieu.

Ecartons tout de suite les procès peu utiles contre les directions syndicales qui n'ont pas appelé à la grève générale (en 1936 et en 1968 elles ne l'avaient pas fait).. Il ne s'agit en rien de les dédouaner de leur part de responsabilités, mais de comprendre les raisons de fond qui sont ailleurs.

On peut dire que cette déconnexion renvoie à des problèmes de conscience, certes. Mais cela revient au fond à répondre par ce qu'il faut précisément expliquer : qu'est-ce qui entrave le développement d'une conscience anticapitaliste large alors que l'élément moteur des luttes de classes est présent, et que des différenciations ont lieu à une échelle de masse avec le social-libéralisme ?

Plusieurs pistes d'explication se combinant doivent être avancées :

- La première est que l'offensive capitaliste libérale a infligé de sérieuses défaites au mouvement social et ouvrier. Dans le cadre d'un rapport de force très dégradé, il ne parvient au mieux qu'à ralentir l'offensive, emporter des victoires partielles, voire bloquer certaines mesures les plus emblématiques, mais sans parvenir jusqu'ici, à infliger de recul social majeur aux classes dirigeantes en embrayant sur une contre-offensive.

- La deuxième renvoie aux bouleversements que la mondialisation capitaliste opère dans les rapports de production et de domination politique à l'échelle internationale, et partant, dans les formes de la lutte des classes et le cadre de l'action politique émancipatrice et révolutionnaire.

La mondialisation a très largement dépassé la sphère financière, pour réorganiser de manière pratique et immédiate les rapports d'exploitation, les conditions de création de la valeur et de l'accumulation. Sur le plan politique, l'exercice de la domination, le contenu et les rythmes des contre-réformes libérales sont de plus en plus décidés à des échelons supranationaux même si les Etats continuent à avoir de fortes prérogatives. La mise en oeuvre pratique de l'offensive, la gestion de ses conséquences sociales, de même que des affrontements sociaux qu'elle provoque restent en effet dévolues aux Etats. Mais il est incontestable par exemple qu'en Europe, les institutions européennes jouent un rôle considérable dans l'organisation de l'offensive néo-conservatrice à l'échelle du continent, de même que l'OMC a un rôle de premier plan dans la coordination internationale de

cette offensive. Exploitation et domination s'articulent en fait à plusieurs niveaux : national, régional et mondial. Le mouvement social et ouvrier a été totalement déboussolé et a été incapable d'opposer une ligne de défense coordonnée à cette échelle, paralysé par sa culture nationale. Même si le creuset du mouvement altermondialiste commence à permettre de le combler, il reste que le mouvement social et ouvrier est encore largement distancé.

Cela pose rapidement une question qui interpelle directement toute stratégie émancipatrice et révolutionnaire : Dans un tel enchevêtrement d'échelons déterritorialisés, la crise révolutionnaire, en tant que crise nationale des rapports de domination et d'exploitation, est-elle encore possible ? Si l'avenir de la révolution d'Octobre se jouait en Europe déjà en 1917, on mesure ce qu'il en est aujourd'hui. Des développements immédiats de grande ampleur devront avoir lieu dans une série de pays avoisinants pour permettre toute consolidation et approfondissement, sans qu'il soit possible d'en prévoir les formes.

Mais l'explication essentielle se situe dans l'absence de tout projet politique d'émancipation depuis la fin des années 80. Ce vide marque en profondeur les luttes de classes cantonnées à des résistances, condamnées à une répétition inlassable de parties déjà jouées. Le débat stratégique sur les moyens de parvenir à une société émancipée ne peut avoir de sens à une échelle significative tant que cet horizon émancipateur est bouché.

La fin du siècle court et le nouveau capitalisme mondialisé ont tourné la page d'une période révolue. La révolution d'Octobre éclate dans une histoire jalonnée par 1830, l'A.I.T., 1848, la Commune de Paris, la Seconde Internationale et ses immenses partis ouvriers. Elle s'inscrit dans une époque où, si des bouleversements profonds et des ruptures ont lieu (notamment l'écrasement de la Commune et la dissolution de la Première Internationale), tout se passe dans une certaine continuité historique, sans rupture de haute portée telle que celle opérée par 1989. La chute du mur emporte avec elle le champ politique de l'émancipation, que la transformation de la social-démocratie en social-libéralisme achève.

Pour franchir un nouveau cap et embrayer sur une contre-offensive, les résistances ont besoin de se dégager de l'emprise « naturalisée » de la logique capitaliste et de la concurrence généralisée. En l'absence de projet crédible de transformation sociale émancipatrice qui dénoue cette emprise, l'horizon stratégique des résistances reste nécessairement bornée par le système. Tout en étant un moteur irremplaçable, elles sont incapables d'une transcendance par elle-même en alternative politique. A moins de vouloir se complaire dans une posture romantique dominée par l'ombre de la défaite, notre tâche centrale est donc de reconstruire cet espace politique émancipateur.

Reconstruire le mouvement ouvrier, retisser le fil rompu d'une mémoire et d'une conscience propre, suppose des affrontements sociaux majeurs. Mais pour que ces affrontements offensifs aient lieu, il est nécessaire de faire sauter la chape de plomb asphyxiante du social-libéralisme, par le dégagement d'un large champ où le mouvement ouvrier trouve à se déployer et à s'inscrire dans la durée. Quelles que soient ses qualités, à l'évidence, une organisation de 3000 militants n'est pas en capacité d'en créer les conditions.

La combinaison de la dégradation des rapports sociaux, de la paralysie d'un vieux mouvement ouvrier empêtré dans les frontières nationales et du vide de toute perspective d'émancipation brosse un tableau qui peut sembler sombre. Les résistances sociales non-démenties à partir du milieu des années 90 permettent de le nuancer. Mais c'est du côté du mouvement altermondialiste que parviennent des lueurs d'espoir changeant la physionomie du tableau.

Lueurs d'espoir.

Les conditions d'émergence de l'altermondialisme et ses caractéristiques font de ce mouvement le seul creuset contemporain apte à reformuler une alternative globale à la mondialisation du capital. En premier lieu, le caractère immédiatement mondial du nouveau capitalisme combiné avec le développement exponentiel des moyens de communication fait naître en contrepoint une conscience immédiatement mondiale à une échelle inédite. La déclaration du contre-sommet de Gênes : « Ils sont 8, nous sommes des milliards » exprime bien cela. C'est un basculement d'envergure qui écarte un écueil mortel. Plus d'une fois, le mouvement ouvrier s'est laissé piégé mortellement par le nationalisme. Certes, ces impasses ont été facilitées par la trahison de 14 de la social-démocratie puis par le stalinisme. Mais cela a bien rencontré un écho dans les rangs populaires des pays impérialistes. En contrepoint radical, l'immense manifestation mondiale contre la guerre d'Irak, le 15 février 2003, démontre spectaculairement que le mouvement altermondialiste n'a pas de patrie.

De même, les contre-sommets et forums sociaux, véritables bouillons de culture géants, sont l'occasion d'expériences inédites à cette échelle de débats, d'expérimentations simultanées de nouveaux rapports humains et de mobilisations dans lesquels l'auto-organisation tient une place de choix. Lieu par excellence de contestation de l'ordre dominant ; le mouvement altermondialiste est un espace privilégié de déroulement d'une guerre de position, pour reprendre une terminologie gramscienne, comme stratégie de construction d'une hégémonie de ceux d'en bas, préparant les affrontements futurs.

L'extension de ce mouvement à de nouveaux continents, son enracinement populaire et sa capacité à faire se rencontrer et débattre des syndicats, partis, ONG et associations les plus divers de toutes nationalités sont des atouts décisifs. Toute chose égale par ailleurs, des points de ressemblance sont à noter avec la Première Internationale qui rassemblait déjà des organisations et courants divers : syndicats, partis et courants - point de départ du mouvement ouvrier organisé, de ses différents courants et ses diverses branches.

Dans le sillage de ce mouvement, émergent des balbutiements d'alternatives régionales. En Europe, la visibilité et l'importance symbolique des conflits sociaux et politiques à l'échelle européenne démontrent à l'envie leur importance politique croissante. La grève des dockers européens en février 2006, témoigne que la construction européenne dans le cadre de la mondialisation élargit le cadre des luttes de classes immédiates à une échelle régionale. De même, le retentissement des Non français et hollandais a joué à n'en pas douter un rôle non-négligeable pour favoriser la constitution du WASG en Allemagne.

Dans le même registre, le FSE de Grèce a joué un véritable rôle de passeur à de multiples niveaux. Il a ainsi été simultanément une caisse de résonance de la portée du Non à la Constitution et un lieu de passage de témoin entre la formidable mobilisation contre le CPE en France à sa réplique grecque dans les universités. Tout cela témoigne d'une certaine synchronisation régionale des mouvements sociaux et des recherches d'alternatives qui appelle de nouveaux développements continentaux. L'analyse vaut aussi pour d'autres régions du monde, peut-être plus encore pour l'Amérique Latine.

Si le mouvement altermondialiste peine encore à coordonner efficacement les différents réseaux et agendas de lutte, il s'agit surtout d'une crise de croissance surmontable comme en a témoigné le succès du FSE d'Athènes. Pour toutes ces raisons, le mouvement altermondialiste est un espace stratégique de reformulation d'un projet émancipateur global.

Ruptures et recompositions à gauche

Prise en ciseau entre l'offensive de la mondialisation capitaliste d'un côté, les résistances confirmées et le discrédit du libéralisme de l'autre, la gauche réformatrice voit des craquements et des reclassements s'opérer en son sein. Le Parti Socialiste se situe désormais sans ambiguïté à l'intérieur du libéralisme. Les forces qui n'ont pas renoncé à changer l'ordre social, sont poussés à rompre avec le social-libéralisme pour maintenir leurs objectifs de manière crédible. Mais ces pas restent fragiles et partiels en raison d'intérêts d'appareils. La question des rapports avec la direction du PS devient donc une interrogation majeure, en premier lieu pour le PCF.

L'orientation de ce parti vise à marier ses positions institutionnelles une volonté sincère de rompre avec le libéralisme. Ses intérêts d'appareils jouent à n'en pas douter, un rôle important dans la détermination de sa politique. Mais croire que cela dicte la politique du PCF relève d'une vision assez sommaire. C'est d'abord oublier que le PCF est un parti ouvrier, travaillé en profondeur par les fractures des classes populaires, les luttes de classes et le mouvement altermondialiste. Mais c'est également une mosaïque de réalités locales et de courants forts divers. Entre sa volonté de rompre avec le libéralisme et ses liens avec le PS, il est soumis à de fortes contradictions, encore aiguisées par la logique intrinsèque du 29 mai : c'est sa quadrature du cercle.

D'autant plus qu'à sa gauche a émergé un pôle anticapitaliste, dont la LCR est désormais la figure emblématique. Le tremblement de terre vécu par le PCF lors des résultats électoraux de 2002 et la force d'attraction de la gauche anticapitaliste sur son électorat constitue un autre terme important de son équation. Cette position nouvellement acquise par la LCR lui ouvre la possibilité de contester au PCF son leadership à gauche du PS et de contrebalancer une orientation inconséquente, à condition de savoir faire preuve de souplesse tactique, comme la ligue a su le démontrer dans un passé récent. La place qu'a su prendre la LCR et son porte-parole pendant la campagne du 29 mai en témoigne. Et pourtant, il s'agissait bien d'un referendum, démentant l'idée que les révolutionnaires seraient les éternels perdants des parties électorales.

S'il serait dangereux de sous-estimer les problèmes existants dans le processus des candidatures unitaires, ce n'est pas ce danger là qui menace la LCR, mais bien au contraire celui de mésestimer ses potentialités. Une dynamique de rupture large et organisée avec le social-libéralisme est en cours. Celle-ci a lieu dans un contexte de résistances sociales confirmées, de discrédit béant du libéralisme, et de l'émergence de l'altermondialisme. Il faut discuter des rythmes de cet élan, n'écarter aucun problème, apprécier ses forces et faiblesses, notamment au regard des rapports avec la social-démocratie libéralisée. Mais la possibilité existe de faire un pas en avant décisif vers la construction d'une perspective émancipatrice à la gauche du PS. Pour affermir et faire grandir cette dynamique et favoriser des différenciations positives en son sein, plusieurs niveaux de rapports de force doivent être distingués : d'abord la nécessité d'ouvrir un espace politique large en rupture avec le libéralisme sous toutes ses formes. et ensuite dans ce cadre, la construction d'un rapport de force pour consolider ce socle quant à la question des rapports avec le PS, sur les problèmes de contenus et du lien avec les mobilisations sociales. Mais en ayant à l'esprit deux choses.

En premier lieu, que c'est uniquement si nous nous situons sans ambiguïtés dans cette perspective que ces batailles politiques à l'intérieur de ce front pourront porter leurs fruits, et que des

compromis sont donc inévitables. Et en second lieu, qu'il est illusoire de penser que toutes les questions pourraient être résolues d'emblée ; leur solution sera le produit combiné du test des événements au regard des positions des uns et des autres.

Ces éléments militent pour la construction d'une nouvelle force politique large, antilibérale et anticapitaliste, dont le profil devra affirmer une perspective d'émancipation des travailleurs et du plus grand nombre, dans le creuset du mouvement altermondialiste. Des courants divers la composeront, parmi lesquels une tendance structurée non-sectaire, affirmant ouvertement la nécessité de ruptures stratégiques aura toute sa place. Dans ce cadre qui vise à redonner corps à un horizon libérateur, la question d'un gouvernement apte à ouvrir une telle perspective se pose nécessairement.

La question gouvernementale

Plusieurs raisons plaident pour que la question d'un gouvernement apte à répondre aux besoins sociaux soit prise en compte dans toute ses dimensions, à la fois agitative, et en terme de perspective concrète dans une dynamique d'affrontement avec les possédants et de développement d'organes auto-organisés. Elle est un élément nécessaire d'une stratégie pour la période, permettant de jouer sur les rapports de force entre les classes dans une perspective de reconstruction d'une alternative émancipatrice. Ainsi, pour écarter l'écueil toujours possible d'une fuite en avant du mouvement altermondialiste, impuissante à changer le cours des choses, ce problème prend toute son acuité. Les gouvernements continuant d'être les acteurs concrets de la mise en œuvre de l'offensive capitaliste libérale, la question gouvernementale se pose objectivement pour changer pratiquement le cours des choses.

De manière plus générale, elle découle de la conscience contradictoire des travailleurs et de la très grande majorité de la société qui sont « subjugués » par les institutions capitalistes. Les travailleurs et l'immense majorité pensent spontanément que seul un gouvernement est en mesure de répondre aux besoins sociaux, et transformer éventuellement la société. Sauf dans des courtes périodes de crises révolutionnaires, la conscience de l'immense majorité est réformiste. Répondre concrètement à cette question est donc nécessaire pour s'adresser à toute la population de manière intelligible. Il ne s'agit pas d'avancer cette perspective comme une fin en soi, mais comme une « médiation démocratique de masse » apte à ouvrir la voie vers des affrontements stratégiques et à sortir de l'emprise des institutions dominantes.

Enfin, dans une situation politique dominée à la fois par un rapport de force dégradé entre les classes, un bouleversement des rapports d'exploitation et de domination paralysant le vieux mouvement ouvrier et l'absence de toute perspective émancipatrice, la question gouvernementale devient une

question majeure. Elle prend naturellement sa place dans une stratégie qui vise à reconstruire un horizon libérateur en même temps qu'à favoriser des nouvelles confrontations sociales d'ampleur.

Malgré toutes les différences avec la situation contemporaine, les élections du front populaire et la grève générale de mai-juin 36, qu'il faut distinguer de la politique du Front Populaire lui-même, constitue un exemple intéressant. Parmi les éléments positifs qu'il faut retenir de cette expérience, c'est précisément les conditions dans lesquels cette grève éclate. Après une période de remontées des luttes qui restent défensives, les élections ont lieu début mai et le gouvernement de L.Blum est institué début juin. La vague gréviste démarre immédiatement quelques jours après la victoire électorale, ce qui démontre une chose assez étonnante. Alors que le programme du Front Populaire est bien en deçà d'un programme minimal et que le Parti Radical fait partie de la coalition, la victoire électorale joue un véritable rôle de détonateur social. Les travailleurs en mai-juin 36 ne se mettent pas en grève contre la politique d'un gouvernement qui ne gouverne pas encore, mais au contraire pour l'appuyer et le pousser sans attendre, persuadés, à tort, que ce gouvernement est de leur côté. Malgré le programme très limité et la présence des radicaux, la victoire électorale du Front Populaire rétablit spectaculairement une « confiance de classe ».

Pour sacrifier aux fondamentaux, la question gouvernementale est un vieux débat, elle existe dès le début des années 20, dans les discussions de l'Internationale Communiste. Elle fait l'objet d'un long développement dans la résolution sur la tactique de l'IC, adoptée lors de son 4^e congrès, en novembre 1922. La notion de gouvernement ouvrier est avancée au sens de gouvernement de partis ouvriers représentant les intérêts de la classe ouvrière, conséquence de la tactique du Front Unique. L'intérêt de la démarche est de déterminer un mot d'ordre transitoire qui cristallise les problèmes d'une période caractérisée par un recul du mouvement ouvrier dans l'objectif d'amorcer un retournement offensif.

Plusieurs hypothèses sont détaillées dans lesquels les communistes doivent, ou ne doivent pas, intervenir. Certaines d'entre elles sont analysées comme des gouvernements de collaboration de classe auquel tout soutien ou participation est à proscrire fermement. D'autres permettent d'envisager un soutien ou une participation à un tel gouvernement, dans certaines circonstances et sous certaines garanties. La première d'entre elles est l'hypothèse pure d'un gouvernement exclusif du Parti Communiste mais qui n'a que peu d'intérêt dans la situation contemporaine. La deuxième peut nous donner quelques indications utiles pour la période que nous traversons. Il s'agit, dans certaines circonstances et avec des garanties, du soutien ou de la participation des communistes à un gouvernement ouvrier avec des partis non-communistes, donc réformistes, et résultant d'une combinaison parlementaire. Au

delà de situations extrêmement différentes, plusieurs choses sont intéressantes à noter :

En premier lieu, que cette question surgit à la fin de la vague révolutionnaire de 1917 à 1923 dans une situation où « l'offensive du capital qui [a] prit au cours de ces dernières années des proportions gigantesques, [et] oblige les ouvriers de tous les pays à mener des luttes défensives (...) la plupart des [de ces] grèves n'(ont) [ayant] eu jusqu'à présent aucun succès immédiat (...) »

En deuxième lieu, sans que cela soit dit explicitement, on devine qu'un des partenaires dont il est question n'est autre que la social-démocratie, et cela moins de 10 ans après la grande trahison de 1914 ! : « Les communistes sont également disposés, dans certaines circonstances, et sous certaines garanties (mener vraiment la lutte contre la bourgeoisie), à appuyer un gouvernement ouvrier non-communistes » Mais en précisant d'emblée qu'il faudra « expliquer à la classe ouvrière que sa libération ne pourra être assurée que par la dictature du prolétariat » et enfin : « Les (deux autres) types de gouvernement ouvrier auxquels peuvent participer les communistes (un gouvernement communiste pur et une coalition avec des partis non-communistes décrite ci-dessus) ne sont pas encore la dictature du prolétariat ; ils ne constituent pas encore une forme nécessaire vers la dictature, mais ils peuvent constituer un point de départ pour la conquête de cette dictature ». Laissons de côté la notion problématique de dictature du prolétariat.

Ce qui nous intéresse est que dans une situation où le mouvement ouvrier est sur la défensive pour toute une période, la perspective et la réalisation d'un gouvernement ouvrier résultant d'une combinaison parlementaire, sous certaines garanties, est en capacité d'ouvrir une perspective offensive. Si l'histoire n'a pas donnée d'exemple de gouvernement de ce type, la victoire électorale du Front populaire et la grève générale de juin 36 qu'elle déclenche, va dans le sens de cette analyse, bien que le Front populaire lui-même était un gouvernement de collaboration de classe.

Deux ordres de considérations doivent nous guider pour aborder cette question de manière pragmatique dans l'optique de jouer sur les rapports de force et d'ouvrir une nouvelle perspective d'émancipation. Le premier est la question des alliances qui comporte un discriminant. Un tel gouvernement est impossible avec le PS pour des raisons déjà évoquées. Cela ne fait pas débat au sein de la LCR, il est donc peu utile de développer. Le deuxième considérant est double. Il faut regarder simultanément le contenu programmatique et la dynamique sociale qu'elle est susceptible de déclencher. Il est par exemple peu productif de discuter d'un programme antilibéral dans une logique visant à lui donner un caractère anti-capitaliste dès lors que ce programme nécessite des affrontements d'ampleur pour être mis en œuvre et qu'il y a un

accord précis pour y recourir de manière à briser la résistance des possédants. Il ne s'agit pas de sous-estimer la discussion programmatique sur un certain nombre de points jugés clé, mais d'avoir à l'esprit qu'un programme dont le contenu formel reste antilibéral nécessite pour sa réalisation et dans le cadre du capitalisme libéral actuel, des confrontations majeures dont la dynamique propre est anti-capitaliste.

Deux grands cas de figure peuvent se présenter avec des possibilités intermédiaires multiples.

1- Il n'y a pas de dynamique sociale, peu ou pas de mobilisation, l'hypothèse gouvernementale ne se pose pas, les rapports de force politique ne sont pas à ce niveau.

2- Des résistances importantes et répétées ont lieu, des victoires partielles sont remportées, tout en restant dans un cadre défavorable aux salariés. L'hypothèse peut-être envisagée dès lors que le contenu du programme défendu avec nos partenaires, qui serait nécessairement un programme de compromis, nécessite des mobilisations sociales d'ampleur qui remettent en cause le fonctionnement normal de la société capitaliste et de la propriété privée et qu'il y a accord avec les partenaires de l'alliance sur la nécessité d'y recourir pour vaincre les résistances des classes dirigeantes. Un tel gouvernement pourrait ainsi être susceptible d'enclencher un bond en avant du mouvement social et ouvrier, ouvrant la voie à des affrontements d'ampleur inédite dans la période contemporaine. Notre tâche principale serait alors de favoriser le développement des organes d'auto-organisation dans le but d'ouvrir la voie à des affrontements stratégiques.

3- D'autres hypothèses sont possibles dans une situation politique similaire, sans que la question gouvernementale ne se pose pour nous, mais qui peuvent populariser l'option décrite plus haut, et influencer immédiatement sur les rapports de force sociaux et politiques : il existe un programme de compromis tel que décrit ci-dessus mais certains de nos partenaires éventuels envisagent de gouverner avec le PS, ou de se situer dans le cadre d'une alliance parlementaire avec lui. Mais en même temps, la situation pousse à ce qu'une alliance électorale à la gauche du PS et sur un contenu antilibéral ait lieu, de larges secteurs moteurs des victoires passées, dans le mouvement social, chez des militants politiques, y compris notre frange sympathisante, y sont favorables et peuvent le percevoir comme un début de débouché. Nous sommes face à une situation contradictoire, à la fois pleine d'espoirs et qui comporte de réels dangers. Il nous faut répondre, réellement, à l'un et à l'autre. Dès lors que nous avons l'assurance que le programme défendu ensemble et la campagne elle-même n'aborderait pas cette question, et que nous avons toute latitude pour développer notre interprétation quant à cette question au vu du programme, rien n'oblige à faire de la question gouvernementale, un discriminant pour conclure une telle

alliance électorale. Tout en sachant que toute participation à un gouvernement avec le PS de certains partenaires ouvrira pratiquement de nouvelles clarifications, d'autant plus importantes que nous pourrons les favoriser.

Pour conclure, l'effondrement du prétendu « socialisme réel » conjugué au nouveau capitalisme ont clot une période politique. Les nouvelles résistances contemporaine réouvrent un nouveau cycle qu'il nous faut conforter en déployant une stratégie politique cohérente tendue vers l'horizon d'une nouvelle société émancipée

Paru dans "Critique communiste" n° 181, novembre 2006, dans le dossier "Questions de stratégie".

Stratégie et parti, ne pas abuser des mélanges...

SIMPLON Joséphine, PIERRON Côme

Dans son texte intitulé « Mélanges stratégiques » [1], Samy Joshua débat notamment de la construction du parti révolutionnaire. Traitant de stratégie, il répond aussi à des camarades ne défendant pas le même point de vue que nous ; ni sur les perspectives, ni sur le parti. Nous partageons beaucoup d'éléments avancés en particulier quand il rappelle le rôle central de la question de l'État et donc l'impossibilité de contourner le pouvoir de la classe dominante pour bâtir une nouvelle société. Mais l'accord sur la nécessité de la prise du pouvoir laisse de côté nombre de débats sur les moyens d'y parvenir, en particulier à propos du parti, son programme, ses contours, ses objectifs, ses hypothèses stratégiques... En bref qu'est-ce qu'être révolutionnaire aujourd'hui dans une conjoncture qui ne l'est pas ? Cette problématique est au cœur des discussions sur la construction d'une nouvelle force. Poursuivons donc le débat.

Le retour de la question stratégique

La discussion sur les problèmes stratégiques a repris de la vigueur. Des camarades ne le voient pas et s'étonnent qu'on puisse dès lors rouvrir des débats, en particulier sur le parti, qu'ils croyaient réglé pour la durée d'une « nouvelle période », par définition non mesurable. Pourtant nous ne sommes plus exactement dans le même contexte qui avait amené la Ligue à remettre en cause la perspective « immédiate » de construction d'un parti révolutionnaire en s'appuyant sur la rupture que représentait avec la période « des guerres et des révolutions » une série d'événements bouleversant les rapports de force mondiaux (effondrement du stalinisme, conversion de la social-démocratie au social-libéralisme, mondialisation capitaliste...). Venant se substituer à celle ouverte par la révolution d'octobre, cette nouvelle période ne laissait voir aucun horizon de transformation sociale, justifiant à bien des égards d'envisager le futur proche du combat révolutionnaire au travers de médiations organisationnelles et programmatiques (nouvelle époque, nouveau programme, nouveau parti).

La crise historique du mouvement ouvrier, la nécessité de penser son avenir en termes de recomposition-reconstruction (et plus reconstruction aujourd'hui que recomposition...), l'absence d'hypothèses stratégiques envisageables « à court terme », les déconvenues (sur la crise révolutionnaire à venir après 68, l'après 81, en passant par l'échec des révolutions portugaise et nicaraguayenne, sans parler de l'échec des tentatives de regroupement des révolutionnaires à l'échelle mondiale ou nationale), les théorisations sur la fin de l'Histoire

et de la classe ouvrière comme sur la victoire de l'impérialisme et son nouvel ordre mondial, rendaient probablement indispensable la réflexion sur les moyens de rebâtir un projet « à la gauche du possible ». Concernant la construction du parti, ce projet laissait volontairement en suspens une partie des délimitations stratégiques fruits de l'expérience du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Mais après ce « degré zéro » du débat stratégique, un nouveau temps est apparu avec le retour de luttes de résistance ne se cantonnant pas à s'opposer aux avancées ultralibérales. Le milieu des années 90 est le point de départ d'une revivification de la réflexion politique et de tentatives de penser l'alternative et l'émancipation. L'apparition du mouvement zapatiste, les grèves de 95, le mouvement altermondialiste, l'expérience de la démocratie participative au Brésil, les révoltes albanaises, argentine et ukrainienne, les mobilisations antiguerres, le processus révolutionnaire bolivarien ou la victoire de Morales en Bolivie comme les débats portés par Holloway (changer le monde sans prendre le pouvoir) ou Negri (l'Empire et la multitude) créent les conditions d'un vaste débat dans lequel les questions stratégiques retrouvent une importance nouvelle.

Dire cela ne signifie pas que les rapports de force mondiaux ont été inversés et que la classe ouvrière est à l'offensive. Au contraire, les rapports de force restent défavorables et la bourgeoisie continue d'engranger des victoires partielles brisant les acquis du monde du travail et les solidarités nécessaires. Cela rend difficile des luttes victorieuses et la reconstruction d'une conscience de classe permettant d'inverser la tendance actuelle. Mais le contexte n'est plus à la voie royale pour l'impérialisme. Il se heurte à une accumulation de nouvelles expériences de lutte (encore insuffisantes pour refonder la conscience d'une victoire possible de ceux d'en bas et encore moins un parti mondial...). Ajoutées aux soubresauts de la course au profit, elles concourent à l'instabilité du système de domination et donc à d'inévitables nouvelles explosions. Celles-ci créent de nouvelles conditions pour une réappropriation de la discussion sur les voies et les moyens du changement. Puisque « l'actualité réclame aujourd'hui plus que des résistances, des alternatives » comme l'écrit Daniel Bensaïd [2], alors nous sommes parmi les mieux placés pour apporter notre pierre à l'édifice. Non seulement parce que nous avons des idées précises sur la question mais surtout parce que ce retour – si minime soit-il – est l'occasion d'une bataille politique contre les adversaires d'un socialisme authentique. Et cela même si les partis « comme le nôtre » ne se sont pas trouvés en situation de diriger une révolution. Ils n'en sont pas moins porteurs d'un capital

théorique et d'une expérience irremplaçables. Ce bouillonnement inscrit à l'ordre du jour de nouvelles controverses au sein même d'un mouvement antilibéral traversé par deux options : réinsérer la gauche radicale dans le giron de la gauche institutionnelle ou construire une alternative basée sur l'indépendance de classe.

D'ailleurs ce n'est pas par hasard que réapparaissent des textes et des dossiers consacrés aux questions stratégiques ainsi qu'un nouveau Manifeste. C'est la compréhension diffuse que cette phase, qui voit l'émergence de nouvelles générations militantes (altermondialisme et mouvements de la jeunesse), rend indispensable la réappropriation d'éléments clés et la réaffirmation – adaptée – de démarcations fondamentales. Réappropriation et pas seulement nouveau programme car s'il faut intégrer de nouvelles dimensions (féminisme, écologie, etc.), il faut aussi remettre au goût du jour des acquis programmatiques nombreux et encore opérationnels. Travail identique au travers du contenu des discours d'Olivier Besancenot quand il parle de Louise Michel, du communisme et des moyens d'y parvenir et quand il intègre la problématique des discriminations tel qu'il le fait.

Et donc de la question du parti

De ce point de vue, même la discussion sur le « parti révolutionnaire » refait sens. Loin de faire l'unanimité y compris parmi ses partisans, elle a néanmoins repris dans la LCR. Il ne s'agit pas de revenir à une conception stricte du « parti révolutionnaire des travailleurs » modèle années 70. Mais en relation avec la question de la construction d'une nouvelle force anticapitaliste, de voir dans les coordonnées actuelles ce qu'il est possible de faire avancer de manière pédagogique pour réarmer la nouvelle génération et préparer les affrontements à venir, qu'ils soient révolutionnaires ou simplement antilibéraux.

En vingt ans, notre représentation du parti a fluctué. Dans un premier temps, le parti aux « délimitations stratégiques inachevées » ou « peu délimité » fut conçu comme une médiation temporaire vers le parti révolutionnaire (ce qui impliquait que les révolutionnaires soient organisés au sein du parti large). Cela signifiait clairement et à juste titre que par-delà la nécessité de regrouper, nous visions le dénouement révolutionnaire de l'antagonisme de classe bourgeoisie-prolétariat. Même si la période n'était pas elle-même révolutionnaire. Ce qui impliquait, par exemple dans un processus de rapprochement, de défendre l'intégralité de nos grandes définitions programmatiques. Est venu se substituer à cette représentation, celle de la « nouvelle force » aux contours idéologiques flous - Samy dit qu'elle doit être « antisystème ». Enfin ce que certains camarades appellent un parti marxiste.

Cette formule récente prend en compte le besoin de remettre sur le métier les questions stratégiques. Sans toutefois aller

jusqu'au bout de la discussion car est-ce qu'un parti marxiste peut être autre chose qu'un parti révolutionnaire ? Est-ce que la rupture avec le capitalisme peut se faire autrement qu'avec une révolution ? Toujours est-il que ces questions se posent ou en tout cas se poseront dès que les conditions pour avancer dans des pas concrets seront réalisées. À condition de ne pas s'autolimiter...

Une nouvelle force anticapitaliste et révolutionnaire

En conséquence, la force que nous voulons construire ne peut « seulement » être anticapitaliste mais aussi révolutionnaire. Au sens où elle maintient le cap d'une démarcation stricte avec le réformisme non pas essentiellement dans ses axes revendicatifs mais aussi dans son rapport aux institutions et à l'État. Parce que nous agissons toujours pour une rupture avec le capitalisme, dans la perspective du socialisme et que nous savons qu'il n'y aura pas de rupture durable sans révolution et pas de révolution sans parti révolutionnaire. Le contexte n'y est certes pas favorable. Mais les rapports de force ne sont pas immuables. Aussi nous voulons garder le fil à plomb du parti révolutionnaire. Cela suppose d'éduquer les nouvelles générations militantes, dans la ligue comme à l'extérieur, à regarder cet horizon, pour ne pas perdre la boussole à chaque nouvel aléa de la lutte des classes. Notre tâche consiste donc à construire un courant révolutionnaire dans un contexte qui ne l'est pas.

À la différence de ce que les trotskystes pouvaient développer dans le passé en s'appuyant sur les acquis programmatiques, ou du moins une certaine répétition des textes fondateurs, ces éléments contiennent forcément un certain flou par rapport aux questions du parti révolutionnaire et de la révolution elle-même. C'est en cela qu'ils prennent en compte le caractère brouillé du débat idéologique d'aujourd'hui, le fait que nous n'avons pas « d'horizon révolutionnaire », d'hypothèses stratégiques clairement définies. Mais c'est aussi en cela qu'ils essaient de participer aux nouveaux débats et de contribuer à apporter des réponses de classe se démarquant de celles des réformistes « sans réformes » et des antilibéraux qui s'apprentent à brader la belle bataille du 29 mai en déclarant leur soutien à la gauche institutionnelle au nom de l'unité et de la seule nécessité de « battre la droite ». Pour voir plus loin : (re)fonder un projet crédible et construire un parti doté d'une influence de masse permettant à notre classe de conquérir l'hégémonie nécessitera de nouvelles expériences, cela fait accord entre nous. Toutefois, ces expériences ne seront utiles que si elles permettent de faire progresser la conscience de l'avant-garde « large » et forgent une nouvelle direction pour préparer l'inévitable affrontement. D'autant que le mouvement ne repartira pas de zéro. Cela suppose de tirer les leçons de chaque pas, de chaque victoire et de chaque échec. Comment le faire sans réinvestir l'apport des expériences passées ? Sans la

connaissance de l'objectif ? Le brouillard cache le chemin, il ne le fait pas disparaître...

C'est pour cela qu'il y a une certaine autonomie entre la construction du « parti révolutionnaire » et les conditions concrètes de la révolution. Dire qu'on ne peut définir à priori le type de parti parce qu'on ne connaît pas encore quels seront les contours, les « figures » de la révolution n'a pas de sens. Cela revient à dire qu'on ne peut pas bâtir de parti révolutionnaire avant la crise prérévolutionnaire si tant est que celle-ci soit suffisamment rapprochée du dénouement pour éclairer la lanterne de l'avant-garde. Dans les pays impérialistes (Europe, USA), la crise la plus probable sera une crise prolongée combinant sur plusieurs années mouvements de grève, manifestations et blocages, grève générale, révoltes et mouvements insurrectionnels, batailles politiques et électorales. C'est ce qu'indiquent toutes les expériences passées et le mode de fonctionnement et d'organisation du capitalisme dans ces pays, le poids qu'y pèse la classe ouvrière. La guerre populaire prolongée depuis le Larzac libéré ou à partir des Monts d'Arrée (lutte de libération nationale oblige) semble peu probable. Et même si nous n'avons pas d'expériences contemporaines récentes pour alimenter le débat stratégique, nous avons encore une fois des acquis à réinvestir. Les révolutionnaires ne procédaient-ils pas souvent par analogies avec les révolutions antérieures ? Lénine et Trotsky sont allés puiser dans l'expérience de la Révolution française de nombreux matériaux. Pourtant, elle avait eu lieu 128 années avant la révolution d'octobre.

L'absence de visibilité amène d'ailleurs une partie de ceux qui discutent de perspective stratégique à contourner le problème de l'affrontement avec le pouvoir. « Le changement révolutionnaire est plus urgent que jamais, mais nous ne savons plus ce que peut signifier une révolution [...] » écrit John Holloway. [3] Plus que la figure de la révolution, n'est-ce pas surtout le problème de la construction du parti (et donc du programme) qu'ils contournent ? Daniel Bensaïd lui répond et cette réponse a à notre sens une valeur plus générale : « Nous voici au cœur du débat. Au seuil du nouveau millénaire, nous ne savons pas ce que pourront être les révolutions futures. Mais nous savons que le capitalisme n'est pas éternel et qu'il est urgent de s'en libérer avant qu'il ne nous écrase. C'est le sens premier de l'idée de révolution. Elle exprime l'aspiration récurrente des opprimés à leur libération. Nous savons aussi, après les révolutions politiques dont sont issus les Etats-nations modernes, après les épreuves de 1848, de la Commune, des révolutions vaincues du XX^e siècle, que les révolutions à venir seront sociales ou ne seront pas. C'est ce sens qu'a revêtu, depuis le Manifeste communiste, le mot de révolution. Après un cycle d'expériences souvent douloureuses, confrontés aux métamorphoses du capital, nous avons du mal à imaginer aujourd'hui la forme stratégique des révolutions futures. Ce n'est pas nouveau : personne n'avait programmé la Commune de Paris, le pouvoir des Soviets, ou le Conseil des milices de

Catalogne. Ces formes, « enfin trouvées », du pouvoir révolutionnaire sont nées de la lutte même et de la mémoire souterraine des expériences passées. » [4] Cela ne suffit-il pas pour définir pour aujourd'hui l'idée révolutionnaire, la nécessité de la révolution, même dans un contexte qui n'est pas révolutionnaire ?

Aujourd'hui et demain et réciproquement

Qu'est ce qu'être révolutionnaire aujourd'hui ? Pas seulement « travailler à la croissance d'un camp opposé au système... appuyé sur les grands principes d'une alternative socialiste » comme l'écrit Samy et donc s'abstenir de « préparer la révolution ». « Préparer » la révolution, ce n'est pas seulement préparer la prise du pouvoir qui serait la seule justification de la séparation entre les organisations révolutionnaires et les autres partis ouvriers. Car, dès lors, l'éloignement des perspectives révolutionnaires comprises comme l'affrontement ultime et ce qu'il décrit comme la marginalité congénitale des organisations révolutionnaires « comme les nôtres » fondent la nécessité d'un parti « antisystème » qui ne « prépare » pas la révolution mais cherche principalement à résoudre le problème de comment devenir « majoritaire ».

Pour nous, préparer la révolution, ce n'est pas uniquement la faire, « pour aujourd'hui ». Cela doit être compris comme l'action de celles et ceux qui sont porteurs d'une perspective d'émancipation et des moyens de la faire triompher, de « l'aspiration récurrente des opprimés à leur libération ». Ce qui suppose certes de travailler à l'élaboration d'un programme, à chercher à gagner l'hégémonie mais aussi un certain degré d'organisation préalable (construire le parti révolutionnaire avec ou sans médiations). C'est donc porter les acquis programmatiques et organisationnels, l'expérience du mouvement ouvrier révolutionnaire. C'est « creuser le sillon » au sens non de la défense dogmatique d'un modèle de révolution (qui effectivement n'existe pas de manière définitive et exhaustive, dont la forme est imprévisible), mais de la conscience du but (la révolution sociale nécessaire) et d'un cadre de compréhension des enjeux d'une véritable transformation sociale durable qui suppose d'avoir une certaine conception du déroulement de la révolution, de sa préparation, de la transition et des conditions nécessaires à son approfondissement jusqu'au dépérissement de l'état. Et cela contre toutes les expériences de révolutions ou de théories révolutionnaires qui ont conduit à l'échec et à la dégénérescence (l'anarchisme, le stalinisme, le gauchisme...).

Et cela est valable « pour demain » et « pour aujourd'hui ». Car les conditions de la révolution (la prise du pouvoir par l'avant-garde prolétarienne) se construisent effectivement dans les soubresauts de phases préliminaires ou s'accumulent expérience, programme et parti. Bien que la période ne soit pas (à un moment donné) révolutionnaire ou prérévolutionnaire, il n'y aura pas de révolution victorieuse sans la structuration d'un

parti doté d'une influence de masse, porteur d'un programme synthétisant l'expérience passé du mouvement ouvrier et les revendications des masses dans leurs luttes quotidiennes contre les oppressions, défendant la grève générale et l'insurrection comme des outils permettant de disputer le pouvoir au Capital, prônant l'auto organisation comme principe de l'émancipation collective (l'émancipation des travailleurs...), la nécessité de la lutte contre les bureaucraties et la défiance vis-à-vis des institutions (bourgeoises et bureaucratiques), et quelques autres acquis théoriques... Si la séparation entre réformistes (et antilibéraux et anticapitalistes inconséquents) et révolutionnaires n'est indispensable en dernier ressort que par rapport à la question centrale de la destruction de l'État bourgeois, l'accumulation préalable de force (parti/programme) est cependant incontournable. C'est cela préparer la révolution. Le clivage réforme révolution ne peut se réduire à l'ultime désaccord concernant la prise du pouvoir, à la veille du « grand soir ». Il a une réalité pendant tous les actes de la vie politique quand le rapport à l'État et aux institutions est en jeu. C'est-à-dire souvent pour ne pas dire toujours dans la lutte de classe, dans l'action du syndicalisme, des partis et des associations de lutte.

Des divergences stratégiques aux conséquences très pratiques

Pour revenir à la question du parti, la formule « antisystème » suffit-elle (comprise comme un ensemble d'accords sur l'attitude générale par rapport à l'action politique y compris l'accord sur la non-participation à un gouvernement bourgeois), pour faire d'un parti aux délimitations inachevées « notre parti » ? Un parti où « plusieurs stratégies pour en finir avec la société actuelle » pourraient cohabiter ? Comme nous imaginons qu'il ne s'agit pas de plusieurs stratégies (hypothèses stratégiques) pour la révolution, le problème reste entier. Est éludée la question centrale du pouvoir. Même si on croit comme Samy que cette question se résout au dernier moment et qu'on a pas besoin d'en faire un clivage permanent, il faudra bien, à un moment ou à un autre, la résoudre. Et de préférence au bon moment (sauf à penser que la révolution, quelle qu'en soit la forme, ne sera plus nécessaire, ce qui n'est pas le cas de Samy ou que le retour d'une nouvelle période révolutionnaire permettant de réélaborer des hypothèses stratégiques est trop éloigné ; ce qui ramène la réflexion théorique à un art divinatoire). Cette compréhension implique donc la nécessité au minimum de penser les conditions dans lesquelles nous mènerons ce débat à l'intérieur du parti (s'organiser en tendance ou en fraction et donc avoir un parti qui le permette). Cela implique aussi d'avoir en tête qu'il faudra soit résoudre ce problème dans le parti soit en sortir. Il faudra conquérir l'hégémonie dans la société mais aussi dans la nouvelle force. D'où pour nous l'actuelle nécessité de militer pour que celle-ci soit « envisagée d'emblée comme une médiation vers la constitution d'un outil révolutionnaire ».

Le débat sur le rapport aux institutions est de ce point de vue éclairant. Il faut évidemment si on veut gagner l'hégémonie, disputer la représentation politique de la classe y compris dans les assemblées bourgeoises (nationales, municipales...). Un parti de masse devra se coltiner la présence dans les institutions, accepter de gérer des municipalités (qui peuvent être un champ d'action politique démonstratifs tandis que l'Assemblée nationale ne restera qu'une tribune – on peut gérer la ville avec un rapport de force national de moindre intensité pas le pays). Mais plusieurs expériences montrent que même avec de forts acquis théoriques – en tout cas beaucoup plus que les réformistes – et le soutien d'une frange importante de la population, on n'évite pas les dangers (cf. Liverpool, Porto Alegre). A fortiori quand les délimitations théoriques sont faibles. Sur le fil du rasoir institutionnel, seuls les révolutionnaires parce qu'ils sont conscients de la pertinence du clivage entre réformisme et révolution (ce qui ne signifie pas que leurs revendications soient révolutionnaires), et peuvent l'exprimer concrètement, peuvent assumer les contradictions de la présence dans les institutions pour en faire des outils de pédagogie socialiste et de mobilisation. Pour paraphraser, il faut être au minimum anticapitaliste conséquent c'est-à-dire révolutionnaire pour peser dans le bon sens et ne pas tomber du mauvais côté, là où ne manqueront pas d'aller les réformistes et autres « inconséquents ».

La grève générale : option stratégique fondamentale

Enfin notre problème n'est pas de chercher la forme « pure » de la révolution mais de dégager des expériences du passé les enseignements permettant d'agir sur les événements. Ainsi, indépendamment de sa réalisation concrète le concept de grève générale porte, pour nous, une dimension éducative utile pour le développement du processus révolutionnaire. Après le mouvement des retraites, le mouvement contre le CPE, certains camarades se sont mis à douter de ce mot d'ordre. Certains pensant même qu'il fallait ne plus le mettre en avant ou que ce n'était qu'un mot d'ordre de syndicalistes radicaux. Nous pensons quant à nous qu'une des questions clé consiste à créer les conditions de l'intervention directe des salariés sur la scène politique et sociale. Pour réaliser cet objectif la grève générale représente une figure centrale et l'un des modèles les plus probables pour renverser le système capitaliste dans les pays impérialistes.

Le premier débat sur la grève générale a eu lieu à la fin du XIXème siècle et a été introduit par les anarchistes et cela en opposition avec la tactique social-démocrate adoptée à ce moment-là par la plupart des marxistes, qui était la lutte électorale et parlementaire. Mais le syndicalisme-révolutionnaire pensait que la grève générale seule suffisait pour renverser le système capitaliste en sous-estimant le

problème de l'Etat, le problème du gouvernement et donc de la nécessaire transformation de la grève générale en une insurrection. Rosa Luxembourg reprendra la perspective de grève générale, en dépassant le débat anarchistes-socialistes, et en essayant de lier dynamique du mouvement de masse et perspective politique. Depuis, l'hypothèse stratégique de la grève générale active reste pour nous, sous de nouvelles formes, la variante la plus probable de l'affrontement contre le pouvoir en place. Les thèses qui relativisent le rôle stratégique des grèves générales et des manifestations centrales n'ont pas été vérifiées lorsque le mouvement des masses se met en branle. Même en Argentine en 2001 pourtant parfois citée comme contre-exemple, le mouvement a combiné occupations et blocages de rue (les piqueteros), journées de grève générale et journées insurrectionnelles ou par définition celles et ceux qui y participaient n'étaient pas au boulot...

La grève générale a plusieurs dimensions : ce n'est pas une grève à laquelle participent tous les salariés, ce n'est pas une « grosse journée d'action ». Elle doit être largement interprofessionnelle non seulement dans la participation mais aussi dans les buts. Elle est le cadre d'un mouvement politique de la classe ouvrière, permet son expression indépendante, a ses organisations. Elle a une fonctionnalité dans l'affrontement avec l'Etat : la paralysie de l'économie, des axes de circulation stratégique. Elle crée le cadre d'une remise en marche de la production... Dans les métropoles capitalistes à forte

composition de salariat, c'est la forme par excellence de l'intervention directe de la classe ouvrière. Mais la préparation de ces grèves générales passe aussi dans l'intervention quotidienne, par les propositions pratiques de coordination, centralisation des luttes, par une propagande et agitation flexible pour créer les conditions de mouvements d'ensemble de la classe ouvrière. On peut lui ajouter ou la combiner à la succession de grandes manifestations de masse qui paralysent un pays, le problème étant à chaque fois de trouver les formes qui expriment la force du mouvement de masse, sa radicalité et son efficacité pour paralyser l'Etat bourgeois. Enfin, la grève générale seule ne résout pas en soi la question de la stratégie de conquête du pouvoir. « Elle pose la question du pouvoir, elle ne le résout pas », dira Lénine. Pour cela, il faut l'accompagner de formes d'organisation et d'une perspective de pouvoir gouvernemental. C'est pour cela qu'il ne faut pas abandonner ce mot d'ordre qui est toujours et encore plus d'actualité aujourd'hui !

1. Sur le site d'ESSF : Deux contributions au débat de la LCR : "Mélanges stratégiques", suivi de "notes" critiques

1. Daniel Bensaïd - Un monde à changer. Les éditions Textuel 2003 – page 13.

2. John Holloway " Changer le monde sans prendre le pouvoir " p. 20 cité par Daniel Bensaïd op.cit p.139.

3. Daniel Bensaïd op.cit par 140.

Paru dans "Critique communiste" n° 181, novembre 2006, dans le dossier "Questions de stratégie ".

Qui sommes nous ?

La Ligue Communiste Révolutionnaire (ex-POS)

La Ligue Communiste Révolutionnaire lutte pour une alternative socialiste au système capitaliste. Nous pensons que les injustices, les inégalités sociales et l'oppression sont profondément enracinées dans les structures de ce système. Réformer ce qui est fondamentalement irréformable n'apporte aucune solution, la révolution reste donc une idée actuelle. Nous voulons un monde basé sur le droit à l'existence et la dignité de chaque individu, pas sur le droit de propriété ni sur les lois du marché. Loin des dogmes ou de toute pensée élitiste ou sectaire, nous sommes actifs dans les mouvements sociaux, syndicaux et associatifs. A partir des résistances sociales, il faut créer une nouvelle force politique anticapitaliste. Renforcer la LCR, c'est renforcer ce combat.

La Quatrième Internationale

La LCR est la section belge de la 4ème Internationale, une organisation qui lutte dans plus de 50 pays pour une alternative socialiste face au capitalisme. Nous oeuvrons également à la constitution de forces politiques capables, dans la rue comme dans les urnes, de traduire politiquement les revendications de ces mouvements. Dans plusieurs pays (comme au Portugal avec le Bloc de Gauche, au Danemark avec l'Alliance Rouge-Verte ou en Angleterre avec Resist !), des pas décisifs dans la construction d'une telle alternative politique large et unitaire ont été posés. Ce ne sont là que quelques exemples qui démontrent la réelle utilité d'une organisation révolutionnaire telle que la nôtre, qui lutte pour offrir un débouché politique anticapitaliste face au néolibéralisme triomphant.

www.lcr-lagauche.be

Lisez *La Gauche* !
Abonnez-vous !

Tarifs et abonnements:
Prix au numéro: 1,5 euros
Abonnement un an: 15 euros
Etranger: 25 euros
Abonnement de soutien: 30 euros
Abonnement à l'essai (deux numéros) : 0 euros
A verser sur le n° de compte "Avanti": 001-4012225-90, mention "La Gauche"



Ligue Communiste Révolutionnaire
Section belge de la IVe Internationale

Talon à remplir et à renvoyer à la LCR, 20 rue Plantin 1070 Bxl, info@sap-pos.org

Nom :

n° & rue:

Code postal:Commune:

Tél: E-mail:

Je veux...

- ... ex. du livre 'Ils nous ont trompés' (215 pages, prix: 7 euros, frais de port inclus, à verser sur le compte Avanti nr. 001-4012225-90, mention 'livre Ils nous ont trompés')
- un abonnement d'un an à La Gauche, je verse 15 euros (10 euros pour les petits revenus) sur le compte Avanti nr. 001-4012225-90, mention 'Abonnement La Gauche'.
- devenir membre de la LCR.
- plus d'infos sur la LCR